

LA TOURNÉE EUROPÉENNE
DU PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAIN**M. Pieter Botha
en pèlerinage
dans la Somme**

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde
des livres »**

Pages 15 à 23

- La légende de Mohammed Khadr-Eddine
- Voyages en littératures étrangères : Taïwan

La rébellion du mouvement sikh au Pendjab a été noyée dans le sang

**Une unité
toujours fragile**

Mort pendant l'assaut mené par l'armée contre le Temple d'or, le chef extrémiste sikh Sant Jarnail Singh Bhindranwale était né en 1947, l'année de la proclamation de l'indépendance. Avec d'autres, il attestait par son action la persistance, dans ce pays de 730 millions d'âmes, « la plus grande démocratie du monde », de tensions, à l'occasion meurtrières, nées de la différence des langues, des races, des religions, des conditions sociales et des idéaux politiques. Trente-sept ans après le départ des Britanniques et le bain de sang qui accompagna la partition du sous-continent, la force l'emporte encore trop souvent sur le droit.

Le mois dernier, la région de Bombay avait été mise à feu et à sang par des affrontements entre hindous et musulmans. Bilan : plus de deux cent morts. L'an dernier, en Assam, les heurts entre Assamais et Bengalis et l'intervention des forces de l'ordre avaient fait des milliers de victimes. La liste est longue des violences qui ont ensanglanté le pays, frappant ici les intouchables, là les marxistes maoïstes, les notables locaux, voire les bras à la dot jugés insuffisants ou les handicapés protestant contre la politique gouvernementale.

Même si une certaine tolérance se manifeste face aux revendications locales, il était difficile au gouvernement central d'accepter les exigences démesurées des extrémistes sikhs du Sant Bhindranwale, auquel le parti de M^{re} Gandhi avait lui-même mis le pied à l'étrier. C'est dit ouvrir la boîte de Pandore et mettre en danger une unité nationale toujours fragile.

M^{re} Gandhi a choisi la manière forte. Ce n'est pas la première fois de la part de cette femme qui aime à se draper dans des sari aux couleurs du temps. Il fallait mettre le bois avant que le fanatisme atteigne d'autres communautés. Il fallait aussi ramener l'ordre et faire montre de sa force à quelques mois d'élections générales qui s'annoncent difficiles pour le parti du premier ministre, le Congrès (I), pour l'Indira. Déjà, en 1975, plutôt que de risquer la défaite, M^{re} Gandhi avait décrété l'état d'urgence et mis au pas la presse, y compris étrangère. Elle a institué à présent la censure sur les nouvelles en provenance du Pendjab.

De cet Etat, rien ne filtre actuellement que ne soit officiel, y compris sur la mort du Sant Bhindranwale. Certains de ses partisans en tirent sans doute argument pour affirmer qu'il a pu être exécuté sommairement par l'armée. Le risque existe que la victoire des armes ne provoque une explosion de violence au sein de la communauté sikh, héritière d'une tradition guerrière que symbolise le port du poignard, maintenant autorisé jusque dans les avions. On pourrait s'en apercevoir non seulement au Pendjab, où les sikhs constituent 52 % de la population, mais aussi à Delhi, où ils sont nombreux.

Cela dit, les extrémistes ne constituent qu'une minorité parmi les sikhs, communauté dynamique dont l'efficacité a fait du Pendjab l'Etat le plus prospère, et de beaucoup, de l'Union indienne. L'intérêt des nombreux hauts fonctionnaires, chefs militaires, cadres de toutes sortes qu'ils ont fournis à leur pays n'est sûrement pas de laisser déferler la violence.

- Le chef des insurgés figure parmi les nombreuses victimes
- Violentes réactions dans plusieurs régions de l'Inde

De notre correspondant

New-Delhi. — Après vingt-sept heures de combats acharnés, le silence est définitivement tombé mercredi 6 juin vers 22 heures sur le Temple d'or d'Amritsar. Obtenue quelques minutes plus tôt, la reddition du dernier carré de vingt-deux partisans du Sant Bhindranwale retranché dans le « Saint des saints », la « Maison divine » située au cœur du complexe religieux, a permis d'éviter ce qui apparaissait en haut lieu comme le pire : la destruction du bâtiment le plus sacré de la religion sikh.

Alors que le public indien était maintenu jusqu'à jeudi matin dans l'ignorance totale quant au bilan humain des opérations — pourtant officiellement transmis mercredi soir aux journalistes — les organes d'information gouvernementaux se contentaient d'annoncer avec insistance que le sanctuaire n'avait subi aucun dommage. Le premier bilan du carnage est maintenant connu. Fidèles au serment prêté en avril 1982 devant le grand Livre sacré des gourous, 266 militants sikhs fanatisés auront lutté jusqu'à la mort pour défendre un impossible rêve, et

60 soldats sont tombés, victimes du devoir. Plus de 150 personnes, dont une centaine de soldats, sont à l'hôpital, et 700 militants sikhs ont été faits prisonniers.

La radio officielle a annoncé jeudi matin, sans aucun commentaire, que le corps du Sant Bhindranwale, l'homme qui voulait « réveiller les sikhs », avait été retrouvé dans l'enceinte du temple. A ses côtés se trouvaient, morts eux aussi, ses principaux lieutenants : l'intellectuel Amrik Singh, président du syndicat des étudiants sikhs interdit il y a trois mois par M^{re} Gandhi, et le spassassin, l'ancien général Shabbagh Singh, expulsé de l'armée indienne il y a quelques années pour corruption. Amrik était le conseiller politique du jeune Sant, et ses étudiants fournissaient le muscle de la guerre.

Shabbagh Singh, fort de sa longue expérience pendant le conflit du Bangladesh — où il entraînait en sous-main pour le compte de New-Delhi les sécessionnistes bangalais — était le stratège du mouvement.

PATRICE CLAUDE

(Lire la suite page 3.)

La crise de l'endettement domine le sommet de Londres

**Washington souhaite une nouvelle libéralisation
du commerce international**

De notre envoyé spécial

Le dixième sommet des sept grands pays industrialisés (Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, RFA) s'est ouvert jeudi 7 juin à Londres. Cette réunion, qui s'achèvera le 9, et à laquelle participe également le président de la Commission de la CEE, devrait être largement consacrée à l'endettement des pays en voie de développement.

Washington. — C'est avec le scepticisme hautain de celui qui en a vu d'autres que M. Allen Wallis, ancien conseiller économique de Roosevelt, ancien conseiller personnel d'Eisenhower et, depuis 1982, « sherpa » du président Reagan, considérait les sommets des pays industrialisés. Depuis Williamsburg, l'année dernière, il affirme avoir changé d'avis. Il estime que si l'on parvient à maintenir aux réunions leur caractère informel, elles permettent aux chefs d'Etat et de gouvernement d'explorer la façon de penser de leurs collègues. Moins on fait état de résultats dans la presse, plus le sommet a été utile, l'objectif principal étant d'éviter les mesures nationales qui pourraient être mal perçues par les partenaires.

Cette fonction, au demeurant modeste, ayant été attribuée aux sommets, l'administration américaine considère que la réunion de Londres a lieu dans un climat plus favorable que les précédentes. Il y a un an, les Sept exprimaient leur confiance dans la reprise prochaine. Ils peuvent maintenant constater qu'elle est là ; il reste à faire en sorte qu'elle se poursuive sans poussée inflationniste et qu'elle se répande dans les pays les moins développés.

M. Reagan s'attend évidemment que le problème des dettes des pays neufs soit évoqué, et son administration lui a préparé un argumentaire. Le message est trop unanimement répété d'un ministre à l'autre pour qu'il ne reflète pas la doctrine officielle américaine.

A propos du niveau des taux d'intérêt, on reconnaît à Washington qu'il est trop élevé. Un point en moins signifie une économie

annuelle de l'ordre de 400 millions de dollars pour le Brésil et de 2,5 milliards pour l'ensemble des pays sous-développés.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 5.)

M. Savary tente d'apaiser les défenseurs de l'école privée

**Le ministre déclare au Monde
que l'application de la loi sera « claire et progressive »
et que l'amendement controversé sur les maternelles
pourra être révisé par le Parlement**

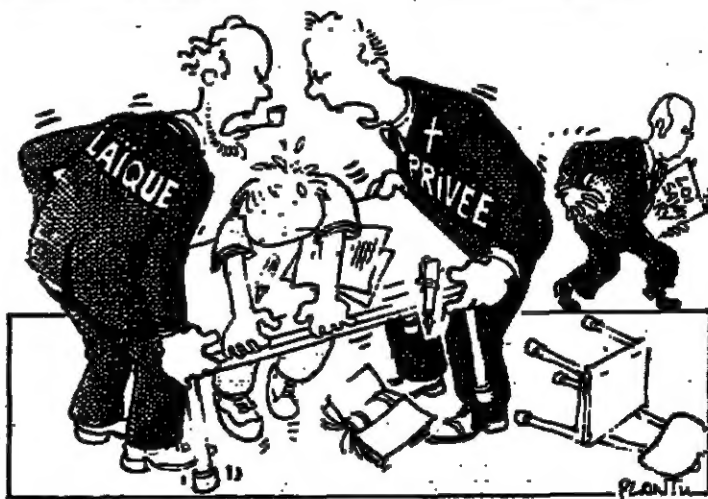
M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, qui devait être entendu jeudi 7 juin par la commission des affaires culturelles du Sénat, commente, dans l'entretien qu'il nous a accordé, le projet de loi sur l'enseignement privé.

« Les défenseurs de l'enseignement catholique vont manifester une nouvelle fois pour défendre la liberté de l'enseignement, qu'ils estiment menacée. Que pensez-vous de leur inquiétude ? »

« Elle n'est pas fondée. Le projet de loi maintenant adopté par l'Assemblée nationale, et qui va être soumis au Sénat, n'est en rien une atteinte à la liberté de l'enseignement. L'exercice de cette liberté s'appuie sur des textes ambigus, déséquilibrés au détriment du service public — ses principes comme ses établissements — et inadaptés au mouvement de la décentralisation. Grâce à ce texte, la liberté de l'enseignement sera mieux organisée, la liberté de choix des parents sera mieux garantie, et la rénovation globale du système éducatif pourra réunir les efforts convergents, et non concurrents, des établissements publics et des établissements privés sous contrat.

« Je comprends l'inquiétude, somme toute naturelle, que peut éprouver tout citoyen devant une modification législative dont il perçoit mal la signification concrète parce que les effets en sont encore peu visibles pour lui. Que cette inquiétude soit exploitée à des fins purement politiciennes, c'est un dévoiement du débat public.

« Depuis deux ans et demi que se succèdent les déclarations alarmistes, je n'ai pu trouver une seule démonstration, avec ce que la rigueur doit à la raison, qu'il y avait atteinte à la liberté de l'enseignement.

Propos recueillis par
CATHERINE ARDITTI
(Lire la suite page 12).

Guerre Iran-Irak

**Bombardements
meurtriers
de part et d'autre**

LIBRE PAGE 6

Québec

**Des atouts
contre la crise**LIRE PAGES 27 A 31
LA DEUXIÈME PARTIE
DE NOTRE SUPPLÉMENT

LES CÉRÉMONIES DU DÉBARQUEMENT

« Dieu que la paix est jolie »

De notre envoyé spécial

Utah-Beach. — Dieu que la paix est jolie. Et un peu indécente. Allongés sur le sable d'Utah-Beach, tandis que la fanfare du 1^{er} bataillon d'infanterie légère britannique « défilait » comme une folle, la presse voltigeait. Devant la plage, les rangs léchés par la mer montante, les détachements de sept pays (1) paraissent comme des soldats de plomb saisis par une soignée simulation.

Il ne manquait rien, pas un plumeau à l'uniforme d'opérateur de la garde royale norvégienne, pas un coup de chiffon sur la fanfare tout cuivre de l'US Army, pas une épauvette jaune sur les épaules des marabouts français.

Il y avait tout, dans la magie du chiffre sept. Sept drapeaux, sept musiques, sept tâches de parachutistes d'être dans un ciel compliqué, sept navires de guerre alignés au large sur une mer tout à fait pacifique. Et si l'on ose dire, sets à Roland-Garros, car les échos de la terre battue arrivèrent jusqu'au sable. On amonassa au même que Mats Wilander avait débauché le pionsnier Noth, victoire plutôt incongrue qui valut à l'ambassadeur de Suède présent dans la tribune les félicitations du jury.

Un peu surréaliste, tout de même, cette commémoration. Devant, c'était la paix victorieuse, une assez jolie fête, sur cette plage qui rassemblait aujourd'hui tout à fait à une plage, la revue à la gloire des années passées et à l'honneur des armées à venir. Une revue immortalisée par des centaines de photographes, les seuls à travailler systématiquement ce 6 juin 1984. Et par un peintre arrivé on ne sait trop comment, pour s'offrir sur chevalet une marine à Utah-Beach.

Derrière, c'était la paix trépassée, la paix sur ses gardes, un déploiement de forces antiterroristes comme on en a rarement vu. Le bocage investi, un hôpital derrière chaque hôte, des batteries antiaériennes au cas où, des radars, un hôpital de campagne, des tas de mesallures en civil. La mer surveillée par des vedettes rapides, et, dans le ciel, sans aucun doute, la chasse. Oui, la paix en état d'alerte régnait sur Utah-Beach, lieu dit fameux : aujourd'hui, quelques pavillons sur les dunes, un bar appelé éruditement le Débarquement et quelques sobres monuments de marbre pour rappeler la souffrance et le sacrifice des hommes.

Une image résume tout cela. Les vétérans, ici en grande majorité amé-

ricains et français, venus par milliers, devront se soumettre au passage du portique de détection antiterroriste. Cette fois, on ne venait pas armé. Il leur fallait même, pour certains, enlever de leur poitrine les rangées de médailles qui affolaient les détecteurs.

Etonnant rendez-vous des survivants, étonnante armée du souvenir, mi-civil, mi-militaire, mesure palpable du temps qui passe. Ces vieux hommes, parfois engoncés dans des truelles de combat qui n'avaient pas prospéré avec eux, presque tous la tête coiffée d'un béret ou d'une casquette couverts de tous les insignes gagnés.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 11)
ainsi que les reportages
de nos autres envoyés spéciaux
JEAN-YVES L'HOMÉAU
et DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Canada, Etats-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Belgique, Norvège et France.

AU JOUR LE JOUR

Déroute

Les Français sont désemparés. Il y avait déjà ce printemps pourri qu'on n'en finit pas de pourrir. Il y avait cette querelle scolaire qui mobilise tant d'énergies pour un combat passésiste.

Il y avait cette campagne pour les élections européennes qui divisait sans passionner. Il y avait le chômage, le cancer social, l'inflation, la crise du lait, celle de l'automobile, le malaise des patrons, celui des cadres et celui des ouvriers. Il y avait les préretraités qui s'ennuient, les enfants qui se rarefont... On supportait.

Mais, mercredi, nous avons reçu le coup de grâce : Noth éliminé à Roland-Garros !

Il ne reste plus qu'à reporter nos espoirs sur le championnat d'Europe de football.

BRUNO FRAPPAT.

DIDIER VAN CAUWELAERT
Prix Roger Nimier
Prix de la Fondation de la Vocation

Poisson d'amour
ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

SEUIL

Le Monde

étranger

ASIE

Inde

La rébellion sikh a été noyée dans le sang

(Suite de la première page.)
L'intensité des combats et l'ampleur du carnage sont sans doute à porter à son crédit d'homme de guerre.

At milieu des cadavres, les forces armées ont trouvé un impressionnant arsenal : deux cents fusils, quatre-vingts mitrailleuses, cinq mitrailleuses, quelques mortiers et même un lance-missiles antiaérien, utilisé plus tôt avec succès sur un camion de transport de troupes.

« Les hommes ont fait leur devoir le cœur lourd et la prière aux lèvres », a déclaré avec des accents de sincérité le général Ranjit Singh Dyal, commandant en chef des opérations et lui-même de confession sikh (comme le sont d'ailleurs 10 à 12 % des forces armées indiennes). Malgré son caractère pour une petite communauté tout aussi fière de ses traditions martiales que de ses idéaux de tolérance. Quel que soit l'archaïsme des idées qui étaient les leurs, qui pourra jamais prétendre que les jeunes kamikazes du Temple d'or ne sont pas morts en braves ? Et quel sikh osera leur interdire l'accès au Panthéon sacré des Jats, les martyrs de la religion ?

C'est là que réside probablement le plus grand danger de radicalisation des jeunes sikhs. Pour eux, comme pour leurs aînés, l'exaltation de l'héroïsme et du sacrifice est partie intégrante de leur religion. A leurs yeux, et celles qu'ont été leurs différences avec les insurgés de la « Maison divine », ces derniers se sont sacrifiés pour ce qu'ils croyaient être la cause sikh.

Des risques d'explosion

L'indivisible mouvement d'émulation qui va s'ensuivre sera difficile à contenir et constitue pour les autorités un risque à prendre très au sérieux. Déjà, dans la nuit de mercredi à jeudi, des manifestations de colère ont éclaté en différents points du territoire indien. Dans le Pendjab, bien sûr, où les affrontements avec l'armée ont fait onze morts, mais aussi dans le Cachemire où un policier musulman a été lynché par des manifestants sikhs. Dans la capitale même, à New-Delhi, la police a dû intervenir fermement pour prévenir la destruction de matériel public par de jeunes sikhs en fureur. Trois autobus ont été incendiés et plusieurs dizaines de personnes blessées. Avant leur dispersion dans la fumée des gaz lacrymogènes, les manifestants ont brûlé une effigie de M^{re} Gandhi.

Des mesures de sécurité - interdiction de rassemblement de plus de cinq personnes - ont été imposées pour trente jours dans les principaux quartiers sikhs de la capitale. Le gouvernement de M^{re} Gandhi s'attendait évidemment, de l'aveu du porte-parole of-

ficiel, « à des protestations ici et là ». Et c'est sans doute pourquoi les forces armées ont été placées en état d'alerte sur tout le territoire et le couvre-feu une nouvelle fois prorogé dans tout le Pendjab, sauf dans la capitale de Chandigarh, qui demeure quadrillée par l'armée. Des grèves de la communauté sikh étaient prévues pour jeudi et vendredi à New-Delhi et à Bombay. La mare de sang répandue sur le marbre blanc des allées sacrées du Temple d'or provoque donc, comme on pouvait s'y attendre, une émotion considérable chez les sikhs.

Sans précédent dans l'histoire de cette religion, l'écatombe va sans doute amplifier longtemps le climat des relations avec la majorité hindoue du pays. Le pire - des affrontements communautaires, comme il s'en produit souvent entre musulmans et hindous - est-il pour autant à craindre ? Cela dépendra pour une large part de l'attitude que vont adopter maintenant les chefs de file du parti historique des sikhs, l'Akali Dal. Le saint Harmandir Singh Longowal, président en titre de l'organisation et M. G. S. Thakur, responsable religieux de l'administration du Temple d'or, s'étaient rendus mercredi matin sans combattre (1). Reste à les convaincre de coopérer au retour au calme.

En tout état de cause, il faut souligner qu'il n'y a jamais eu entre sikhs et hindous le contentieux et la méfiance ancestrale qui prévalent entre la majorité et les musulmans. Jusqu'à très récemment, il était par exemple de tradition dans les familles hindoues du Pendjab de faire du fils aîné un sikh. Les gouroux et les temples de la religion sikh ont toujours bénéficié du respect général et même d'une fréquentation assidue par des centaines de milliers d'hindous. Au Pendjab et ailleurs, nombreux sont les mariages intercommunautaires. La petite communauté sikh (2 % de la population), chacun le reconnaît, est la plus prospère de l'Inde. La mendicité chez elle n'existe pratiquement pas. Les sikhs sont avant tout des gens sobres et socialement ambitieux, qui occupent une place dans l'économie et les forces armées de leur pays sans commune mesure avec leur importance numérique.

L'erreur de M^{re} Gandhi

On épiloguera longtemps sans doute sur la question de savoir s'il y avait moyen d'éviter cette boucherie. M^{re} Gandhi expliquera honnêtement qu'elle avait épuisé l'arsenal juridique et diplomatique à sa disposition. Elle rappellera, comme elle l'a fait samedi dernier avant l'assaut final, que tout a été tenté pour ramener les « fous de Dieu » à la raison : le dialogue, la force mesurée, et l'habileté politi-

que. La stratégie du premier ministre indien consistait à isoler le noyau dur de la masse modérée des sikhs. Cette tactique a été finement couronnée de succès, mais dans un bain de sang.

A l'heure où crépitaient les balles funéraires, l'Inde cherchait les responsables de la tragédie. On s'approchera de M^{re} Gandhi d'avoir trop longtemps tergiversé et parié sur le pourrissement d'un problème qui prenait au contraire chaque jour un peu plus d'acuité. On reprochera aux stratèges de son parti, le Congrès Indira, et surtout à son fils Sanjay, mort en juin 1980, d'avoir introduit le loup Bhindranwale dans la bergerie du Temple d'or. Et il est vrai que l'obscur petit prêtre-paysan, dont la réputation commençait alors seulement à grandir, fut bien utile pour diviser les sikhs et casser leur parti, l'Akali Dal, qui gouvernait à l'époque le Pendjab.

De fait, aux élections de 1980, les sikhs furent éliminés et le Congrès I pouvait enfin régner sur l'Etat le plus prospère de l'Inde. Quelques mois plus tard le saint Longowal lançait la sainte « morcha », la campagne d'agitation qui allait être utilisée comme on le sait par Bhindranwale. On ne refait pas

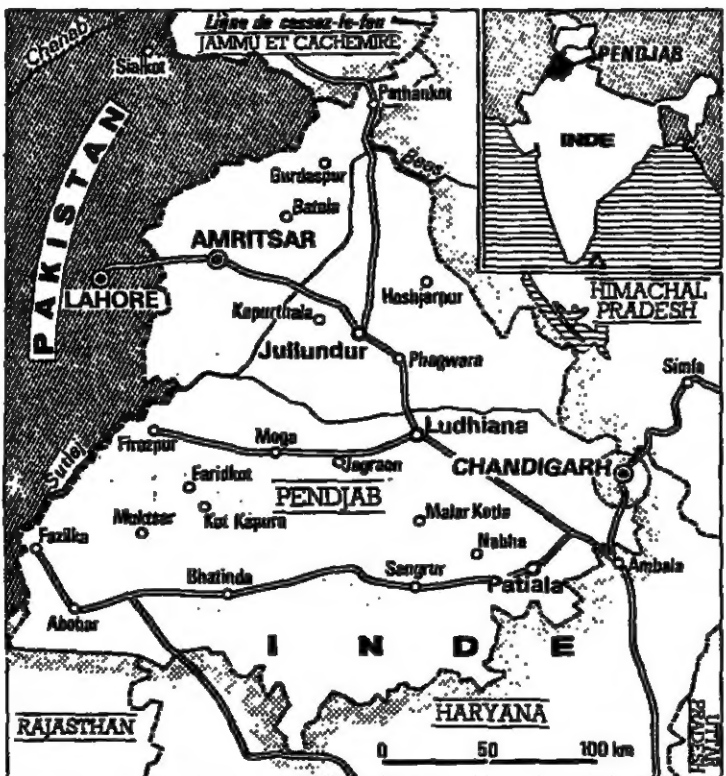
l'histoire. A la place de M^{re} Indira Gandhi, il n'est pas certain qu'un autre, confronté au problème, eût agi différemment.

En bonne logique, le doigt accusateur de l'opinion publique devrait aussi pointer dans la direction du saint Longowal. Le président de l'Akali Dal et toute son équipe dirigèrent depuis longtemps le pouvoir, le procès de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, et de deux de ses principaux collaborateurs, accusés respectivement de haute trahison et de complicité, s'ouvre, ce jeudi 7 juin, devant la Haute Cour de justice.

M. Guiga, qui a quitté librement la Tunisie au début du mois de janvier deux heures après avoir été démis de ses fonctions, a fait savoir qu'il se refusait à jouer les « boucs émissaires » et que, par conséquent, il n'avait pas l'intention de comparaître devant ses juges pour « une parodie de justice ». Seuls sont donc présents au banc des accusés : M. Ezzeddine Driss, ancien préfet de police de Tunis, depuis dix jours en liberté provisoire pour raisons de santé, et M. Abdelhamid Skhiri, ancien directeur de la sûreté nationale, en état d'arrestation. M. Skhiri aura à comparaître devant une juridiction de droit commun pour répondre de divers délits (concussion, trafic de drogue, notamment) dont il est par ailleurs accusé.

PATRICE CLAUDE.

(1) Toutefois, selon un porte-parole de l'Akali Dal, le saint Longowal « a été sérieusement blessé et ne s'est jamais rendu ».



Les sikhs représentent un peu plus de 50 % de la population du Pendjab indien, où les hindous constituent une importante minorité. Il existe, en outre, une importante diaspora sikh dans le reste de l'Inde, en particulier à New-Delhi (où ils sont huit cent mille) ainsi que dans les Etats fédérés du Pendjab. L'ethnie pendjabie, dont sont originaires les sikhs, est divisée en deux par la frontière indo-pakistanaise. Au nombre d'une douzaine de millions, les sikhs représentent l'une des principales minorités en Inde, mais après les musulmans (plus de soixante millions) et les chrétiens (une quinzaine de millions). De violents affrontements entre hindous et musulmans ont fait, le mois dernier, deux cent trente morts à Bombay.

AFRIQUE

Tunisie

Le procès de l'ancien ministre de l'intérieur s'ouvre en son absence devant la Haute Cour de justice

De notre correspondant

Tunis. - Epilogue politique de la « révolte du pain » ou - comme le pensent nombre de Tunisiens - nouvel épisode des luttes intestines qui déchirent depuis longtemps le pouvoir, le procès de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, et de deux de ses principaux collaborateurs, accusés respectivement de haute trahison et de complicité, s'ouvre, ce jeudi 7 juin, devant la Haute Cour de justice.

M. Guiga, qui a quitté librement la Tunisie au début du mois de janvier deux heures après avoir été démis de ses fonctions, a fait savoir qu'il se refusait à jouer les « boucs émissaires » et que, par conséquent, il n'avait pas l'intention de comparaître devant ses juges pour « une parodie de justice ». Seuls sont donc présents au banc des accusés : M. Ezzeddine Driss, ancien préfet de police de Tunis, depuis dix jours en liberté provisoire pour raisons de santé, et M. Abdelhamid Skhiri, ancien directeur de la sûreté nationale, en état d'arrestation. M. Skhiri aura à comparaître devant une juridiction de droit commun pour répondre de divers délits (concussion, trafic de drogue, notamment) dont il est par ailleurs accusé.

Les six avocats de MM. Ezzeddine Driss et Abdelhamid Skhiri se proposent de demander à l'ouverture de l'audience le renvoi du procès à un mois et ont déclaré, croit-on savoir, d'abandonner la défense s'ils n'obtiennent pas - du moins en partie - satisfaction. L'arrêt de renvoi du juge d'instruction devant la Haute Cour ne leur ayant été communiqué que mardi, soit quarante-huit heures avant le début du procès, ils estiment être dans l'impossibilité d'étudier normalement ce dossier de soixante-neuf pages.

M. Driss Guiga, qui, depuis l'indépendance, a occupé une succession de postes de responsabilité, encourt-il aujourd'hui la peine de mort pour haute trahison ? L'accusation se base sur le rapport de la commission d'enquête constituée sur instruction du président Bourguiba quelques jours après les sanglants événements qu'a connus le pays au début de l'année, à l'annonce de l'augmentation du prix du pain.

Selon ce rapport, dont divers milieux ont critiqué la partialité, M. Guiga a fait preuve, avant et tout au long des événements, d'une attitude passive. « Il n'a rien entrepris pour rétablir l'ordre » et « n'a pas assuré son devoir de veiller à la sauvegarde du régime ». Au contraire, « il a tout fait pour exploiter à fond les incidents. (...) »

En d'autres termes, l'ancien ministre aurait laissé volontairement la situation se dégrader dans le but d'être appelé par le président Bourguiba à remplacer M. Mohamed Mzali en tant que premier ministre,

poste entre tous convoité, il est vrai, parce qu'il ouvre directement la porte à la succession du chef de l'Etat en cas de vacance.

Le rapport insiste sur le comportement de M. Guiga lors des manifestations d'allégresse qui eurent lieu à Tunis le 6 janvier, après l'annulation par le président Bourguiba des augmentations et au cours desquelles le nom de M. Mzali fut conspué. « Il [M. Guiga] s'installa devant l'une des fenêtres de son bureau pour saluer les manifestants [hostiles à M. Mzali], leur faire le signe de la victoire et leur suggérer par des gestes précis de se diriger vers le Palais de Carthage (...) afin que le président entende ce qu'ils disaient », déclare le rapport, qui rappelle que M. Guiga avait dépêché auparavant un émissaire auprès du premier ministre pour l'inciter à démissionner.

Il est encore retenu contre l'ancien ministre le fait qu'il aurait caché au gouvernement les divers rapports faisant état du mécontentement populaire grandissant à la suite des augmentations, l'absence de son bureau alors que la capitale était la proie des émeutes, des unités de police désarmées, d'autres volontairement désorganisées, des ordres contradictoires, ainsi que de graves fautes dans la gestion du département, sous-entendant des malversations.

L'opinion indifférente

La commission d'enquête était « délibérément orientée vers la recherche d'un bouc émissaire », elle a utilisé des « méthodes inquisitoires » et, « à partir de faits décontextualisés, disparates, incohérents, inconsistants, a construit une conclusion truquée », a répliqué M. Driss Guiga, dans une lettre adressée le 15 mars de Londres, où il est désormais installé, au président Bourguiba (le Monde a publié de larges extraits de cette lettre dans ses éditions du 16 mai).

M. Guiga y réfute une par une toutes les accusations formulées à son encontre. Selon lui, il n'a caché aucun rapport au premier ministre, pour la bonne raison que celui-ci le recevait directement. Evoquant les défaillances des forces de l'ordre, qui furent incontestablement flagrantes dans la capitale, il reconnaît qu'elles ont été « dépassées » par « des désordres d'une ampleur, d'une simultanéité et d'une extension jamais atteintes ». M. Guiga rappelle, en outre, la volonté du gouvernement « de ne pas faire de la Tunisie un régime policier » et qu'il était admis que « l'usage des armes à feu devait être fait avec discernement et dans des cas limités ». Il rejette « avec mépris » les « calomnies » quant à sa gestion et évoque vaguement son attitude lors des manifestations d'hostilité à l'égard de M. Mzali.

Sur ce dernier point, MM. Ezzeddine Driss et Abdelhamid Skhiri semblent avoir été beaucoup plus précis dans leurs dépositions devant le juge d'instruction, qu'un journal local a récemment publiées. « Le visage de M. Guiga reflétait une joie immense qui frisait l'enthousiasme », aurait déclaré le premier, tandis que le second aurait affirmé : « Il était presque fou de joie ».

La dualité - probablement paralyzante - qui existait entre la préfecture de police de Tunis et la direction de la sûreté nationale ressort nettement de ces dépositions au cours desquelles les deux anciens responsables ont invoqué l'exécution des ordres reçus. Et c'est probablement sur cette base qu'ils axeront leur défense de l'accusation de complicité, de haute trahison, pour laquelle ils sont passibles, eux aussi, de la peine de mort.

Le procès qui se déroulera dans une caserne du Bardo, aux portes de Tunis, où eurent lieu dans le passé plusieurs procès politiques, ne devrait pas durer plus de trois ou quatre jours. En l'absence du principal accusé, il laisse généralement l'opinion indifférente. Il faut dire que celle-ci a eu plusieurs fois l'occasion d'assister à de spectaculaires disgrâces de dirigeants considérés comme « au-dessus de tout soupçon », qui furent frappés de sanctions plus ou moins sévères et dont certains ont retrouvé ensuite une place au sein du pouvoir. Il est vrai que jamais le régime n'avait été aussi gravement menacé qu'il l'a été pendant les journées dramatiques de janvier qui firent quatre-vingt-neuf morts et des centaines de blessés.

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

• L'« ORGANISATION DE LA PUNITION » REVENDIQUE L'ATTENTAT CONTRE LE DIPLOMATE ISRAËLIEN AU CAIRE. - Une organisation jusqu'ici inconnue, l'« Organisation de la punition », a revendiqué à Damas, dans un appel téléphonique à l'agence palestinienne d'information Wafa, l'attentat perpétré dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 juin, au Caire, contre M. Zvi Keddar, diplomate de l'ambassade d'Israël en Egypte. Un interlocuteur anonyme a affirmé que le commando « Martyrs de Sabra et de Chatila », relevant de l'Organisation, avait effectué cet attentat à l'occasion de l'anniversaire de la guerre de 1967, ainsi qu'à l'occasion du début des négociations sur le retour de l'ambassadeur d'Egypte en Israël. - (AFP.)

Nicaragua

• SUSPENSION DES PERMIS- SIONS DES APPELS DU CONTINGENT. - M. Humberto Ortega, ministre de la défense, a annoncé, le mercredi 6 juin, que toutes les permissions des soldats du contingent étaient suspendues en raison de l'intensification des actions de la contraindre dans le pays. - (AFP.)

Pérou

• GRÈVE DU SECTEUR PUBLIC. - Un demi-million d'em-

ployés du secteur public se sont mis en grève le mardi 5 juin, provoquant la fermeture de la plupart des écoles et de cinq ministères, selon les syndicats. Les douaniers ne se sont pas présentés au travail. Les services administratifs des hôpitaux sont également restés fermés. Les fonctionnaires entendent obtenir des hausses de traitement de 150 %. Selon les responsables syndicaux, il s'agit du plus important mouvement ayant jamais eu lieu au Pérou dans le secteur public. - (Reuters.)

Tchécoslovaquie

• M. JIRI GRUNTORAD CONdamnÉ A UN SUPPLÉMENT DE PEINE: M. Jiri Gruntorad, un ouvrier de trente et un ans, membre fondateur de la Charte 77, détenu depuis 1980, a été condamné à un supplément de peine de quatorze mois pour « faux témoignage ». Le prisonnier s'était plaint d'avoir été battu dans sa cellule par un gardien : le tribunal de Liberec (Bohême du Nord) a décidé, lundi 4 juin, au terme d'un procès quatre fois suspendu, qu'il avait « menti ». Arrêté en décembre 1980, Jiri Gruntorad avait été condamné à une peine de quatre ans de prison pour diffusion de documents « subversifs » : il aurait donc dû être remis en liberté à la fin de cette année. - (UPI, AP.)

Chine

LE SORT DE WEI JINGSHENG

Une vingtaine de sténographes nous communiquent le texte suivant :
Une troisième révolution en Chine ?
1949 : établissement du régime communiste.
1966 : révolution culturelle.
1984 : séparation des pouvoirs ? En effet, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, déclare ne pas pouvoir s'immiscer dans les affaires judiciaires de son pays (le Monde, 1^{er} juin 1984), à propos du sort de Wei Jingsheng, condamné à quinze ans de prison... pour délit d'opinion.
(Ph. Aguiar, V. Alleton, L. Bianco, M. Bennis, A. et M. Carver, M. Dalidès, G. Fagot, J. Garnot, D. et M. Holzman, K. Horko, C.-M. Jazin, M. J. Lafitte, A. Lévy, T. Parrault, A. Peyrache, I. Thureau, P. Trollet, P.-B. Will, W. Zafanelli, Y. Chénier, A. Lucas, F. Renard.)

• Visite en France du ministre chinois de la défense. - Le ministre chinois de la défense, M. Zhang Aiping, est arrivé, mercredi matin 6 juin, à Paris. Il doit rester cinq jours en France et avoir un entretien avec son homologue français, M. Charles Hernu. Les conversations portent notamment sur l'achat par la Chine d'hélicoptères français Super Puma. En quittant Pékin, le ministre chinois de la défense avait notamment déclaré que la Chine était intéressée par tous les types d'armement pouvant lui servir à renforcer ses capacités de défense.

M. Zhang Aiping doit ensuite se rendre aux Etats-Unis et au Canada.

Rélicien MARCEAU

de l'Académie française



Appelez-moi Mademoiselle

roman

« Cet ouvrage frappe par la profusion de ses trouvailles, son rythme de cavalcade. C'est la commedia dell'arte appliquée au roman. »

Bernard Pivot-Delpéch / Le Monde

« Roman de soleil, d'amour et de contrebande. »

Jean-Claude Le Correc / Le Figaro Magazine

GALLIMARD

rf

EUROPE

Italie

Des attaques contre M. Andreotti déclenchent une violente polémique entre la Démocratie chrétienne et les socialistes

De notre correspondant

Rome. - Le cabinet de coalition présidé par M. Bettino Craxi semble au bord de la crise après que l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste, M. Rino Formica, ait implicitement accusé M. Giulio Andreotti,

démocrate-chrétien et ministre des affaires étrangères, d'être le véritable inspirateur de la loge P2. Par la suite, le 5 juin devant la commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur la loge P2, M. Formica a affirmé que le maître de cette loge, M. Licio Gelli, ne pouvait être le véritable manipulateur du complot et que « le fil conducteur de ces trames et de ce projet provenait des rangs des ennemis et concurrents d'Aldo Moro ».

Les références aux manœuvres obscures du SIFAR, le service secret militaire dissous il y a dix-sept ans, défini par M. Formica comme un « Etat dans l'Etat au service de la droite », à une époque où M. Andreotti était ministre de la Défense, les allusions faites par le dirigeant socialiste aux protections reçues par le financier en faillite Michele Sindona, actuellement en prison aux Etats-Unis, ont été interprétées comme une mise en cause directe de M. Andreotti. Son nom n'a pas été prononcé, mais le réquisitoire n'en était pas moins transparent. Le lendemain, aussi bien la presse que la classe politique parlaient de la « mise en accusation de M. Andreotti », ainsi que de la « bombe politique de M. Formica ». Les rivalités et les polémiques au sein du gouvernement entre DC et PSI sont devenues toujours plus vives ces dernières semaines. Ce discours de M. Formica met désormais les deux camps au bord de la rupture.

Le président du conseil, M. Craxi, a affirmé le 6 juin ne pas vouloir interférer dans les travaux de la commission d'enquête et a assuré de sa pleine confiance M. Andreotti et M. Rino Formica, ministre du budget, social-démocrate, mais en cause précédemment pour sa participation à la très spéciale loge maçonnique. Jugant inacceptable une telle déclaration du chef du gouvernement, la DC exige, sur un ton d'ultimatum, un clair démenti des accusations formulées par M. Formica, ainsi que son départ du chef du gouvernement et secrétaire général du Parti socialiste.

(Inserim.)

Pologne

Un appel de M. Jacek Kuron aux pacifistes occidentaux

M. Jacek Kuron, dirigeant du KOR et l'un des onze membres de l'opposition détenus depuis deux ans et demi sans procès à Varsovie, a lancé un appel « aux pacifistes du monde entier » pour qu'ils « soutiennent la lutte pacifique de la société polonaise contre la dictature militaire ».

Dans la première lettre qu'il ait fait passer depuis sa prison à la presse occidentale, M. Kuron enjoint les pacifistes de « ne pas concentrer leurs efforts uniquement devant les bases de l'OTAN ». « Les pacifistes, écrit-il, ont le devoir moral de soutenir la lutte des adversaires de la guerre dans les pays d'Europe de l'Est (...), où les

armées du pacte de Varsovie restent en état permanent de préparation au combat contre leurs propres sociétés ».

En Pologne, affirme-t-il, « où la solidarité continue de lutter, la résistance pacifique de la société fait peser la menace d'une intervention de l'URSS. Ce serait pour nous une catastrophe nationale qui pourrait se transformer en configuration mondiale ». « Depuis le 13 décembre 1981 [proclamation de la loi martiale], ajoute-t-il, on agit la menace de guerre devant le peuple polonais, qui fait preuve d'une patience extraordinaire face à la dictature, afin de préserver la paix mondiale. »

Les mouvements pacifistes « trahiraient leur cause en laissant les Polonais seuls », conclut le dirigeant du KOR, qui estime « plus que jamais nécessaire la démilitarisation de l'Europe de l'Est ». - (AFP).

ISTH
INSTRUMENTS DE TRAVAIL
EN MÉTALLURGIE
Conception et fabrication à la demande
HEC-2
Système de mesure des forces secondaires
pour l'étude des phénomènes de frottement
Sécheresse, humidité, température
PREPARATION INTENSIVE
JULIET 1984
Succès garanti par la méthode
AUTEL - 10, rue de la République - 92000 Nanterre
75016 Paris - Tél. 10.72.4

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 326-51-09

Le Monde
L'EDUCATION
de
LE FRANÇAIS AU BAC
JUIN 1984
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

DIPLOMATIE

LA TOURNÉE EUROPÉENNE DU PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAIN

M. Botha va rendre hommage dans la Somme aux soldats sud-africains victimes des deux guerres mondiales

Le premier ministre sud-africain est arrivé mercredi 6 juin à Bruxelles pour une « visite de travail ». Si les autorités, nous le signalons, ne correspondent pas à dissimuler un certain embarras, elles n'en affirment pas moins qu'il est indispensable de maintenir le « dialogue » avec l'Afrique du Sud.

Ce jeudi matin, les ministres des affaires étrangères des deux pays doivent s'entretenir avant un déjeuner « de travail » organisé sous la présidence conjointe de M. Botha et de son homologue belge, M. Martens. Après quoi, le premier ministre sud-africain devrait repartir pour une brève visite dans le département de la Somme.

M. Botha regagnera ensuite Bruxelles, d'où il partira pour Vienne avant de se rendre à Rome le 12 juin.

« Ras-le-bol, c'est de la politique ! »

De notre envoyé spécial

Longueval. - C'est vrai que, de son point de vue, il a raison, « Gaston ». A Paris, les ministres, les conseillers, les députés et le président ont le beau rôle, maintenant qu'ils ont refusé, l'air dégoûté, de lui serrer la main. Dès lors, qui va s'en occuper, sinon « Gaston » ? C'est vrai qu'il a l'habitude des Sud-Africains, mais il ne s'agit plus seulement de son « ami » l'ambassadeur de la République sud-africaine, mais du premier ministre, M. Pieter Botha. « Depuis quinze jours, il n'y a que la main de Longueval qui est dans le coup. Personne ne se mouille ! J'en ai marre, moi ! »

Il pleut sur Longueval, et Gaston Duclercq, maire-agriculteur-éleveur-sans-opinion-politique, réchauffe sa colère en énonçant un postulat. Longueval, avec ses vingt-deux mille cinq cents habitants, dans un rayon de trois kilomètres, attend de pied ferme tous ceux qui veulent manifester, ce jeudi 7 juin, contre la venue de M. Botha. Vendredi, de toute façon, tout sera fini, et M. le maire pourra continuer à présider aux destinées de ses deux cent quatre-vingts administrés, qui ont tant de raisons de vouloir du bien au représentant du pays de l'apartheid : ce n'est pas seulement à cause de ce chaque année de mille francs que le maire répartit aux enfants de l'école communale pour les cadeaux de Noël ; ou de ces coils de « frigidaires » deux fois par an ; voire de ce musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés lors des deux guerres mondiales dont M. Botha vient pour la première pierre et qui formera du travail - pendant deux ans - aux gens de la région ; ou encore de la garantie de l'emploi pour une vingtaine de villageois chargés d'assurer le gardiennage et le jardinage des cimetières. « Faites un sondage dans les rues, propose « Gaston », vous verrez, la réponse c'est le recouvrement pour leurs morts. » Certes, le musée va amener du monde dans le commune, et les commerçants et les artisans vont en profiter un petit peu, mais pour

Longueval, qui porte dans la mémoire collective de ses habitants les stigmates du défilé de fer et de sang de la Grande Guerre, n'est-ce pas, soixante-six ans après, un juste salaire ?

La réponse est sans doute là, enfouie sous la terre des 65 hectares du bois de Deville, propriété du gouvernement sud-africain depuis 1920, parmi les ossements de quel que cinq mille soldats de toutes nationalités, dont mille quatre-vingts Sud-Africains, morts au cours de féroces combats à la baïonnette contre les troupes allemandes, en juillet 1916, au plus fort de la grande bataille de la Somme. Quoi d'étonnant alors si, à Longueval, « on admire ces gens-là, qui sont morts pour nous offrir la liberté » ?

Le reste, les protestations des partis de gauche, des organisations anti-apartheid, du MRAP, de la Ligue des droits de l'homme et « compagnie », « ras-le-bol, c'est de la politique ! » Bon prince, « Gaston » veut bien reconnaître que « c'est un petit peu une sorte de dictature chez eux. C'est pas tout à fait normal, et moi je dis qu'un Noir doit avoir la parole comme un Blanc, du moment qu'il est dans la ligne... Et puis vous avez des Noirs qui sont compétents ! Mais il faut voir une chose : c'est pas à moi de les diriger chez eux. Si je fiche une volée à une femme, mon voisin il n'a rien à dire ! »

M. le maire ira accueillir son ami, M. du Plooy, ambassadeur d'Afrique du Sud : « Je suis comme son fils, il me tient par le cou, on mange ensemble, on parle de sport, de tout, c'est un ami... ». Quant à M. Botha, il ne pourra pas déposer de gerbe de fleurs au monument aux morts de Longueval, ni être reçu à la mairie. « Gaston » n'a pas voulu, « pour des raisons de sécurité. J'ai été menacé, vous savez ! Et puis, c'est moi le patron. Au bois de Deville, je suis secrétaire général parce qu'ils sont chez eux ». Au fond, « Gaston » fait quand même de la politique...

LAURENT ZECCHINI

A LONDRES ET A BONN

M. Botha aurait proposé d'abandonner l'administration de la Namibie à un des cinq pays du « groupe de contact »

M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, a proposé au cours de ses visites en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale d'abandonner l'administration du Sud-Ouest africain (Namibie) à un des cinq pays occidentaux membres du « groupe de contact » (France, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne et RFA), qui négocient depuis des années son indépendance, a annoncé, mercredi 6 juin, l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Bonn.

« L'Afrique du Sud a déclaré très clairement au premier ministre britannique Thatcher et au chancelier fédéral Helmut Kohl que si un des cinq pays occidentaux est disposé à prendre en charge le Sud-Ouest africain-Namibie avec tous ses problèmes et ses finances, nous sommes disposés à tout retirer dans un délai de deux mois », a dit un porte-parole de l'ambassade à l'Associated Press. Le porte-parole a cependant précisé que l'Afrique du Sud avait déjà fait cette proposition « il y a des mois », et que M. Botha n'a fait que la reprendre au cours de son actuelle tournée européenne.

A Londres et à Bonn, on dément que M. Botha ait fait une telle proposition, et, dans les deux capitales, comme à Ottawa et à Washington, on rappelle que la résolution 435 de l'ONU, qui prévoit à terme l'indépendance de la Namibie, est la seule base internationale reconnue pour un règlement du problème namibien. M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique,

se rendra cependant à Rome, où doit venir le premier ministre sud-africain, pour lui demander des éclaircissements. La SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a, elle aussi, rejeté cette proposition sud-africaine. Selon M. Nujoma, président de la SWAPO, « le peuple namibien est prêt à se défendre lui-même ».

A Paris, on déclare que le problème se pose en termes d'indépendance et non pas de transfert de souveraineté. La France, qui a suspendu en décembre sa participation aux réunions du « groupe de contact », reste, d'autre part, attachée à la mise en place de la résolution 435 de l'ONU.

« Un appel au désarmement de trois premiers ministres. - MM. Papandréou, Sorsa et Palme, chefs des gouvernements de Grèce, de Finlande et de Suède, ont rendu public mercredi 6 juin un appel à la création de zones désucléarisées en Scandinavie et dans les Balkans, ainsi que le long d'un « couloir en Europe centrale ». Les trois signataires invitent également les Etats-Unis et l'URSS à « surmonter le dilemme » auquel ils doivent faire face en matière de désarmement et à organiser entre eux un « sommet bien préparé ». - (AFP.)

LE SOMMET

Mesures de sécurité et mesure de faveur

De notre correspondant

Londres. - M^{re} Thatcher ne saurait rien refuser au président Reagan. C'est tout au moins l'avis de l'opposition qui, depuis longtemps, ne cesse de reprocher par excès dans sa politique résolument « pro-américaine ». Qu'en accueillant M. Reagan, à son arrivée à Londres, le 4 juin, elle se permette de l'embrasser sur les deux joues... passe encore, bien que ce genre d'affusion ne soit guère de mise en Angleterre. Mais qu'elle donne aux gardes du corps du chef de la Maison Blanche une autorisation de port d'armes, voilà qui est nouveau et, aux yeux de beaucoup, inadmissible dans un pays où les policiers sont fiers de n'être généralement pas armés et de ne laisser à personne d'autre le soin d'assurer la protection des visiteurs de marque.

Même si l'on savait que des mesures de sécurité très exceptionnelles devaient être prises à l'occasion du sommet des Sept, on s'attendait que les « gorilles » laissent leur équipement au vestiaire. Selon le communiqué officiel, l'autorisation n'a été donnée qu'à deux agents seulement et ne portait que sur des pistolets automatiques, des Walther PPK, armes bien modestes comparées à l'arsenal employé d'ordinaire outre-Atlantique. Mais c'est une question de principe et l'affaire fait grand bruit, d'autant plus que le mécontentement de certains dirigeants de la police londonienne semble être à l'origine de la révélation de la mesure de faveur accordée par le gouvernement aux services de sécurité américains.

M^{re} Thatcher a dû répondre de sa décision devant la Chambre des communes. Elle s'est contentée de déclarer que, contrairement à ce que l'on croyait, il ne s'agissait pas d'un fait de procédure. Elle n'a pas dit davantage, mais la presse britannique sait que des ententes à l'usage avaient été discrètement faites, dans le passé, au cours d'un voyage de

Golda Meir, l'ancien premier ministre israélien, et peut-être, plus récemment, durant la dernière visite de M. Reagan en 1982. Dans le premier cas, les travailleurs étaient alors au pouvoir...

Cela fait plus de six mois que les autorités britanniques, et plus particulièrement la police, préparent l'organisation de ce sommet. Les chefs d'Etat et de gouvernement et leur suite représenteront en tout près de mille personnes, auxquelles s'ajoutent quelque quatre mille journalistes. C'est, dit-on, le plus grand événement depuis le mariage du prince Charles, voilà deux ans. Mais, cette fois, les problèmes de sécurité sont nettement plus sérieux : la mesure des dangers. Comme toujours, la police redoute un attentat de l'IRA, qui a récemment accusé ses activités en Irlande du Nord. Elle appréhende aussi un « coup des Libyens » après la crise qui s'est produite entre Londres et Tripoli, au mois d'avril, à la suite de la fusillade devant le Bureau du peuple libyen. Avec le régime de Gaddafi, la police redoute la possibilité d'un attentat. Sans compter enfin l'hypothèse d'une action d'un commando palestinien.

La police métropolitaine (qui a la charge de Grand-Londres) n'aura jamais déployé un dispositif aussi important, et cet effort ne fait qu'accroître l'importance de certains de ses membres après la décision gouvernementale concernant la protection du président Reagan. La mesure prise des effectifs (plus de vingt mille hommes) a été considérée. Les congés ont été supprimés. En outre, le « Special Branch » et la brigade anti-terroristes de Scotland Yard, la police diplomatique et des éléments du SAS (commandos de l'armée) assureront la « protection rapprochée » des hôtes de M^{re} Thatcher.

FRANÇOIS CORNILL

DÉMARCHE CONJOINTE DE SEPT PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

Londres (AFP). - Les ambassadeurs représentant à Londres sept pays d'Amérique latine ont remis, mercredi 6 juin, au gouvernement britannique, hôte du dixième sommet économique occidental, une lettre demandant aux participants de ce sommet une « manifestation de volonté politique » face aux problèmes posés par leur endettement.

La lettre, signée par les présidents du Brésil, de l'Argentine, de la Colombie, du Mexique, comme l'annonçait le Monde dans ses éditions du 6 juin, mais aussi du Pérou, du Venezuela et de l'Equateur, a été remise mercredi au premier ministre britannique, M^{re} Thatcher.

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a également adressé une lettre aux participants de ce sommet. Dans cette lettre, le secrétaire général relève que « la reprise des pays industrialisés n'a, pour le moment, qu'une incidence assez faible sur l'économie de la plupart des pays en développement » et qu'il « en ira probablement de même l'an prochain ». Dans ce contexte, ajoute-t-il, trois questions paraissent « importantes » :

- 1) Le commerce international dont il souhaite un développement « plus vigoureux » ;
- 2) L'Afrique, dont « la situation dramatique résulte de circonstances extérieures défavorables », ajoutant à des faiblesses structurelles préexistantes ;
- 3) Le problème de la dette. « Le moment est peut-être venu pour les gouvernements, les banques et les pays débiteurs de rechercher un moyen plus durable de régler leurs difficultés », déclare M. Perez de Cuellar, qui suggère des mesures pour modérer les taux d'intérêt, réévaluer le paiement de la dette sur davantage de temps, accroître l'octroi de liquidités supplémentaires et de crédits à long terme.

AVEC OU SANS ACCORD AVEC LES EXPERTS DU FMI, L'ARGENTINE ADRESSERA AVANT SAMEDI SA LETTRE D'INTENTION A M. JACQUES DE LAROSIERE

Buenos-Aires (AFP). - Le gouvernement argentin présentera « au plus tard samedi prochain » sa lettre d'intention au directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Jacques de Larosière, « qu'il y ait ou non accord préalable » avec la délégation du FMI actuellement en Argentine, a-t-on appris mercredi soir auprès d'une haute source officielle.

Le président argentin Raul Alfonsín a, semble-t-il, selon la même source, qui a conservé l'anonymat, informé un groupe de députés du Parti radical, au pouvoir, de cette décision.

Les négociations avec la délégation du FMI se poursuivraient de façon intensive jusqu'à jeudi, mais le président argentin se montrerait inflexible pour refuser « le gel des salaires », qu'il considérerait comme une « trahison » vis-à-vis de son électeur. C'est cette position qui serait transmise aux autorités du FMI, toujours selon la même source.

La lettre d'intention constitue l'étape préalable à la signature d'un accord de confirmation avec le Fonds pour faire face aux échéances de la fin du mois avec les banques étrangères (credit stand-by) et poursuivre ensuite la négociation de la dette extérieure, estimée à 43,6 milliards de dollars.

7 PARTICIPANTS + 1

Participeront à la réunion de Londres, outre M^{re} Thatcher, premier ministre de Grande-Bretagne, le président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, le président français, M. François Mitterrand, le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, et le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn.

PAYS INDUSTRIELS

Anglais : souhaite une... du commerce...

Les pays industrialisés... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

LE MONDE

Le monde... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

A SAINT-LAZARE
L'ÉDUCATION
L'ÉDUCATION

AMÉRIQUES

Etats-Unis

De nombreuses personnalités démocrates se rallient à M. Mondale

De notre correspondant

Washington. — Au moment même où M. Mondale, chiffres à l'appui, proclamait mercredi 6 juin qu'il « serait le candidat du Parti démocrate » à la présidence, MM. Hart et Jackson ont confirmé qu'ils n'entendaient pas encore rendre les armes. L'attitude du pasteur tient à sa volonté de ne pas offrir au candidat démocrate le ralliement des électeurs noirs qu'il a su mobiliser avant d'avoir obtenu de fermes assurances sur une modification en faveur des minorités des règles électorales du parti.

Les objectifs du sénateur du Colorado demeurent en revanche moins clairs. Bien qu'il ait obtenu trois fois plus de délégués que M. Mondale en Californie (205 contre 72), les résultats en nombre de voix (42 % contre 38 %) lui ont donné mardi une marge très étroite — comparée surtout à l'ampleur du succès de M. Mondale dans le New Jersey (1). Il ne peut donc espérer créer un mouvement en sa faveur parmi les délégués élus sur le nom de M. Mondale ou parmi ceux qui ont été désignés (ou vont l'être) par l'appareil du parti.

Au contraire, l'ancien vice-président de M. Carter s'est déjà rallié dans la seule matinée de mercredi quarante nouvelles voix parmi les délégués restés jusqu'à maintenant neutres, ainsi que le soutien de personnalités-clés, comme M. Andrew Young, maire noir d'Atlanta et ancien ambassadeur à l'ONU, M. Wallace, le gouverneur de l'Alabama, ou M. Gillis Long, le président du groupe démocrate de la Chambre sur lequel M. Hart avait compté pour donner le signal d'un basculement de l'appareil vers sa candidature.

C'est fort des résultats de mardi et de cette première vague de soutien de dernière minute que

M. Mondale a affirmé être d'ores et déjà assuré de 2 008 voix, 41 de plus que la majorité de la Convention. D'autres pointages réalisés par les organes de presse et les chaînes de télévision lui donnent une marge plus faible ou le placent même légèrement en dessous de la barre, mais en tout état de cause la victoire arithmétique de l'ancien vice-président paraît difficilement contestable.

La question est donc de savoir si M. Hart, en ne concédant pas la victoire à son adversaire, exerce des pressions pour obtenir une place sur le « ticket » démocrate. Le système électoral taillé sur mesure pour M. Mondale n'a donné que 1 212 délégués à M. Hart. Mais le jeune sénateur du Colorado n'a été désigné que de trois points par le candidat de l'appareil en nombre de voix (39 % contre 42 %). Il a remporté la quasi-totalité des Etats de l'Ouest, la Floride, la côte nord-est, ainsi que l'Indiana et l'Ohio. Il peut légitimement refuser de se retirer purement et simplement et attendre, soit qu'on lui demande en bonne et due forme de sacrifier au nom de l'unité du parti, soit qu'on lui propose la candidature à la vice-présidence.

L'équipe de M. Hart semble partagée sur l'intérêt qu'il aurait à se présenter en deuxième place avec M. Mondale. Celui-ci a indiqué, pour sa part, qu'il ferait « assez prochainement » connaître ses critères sur lesquels il choisirait son vice-président. Le sénateur du Colorado devrait s'entretenir, ce jeudi, avec plusieurs parlementaires démocrates influents, dont le président de la Chambre, M. O'Neill, un partisan de M. Mondale. L'ancien vice-président a tenu, lui, dans son discours de mercredi, à « féliciter » de leur campagne MM. Jackson et Hart.

BERNARD GUETTA.

(1) La primaire de Californie n'était pas organisée à l'échelle de l'Etat, mais à celle des différentes circonscriptions électorales. Dans chacune des circonscriptions, le vainqueur remportait la majeure partie des délégués en jeu, et c'est ce système qui explique la disparité entre les résultats en nombre de voix et en nombre de délégués.



Moscou

Départ 16 h 55.
Arrivée Paris/Orly-Sud
20 h 10 via Vienne.
Choisissez la qualité !
En Première classe
comme en classe
Touriste, Austrian
Airlines vous offre un
service de haut niveau.
Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 266.34.66

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :
205 GR, SR, GT • SAMBA • TALBOT HORIZON ou SOLARA

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

PUBLICATION JUDICIAIRE



PETIT BATEAU VALTON SA
COMMUNIQUÉ

INSTANCE DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE PERPIGNAN
ET DEVANT LA 10^e CHAMBRE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

PETIT BATEAU VALTON S.A. a assigné devant le Tribunal de Commerce de Perpignan et a fait citer devant la 10^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris, trois sociétés et leurs gérants pour contrefaçon de dessins exclusifs « COUCOU », « GYMNASTIQUE » et « TENNIS » reproduits ci-dessous



et des droits de propriété artistique qui y sont attachés.

Au cours de ces procédures, les sociétés et leurs représentants légaux respectifs ont reconnu la validité des droits exclusifs sur les dessins « COUCOU », « GYMNASTIQUE » et « TENNIS » de PETIT BATEAU VALTON S.A., se sont engagés à ne plus les reproduire et les Sociétés ont versé, de façon conjointe et solidaire, une indemnité à PETIT BATEAU VALTON S.A., ce qui a permis de mettre fin aux procès.

El Salvador

LES DIRIGEANTS POLITIQUES DE LA GUÉRILLA REPOUSSENT LES CONDITIONS DE M. DUARTE POUR UN DIALOGUE

Les dirigeants politiques de la guérilla salvadorienne ont, au cours d'une conférence de presse à San José-de-Costa-Rica, le mercredi 6 juin, rejeté les propositions faites, le 1^{er} juin, par M. Duarte. Le nouveau président salvadorien avait repoussé toute idée de « partage du pouvoir », mais s'était déclaré prêt à entamer un dialogue avec les éléments non violents de la guérilla pour « ouvrir la voie à leur participation aux prochaines élections de 1985 ».

Les représentants de la guérilla ont affirmé que les conditions de M. Duarte étaient « absurdes ». Il ignore, ont-ils dit, que le « Front Farabundo » est en guerre et qu'il est une force réelle. Et ils ont mis M. Duarte au défi de les « rencontrer au plus tôt autour d'une table de négociation ». Selon eux, « le nouveau président n'est pas en état de le faire ». Ils se sont déclarés disposés à « un dialogue sérieux, sans conditions préalables, et pour une solution politique juste ». Ils ont également dit que des « divergences » existent entre dirigeants politiques et militaires de la guérilla.

Les représentants de l'insurrection ont salué les efforts faits par les gouvernements du Nicaragua et du Costa-Rica « pour atténuer les tensions entre leurs deux pays », et remercié le président du Costa-Rica, M. Luis Alberto Monge (actuellement en visite officielle en Europe) qui a offert l'hospitalité de son pays pour une éventuelle rencontre entre la guérilla et le gouvernement salvadorien.

M. Samayoa, l'un des porte-parole du FDR (Front démocratique révolutionnaire), a affirmé que « l'exemple colombien » cité par M. Duarte « n'était pas valable ». La Colombie, a-t-il dit, « le président Betancur n'a pas demandé aux guérilleros de déposer les armes avant de dialoguer. La trêve n'a pas été une condition pour l'établissement de la négociation mais son résultat ». — (AFP, UPI.)

• A San-Salvador, le gouvernement Duarte a annoncé la nomination de trois importants responsables du mouvement payan à la tête d'organismes chargés du secteur agricole.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

EN RIPOSTE AU PILONNAGE DE QUATRE VILLES IRAKIENNES

Bagdad a fait bombarder des « objectifs sélectionnés » dans trois cités iraniennes

L'Irak et l'Iran ont mis à exécution leurs menaces de représailles proférées mardi 5 juin, en bombardant des objectifs civils. C'est ainsi qu'à Bagdad, mercredi 6 juin, des « objectifs sélectionnés » dans trois villes iraniennes : Dezful, Masjed-Soleiman et Nahavand, a déclaré, ce jeudi, un porte-parole irakien. Selon Téhéran, ces bombardements auraient fait deux cents tués et blessés. Bagdad a affirmé que les bombardements constituent la riposte irakienne à la suite du pilonnage, mercredi matin, par l'aviation iranienne de Basorah, Mandali, Khamskine et Zarbathayeh.

Le porte-parole a affirmé que « tant que les dirigeants iraniens poursuivront leurs actes criminels contre le peuple irakien et la sécurité du pays, l'Irak répètera ses coups par les moyens nécessaires ».

L'Irak a, d'autre part, décrété « zone d'exclusion » le détroit d'Ormuz où tous les bateaux commerciaux seront arrêtés et fouillés, tandis que les navires se dirigeant vers l'Irak seront arraisonnés, mercredi 6 juin, le quotidien irakien *Al-Azadiq*. Les bateaux de pêche seront également contrôlés afin de s'assurer qu'ils ne transportent pas d'espions, a précisé le journal.

Cette zone d'exclusion est la seconde dans les eaux du Golfe, après celle de 80 kilomètres instaurée par l'Irak autour du terminal pétrolier de l'île de Kharg. Selon de bonnes sources, cette zone couvre le secteur nord du Golfe le long de la côte iranienne, et, pour y pénétrer, les bateaux devront obtenir une permission de l'Irak ou bien s'exposer à une attaque.

Téhéran a menacé mercredi l'Arabie Saoudite d'une « riposte sévère » au cas où la chasse saoudienne attaquerait à nouveau des avions iraniens. Dans une note officielle de protestation remise mercredi au chargé d'affaires saoudien convoqué au ministère iranien des affaires étrangères à Téhéran, les autorités iraniennes affirment que le Phantom F-4 iranien abattu mardi par la chasse saoudienne était « casus belli » des « eaux internationales » du Golfe. Cette note, citée jeudi par la radio iranienne, constitue la première réaction de Téhéran à cet incident qui n'avait pas été annoncé publiquement. Le ministère iranien des affaires étrangères attend une réponse rapide à sa note, a précisé la radio. Le texte affirme également que les deux hommes d'équipage de l'avion ont été repêchés dans le Golfe par des hélicoptères saoudiens.

« La République islamique d'Iran avouera si et tel acte se

reproduit et si les avions iraniens, qui n'ont pour mission que de stabiliser la région, sont à nouveau attaqués, la République islamique d'Iran ripostera sévèrement », souligne la note.

Sur le plan diplomatique, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarik Aziz, s'est entretenu mercredi à Bagdad avec les ambassadeurs des sept pays industrialisés participant au dialogue économique irano-occidental à Londres.

M. Aziz a fait valoir à ses interlocuteurs que les « deux-mesures » ne pourraient en aucun cas régler le conflit irak-iranien. « Il faudrait une solution équilibrée et globale à ce conflit », a-t-il souligné.

A Moscou, un message du ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati à son homologue soviétique a été relayé mercredi à M. Andreï Gromyko par un ambassadeur de Téhéran, indiquant l'urgence officielle Tass sans donner d'indications sur la teneur de ce message.

Enfin, le ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, de Bahrein, de Koweït, des Emirats arabes unis, de Qatar et d'Oman examineront à partir du samedi prochain et pendant deux jours, à Taïf, en Arabie Saoudite, les questions relatives aux derniers développements de la situation dans la région du Golfe. — (AFP, AP.)

Liban

M. Karamé juge « intolérable » le regain d'affrontements

Beirut (AFP, AP, Reuters). — Cinq civils ont été tués et onze blessés par les tirs de mortier, de roquette et de canon, qui ont encore été échangés durant la nuit par-dessus la ligne de démarcation entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth. La population de plusieurs quartiers s'est réfugiée dans les caves, tandis que la ville tremblait sous les explosions incessantes des obus.

Cette escalade de la violence, alors que le Parlement poursuivait son débat d'investiture, a conduit le premier ministre M. Rachid Karamé à dénoncer une situation « intolérable ». « Ma patience est à bout. Cette situation doit prendre fin. Les responsables doivent être démis de leurs fonctions », a-t-il déclaré.

Le premier observateur français à être tué au Liban (nos dernières éditions du 7 juin) est un capitaine d'aviation, victime, mercredi 6 juin, d'un franc-tireur dans le secteur du port. Un autre, un lieutenant de vaisseau, a été blessé, a indiqué le colonel Michel Fleutiaux, qui commande ce contingent chargé de rendre compte de l'application du cessez-le-feu.

Dans ce secteur du port, situé au nord de la ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs de la capitale libanaise, un observateur français avait déjà été légèrement blessé le 24 mai. Cette zone est l'une des plus dangereuses, car les francs-tireurs sont très nombreux dans les immeubles en ruine et les combats extrêmement fréquents. Après le 24 mai, les forces multinationales, les Français ont installé quatorze postes d'observation le long de la ligne de front à Beyrouth et dans la banlieue sud.

Par ailleurs, M. Michel Amiguet, haut responsable de la Croix-Rouge, a déclaré mercredi que les délégués de l'organisation humanitaire ne rendraient plus visite aux otages détenus par les milices libanaises, si celles-ci ne les libèrent pas.

Le CICR a rendu visite à une centaine d'otages, mais M. Amiguet a précisé que son organisation n'avait pas été autorisée à voir toutes les personnes détenues. M. Rachid Karamé avait annoncé, le 11 mai, que « tous les otages » seraient libérés « bientôt », car il était arrivé à un accord à ce sujet avec les représentants des milices au sein du gouvernement.

Il n'existe aucune estimation officielle du nombre d'otages, mais selon les informations de presse, près de trois mille personnes ont été enlevées, et on craint que beaucoup d'entre elles ne soient mortes. Les enlèvements se sont intensifiés au cours des dernières semaines près du passage du Musée, seul point de communication entre l'est et l'ouest de la capitale. Les familles des otages ont manifesté leur colère devant le Parlement, situé près du

point de passage, lapidant les députés et empêchant les voitures des ministres de circuler.

Le Parlement libanais a consacré mercredi une deuxième journée de débat au programme politique du nouveau gouvernement d'unité nationale sous la protection des blindés de l'armée et des jets de la police.

Ces mesures de sécurité ont même provoqué un affrontement entre des policiers et des gardes du corps du premier ministre, M. Rachid Karamé, à son arrivée au Parlement. L'incident, au cours duquel des coups de feu ont été échangés, a retardé d'une dizaine de minutes l'ouverture de la séance. Une quin-

zaine des quatre-vingt-dix députés ont demandé à prendre la parole avant le vote d'investiture qui devait intervenir ce jeudi.

Enfin, le secrétaire général de l'Assemblée libanaise a été cité à Beyrouth-Ouest, jeudi par un rassemblement dans un cinéma, où plusieurs ministres devaient prendre la parole. Les plus importantes commémorations de l'événement avaient lieu lundi, anniversaire des raids israéliens qui avaient précédé l'opération. La population de Beyrouth-Ouest et d'une grande partie du Liban du Sud avait observé une grève pour cette journée de la colère.

Israël

La perspective d'un retrait de l'armée du Liban-Sud paraît s'éloigner

De notre correspondant

Jérusalem. — Les autorités israéliennes exercent-elles des pressions économiques et administratives sur le Liban pour empêcher la fermeture de leur bureau de liaison à Beyrouth ? De telles pressions ne seraient pas, en tout cas, conformes à l'attitude officielle de « pure attention », adoptée par les dirigeants israéliens face aux tergiversations du gouvernement libanais. A Jérusalem, explique-t-on, on se contente d'insister en observateur à la guerre des nerfs que se livrent depuis plusieurs jours au sein du cabinet de M. Rachid Karamé partisans et adversaires de la fermeture de la représentation israélienne.

Dans un premier temps, on avait certes envisagé de prendre les devants plutôt que d'essuyer l'affront d'une demande libanaise de fermeture en bonne et due forme. Mais, ensuite, il était décidé de ne pas faire le jeu des Syriens et de tempérer, le directeur du cabinet israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, a d'ailleurs cherché à dédramatiser la situation en déclarant que, en cas de fermeture du bureau de liaison, Israël s'en tiendrait à une attitude « pragmatique » et maintiendrait par d'autres voies ses liens avec certaines organisations libanaises.

Y a-t-il un rapport entre cette épreuve de force au sujet du bureau de liaison et certaines mesures de répression ou d'intimidation qu'auraient prises les autorités israéliennes au Liban du Sud ? Le téléphone aurait été coupé à Saida, les déplacements sur certaines routes auraient été rendus difficiles et la représentation du pétrole vers Beyrouth par voie ferrée aurait été interrompue. Toutefois, plutôt que de moyens de pression, il s'agit, semble-

l-il, souvent de phénomènes liés à des incidents techniques. En ce qui concerne la paralysie du réseau téléphonique à Saida, les fonctionnaires du bureau de liaison à Beyrouth-Ouest ont pu avoir pour origine une panne. Et pour ce qui est de l'acheminement du pétrole, des sources militaires israéliennes au Liban du Sud ont tenté de mettre les choses au point en déclarant la version libanaise.

La distribution du courant à Beyrouth dépend effectivement en partie du bon vouloir des Israéliens. Le pétrole qui alimente la centrale électrique de Byeh provient du terminal sur le Zahrani occupé par Israël. Et la voie ferrée par laquelle le pétrole est transporté vers la centrale électrique est également contrôlée par l'armée israélienne. Or les autorités israéliennes affirment avoir déployé de nombreux efforts ces derniers mois pour améliorer cette voie ferrée. Les difficultés dans l'acheminement, ces derniers jours, seraient dues à une panne de générateur. Pour y remédier, les Libanais ont proposé d'envoyer sur place des techniciens de Beyrouth par hélicoptère. Les militaires israéliens ont refusé, ils veulent que ces techniciens viennent par voie maritime. C'est ce « léger mince », affirme-t-on, qui a été monté en épingle et transformé en « pressions économiques » pour empêcher la fermeture du bureau de liaison à Beyrouth.

En fait, la seule forme de pression directe exercée sans doute par Israël est « politique ». A Jérusalem, on souligne en effet que la fermeture de la représentation à Beyrouth jeterait à l'écart toute négociation sur un retrait du Liban du Sud, car de telles négociations ne pourraient se dérouler que par l'intermédiaire du bureau de liaison à Beyrouth.

Il faut dire cependant que les perspectives d'un retrait israélien du Liban du Sud paraissent de plus en plus s'éloigner. Dans une interview au quotidien *Haaretz* à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre au Liban, le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, a en effet déclaré que « ce serait faire preuve d'optimisme que de prévoir que dans deux ans l'armée israélienne ne se trouvera plus au Liban du Sud ».

(Inédit.)

L'Association des Juifs de Gauche et la Radio Judaïque FM (93,9 MHz) organisent un débat sur le thème :
Les minorités dans l'Europe de demain
avec la participation de :
S. Blisko, député PS du 13^e arrondissement.
G. Marcus, député maire RPR du 10^e arrondissement.
Mardi 12 juin à 20 h 30, salle des Ingénieurs
4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris
(anc. 44, rue de Rennes)
A.J.G. BP 141, 75963 Paris Cedex 20

الجمعية اليهودية

La v... ne prove...

Les grands noms de la littérature étrangère

TYLER

Le dé... de...

SINGER

Yael...

UNDSET

Jenny...

Les Costumiers de Stockholm

JP 11/10/84

les élections européennes

Au Luxembourg

La vocation européenne ne provoque aucune mobilisation

Luxembourg. — Comme en 1979 les Luxembourgeois vont élire le 17 juin à la fois leurs députés européens et leurs représentants nationaux, élections européennes et législatives se déroulent le même jour.

Ainsi le débat national l'empêche-t-il largement sur la confrontation européenne, les consultations ayant lieu sur un fond économique sombre : la restructuration des secteurs métallurgiques est très mal perçue par l'opinion, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une perte de pouvoir d'achat à la suite du blocage de l'échelle mobile des salaires par la coalition de centre droite. Deux tiers de la politique luxembourgeoise seront donc définis sur les listes de

De notre correspondant

Le débat reprendra au lendemain du 17 juin, et le Grand-Duché aura fort à faire pour défendre les acquis alors que la promesse de dix mille « Européens » n'est pas négligeable sur le plan économique tant pour le commerce local que pour l'immobilier. Reste que l'avancé d'un petit Etat, comme le Luxembourg, est étroitement lié à celui de la Communauté européenne.

Le débat reprendra au lendemain du 17 juin, et le Grand-Duché aura fort à faire pour défendre les acquis alors que la promesse de dix mille « Européens » n'est pas négligeable sur le plan économique tant pour le commerce local que pour l'immobilier. Reste que l'avancé d'un petit Etat, comme le Luxembourg, est étroitement lié à celui de la Communauté européenne.

Un enjeu économique

Pourtant, sept listes se disputent les suffrages pour l'élection au Parlement de Strasbourg : le Parti chrétien-social, le Parti socialiste ouvrier, le Parti démocrate, le Parti communiste, le Parti socialiste indépendant, le Parti communiste révolutionnaire (PCRV) internationaliste et l'Alternative verte ; elles présentent chacune deux candidats.

L'enjeu n'est pas mince en dépit du manque d'intérêt manifesté par le public. Siège de nombreuses institutions européennes, dont la Cour de justice, la Banque d'investissement et la Cour des comptes, le Luxembourg est également l'un des trois lieux de travail de l'Assemblée européenne. Mais il est surtout le siège

L'absence de mobilisation des grands partis est donc assez troublante. Chrétiens-sociaux et démocrates veulent maintenir leurs positions : ils avaient respectivement trois et deux élus à l'Assemblée européenne, et les socialistes (un élu) se battent pour renforcer leur poids. En 1979, les socialistes avaient perdu en sièges dans les deux scrutins — européen et national — mais avaient continué à progresser en voix, alors que le Parti démocrate avait pu stabiliser sa position en sièges.

Il n'est pas plus de même cette année, chaque parti ayant appelé son électeur à éviter le passage des listes, ce qui laisse prévoir une bataille plus ouverte.

DANIEL FONCK

Vues de Moscou

Un bilan globalement négatif

Moscou. — Les Soviétiques ont longtemps nié l'existence de la CEE, ne voyant y voir qu'un appendice du plan Marshall ou un appendice de l'OTAN. La réalité, voire l'existence, n'a pas cessé, mais une approche plus réaliste à dessein cours, en raison de la persistance et de la force d'attraction du phénomène européen. Le 20 mars 1972, Leonid Brejnev avait pour la première fois brossé le tableau en déclarant : « Le Marché commun fait partie de la situation réelle en Europe occidentale ».

De notre correspondant

européennes de vins soviétiques a été ainsi conclu il y a quelques mois.

L'URSS voudrait même aller plus loin et parvenir à un accord-cadre entre la CEE et le Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON). Les discussions à ce sujet avaient commencé en 1976, mais n'ont jamais abouti. En fait, les Européens ne sont guère désireux de créer un cadre contraignant qui suggérerait un parallèle — injustifié à leurs yeux — entre les deux organisations et surtout qui obligerait les pays de l'Est, qui ne le souhaitent pas nécessairement, à passer chaque fois par le COMECON pour traiter avec eux. En 1980, la Roumanie a conclu séparément un accord commercial avec la CEE. Des conventions limitées portant sur l'acier, les textiles ou les produits agricoles, ont été signées avec d'autres pays socialistes.

RFA. Ils redoutent une remise en cause des accords de Paris de 1954 par lesquels la RFA renonçait à la production d'armes chimiques, bactériologiques et nucléaires.

Le seul intérêt politique et stratégique que présente l'Europe aux yeux des Soviétiques est proportionnel à la distance que celle-ci prend parfois à l'égard des Etats-Unis. La déclaration du sommet de Venise en juin 1980 sur la nécessité d'associer l'OLP à des négociations au Proche-Orient, ou le refus de la Communauté d'embêter le pas à Washington dans les sanctions économiques décidées contre l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan sont des éléments jugés « positifs ». Mais le bilan de l'activité de la CEE reste, vu de Moscou, globalement négatif.

DOMINIQUE DHOMBRES.

les grands noms de la littérature étrangère

TYLER

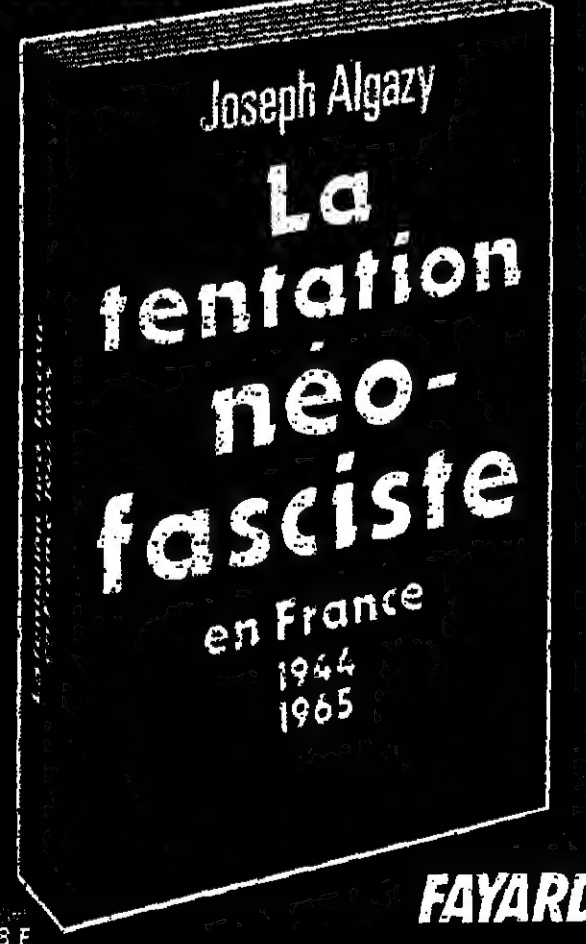
SINGER

UNDSET

Les Cosmopolites de Stock

Voici un tableau historique des tentatives et tentations néofascistes en France et de leurs prolongements européens durant cette période où le monde, encore abasourdi par l'holocauste et Hiroshima, croyait l'hydre brune à jamais terrassée.

Tableau plus que jamais utile au moment où les mêmes tendances, profitant ici et là de la crise, des frustrations et des incertitudes qu'elle engendre, de la xénophobie et des corporatismes qu'elle développe, entonnent les vieilles rengaines ou tentent de se parer d'habits neufs.



University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US dans une langue étrangère (anglais, espagnol, français, allemand, italien, japonais, russe, chinois, arabe, hébreu, grec, latin, portugais, turc, vietnamien, thaï, indonésien, malais, persan, bengali, hindi, ourdou, gujarati, tamoul, télougou, cannaï, malayalam, sanskrit, tibétain, vietnamien, thaï, indonésien, malais, persan, bengali, hindi, ourdou, gujarati, tamoul, télougou, cannaï, malayalam, sanskrit, tibétain).

IL EST TEMPS DE NOUS REVEILLER L'EUROPE OÙ LE MAUFRAGE

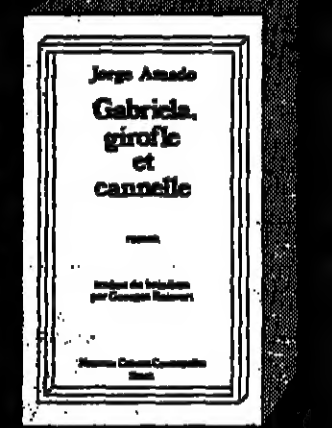
Michel Poniatowski

L'EUROPE OU LA MORT

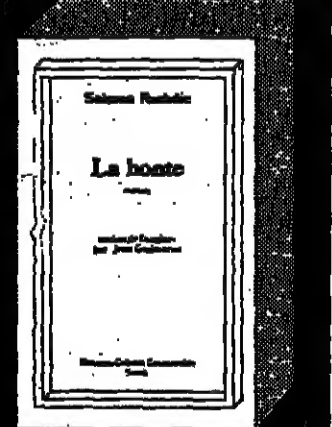
ALBIN MICHEL

les grands noms de la littérature étrangère

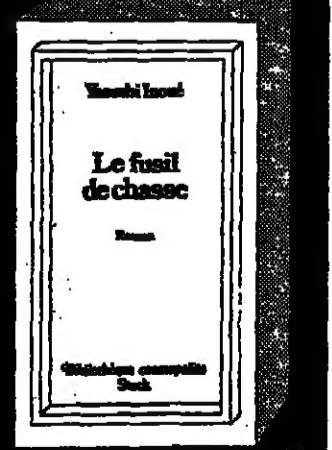
AMADO



RUSHDIE



INOUE



Les Cosmopolites de Stock

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. LE PEN (FN) : pas de renaissance de l'Europe sans remise en ordre de la France

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, ancien député, conduit la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patriotes. Candidat aux élections municipales dans le vingtième secteur de Paris, en mars 1983, M. Le Pen avait recueilli 11,26 % des suffrages exprimés en première tour et 25,4 % au second. Candidat à l'élection législative partielle qui avait eu lieu en décembre dernier dans la circonscription d'Amay (Morbihan), il avait obtenu 12,62 % des suffrages exprimés. Voici ses réponses à nos questions :

— Vous menez campagne avec un slogan hexagonal : « Les Français d'abord ! ». N'est-ce pas paradoxal dans une consultation européenne ? Ce slogan n'est-il donc, à vos yeux, qu'une affaire de politique intérieure ?

— Depuis trois ans la majorité socialiste et communiste applique une politique de changement profond de la société, et c'est cela qu'à mon avis le pays est le plus désireux de juger que d'institutions européennes. On peut le regretter mais c'est le peuple qui est souverain et il n'est pas tenu par les formes extérieures de la consultation.

— Et l'Europe, alors ?

— Il n'y aura pas de renaissance de l'Europe s'il n'y a pas remise en ordre d'abord de notre pays. Autrement dit, je balaye devant ma porte. L'action révolutionnaire de la gauche n'est pas compatible avec la création d'une Europe cohérente. En tout cas, il n'y a qu'une seule chose qui pourrait créer l'esprit européen, c'est le sentiment des mêmes communs et de la défense commune.

— Vous souhaitez toujours que la France, face à l'URSS, réintègre l'OTAN ?

— C'est notre position de principe mais nous proposons aussi la création d'une force européenne d'intervention combinée, une sorte de Task Force, dont l'objectif serait de protéger, en agissant éventuellement, les intérêts vitaux de la Communauté européenne, d'assurer notamment la défense des liaisons maritimes et aériennes, ainsi que la protection de nos approvisionnements en matières premières et en énergie.

— Une force qui pourrait par exemple intervenir, en ce moment, dans le désastre d'Irène ?

— En effet, c'est le cas type.

— Pensez-vous que l'Allemagne de l'Ouest devrait disposer de l'arme nucléaire ?

— Je considère l'Allemagne de l'Ouest comme une puissance à part entière. À partir du moment où MM. Kohl et Schmidt sont susceptibles de se procurer la force nucléaire je ne vois pas qui pourrait empêcher l'Allemagne de l'avoir aussi. Ou alors il faut assumer son rôle à sa place et garantir ses frontières.

— Êtes-vous favorable à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ?

— L'appartenance de l'Espagne et du Portugal au devenir européen est historiquement, philosophiquement et politiquement indiscutable, de même que l'est l'appartenance future des nations actuellement captives derrière le rideau de fer. Mais cet élargissement est difficile dans l'immédiat, car les difficultés de l'Europe des Dix sont telles que le moment ne me paraît pas bien choisi pour ajouter deux barrières à cette cacophonie. Cela dit, le jour où cette entrée interviendra il sera juste de faire ce qui n'a pas été fait lors de la perte de l'Algérie, c'est-à-dire faire supporter le coût de l'adaptation nécessaire à l'ensemble de la Communauté et pas seulement à la France ou au Sud-Ouest méditerranéen.

— Partagez-vous le point de vue de ceux qui préconisent aujourd'hui l'élaboration d'un nouveau traité européen ?

— Cela me paraît être une échappatoire, parce que les possibilités du

traité de Rome n'ont pas été exploitées à fond.

— Et êtes-vous d'accord avec ceux qui, comme M. Chirac, pensent qu'il faudrait mettre provisoirement la Grande-Bretagne hors du Marché commun agricole ?

— Le problème n'est pas simple, dans la mesure où l'Angleterre est liée à son Commonwealth, qui contribue aussi, en quelque sorte, à la sphère de prospérité européenne. Il faudrait être plus ferme à l'égard de la Grande-Bretagne, mais préserver nos intérêts dans le Marché commun, car on la rejette, on va à l'envers de la construction européenne.

— Souhaitez-vous que vos propositions relatives à l'immigration soient applicables au niveau communautaire ?

— Absolument ! L'Europe est menacée par deux hégémonies : l'hégémonie américaine et l'hégémonie tiers-mondiste. Fracturer la politique de l'autruche ne paraît pas. Au plan national, il y a la matière à réfléchir. Ce qui me frappe, dans la politique du gouvernement actuel, c'est sa volonté de faire avancer les choses contre le sentiment de la majorité des citoyens, avec l'appui d'une voix sur trois seulement. C'est la technique allemande : forcer le destin, imposer la révolution malgré la volonté populaire.

— Pourquoi souhaitez-vous une modification de la Constitution dans un sens plus présidentiel ? Poulez-vous que la présidence soit plus personnalisée ?

— Pas du tout. Je souhaite qu'on admette que le régime actuel est un régime présidentiel alors qu'actuellement on a une monarchie élective, et je crois, au contraire, qu'il faut augmenter les pouvoirs de l'Assemblée nationale. Si je suis proportionnaliste, ce n'est pas seulement pour que le Front national ait des députés, mais parce que l'Assemblée nationale est aujourd'hui une simple chambre d'enregistrement et que le pouvoir présidentiel n'a plus d'autre pouvoir, pour l'équilibrer, que celui de la bureaucratie. Je souhaite notamment que le Parlement ait plus de moyens de contrôle et d'investigation.

— Et l'article 16 ?

— Demandez-vous sa suppression ?

— Il répond à la nécessité de répondre à des cas de troubles graves. Il appartient à ce que l'appellera la nécessité d'une possibilité de démettre la régence en cas de catastrophe.

— Beaucoup de vos amis sacrifient volontiers au culte de votre personnalité. Ils vous ont vu un « prophète inspiré », un « génie breton », un « surhomme ». Cela ne vous gêne-t-il pas ?

— Nous vivons dans un État-spectacle. Je n'ai jamais prêté le flanc à ce genre de vision, mais c'est vrai que je crois que si l'on me connaissait mieux on m'aimerait mieux.

— Vos propres déclarations trahissent en tout cas un penchant pour l'autoritarisme.

— Donnez-moi des exemples.

— Par exemple, vos propositions visant à réduire les prérogatives des syndicats, au point de vouloir supprimer le droit de grève dans les services publics.

— Je suis pour la démocratie des travailleurs. Je ne suis pas corporatiste, je crois même que le syndicalisme a sauvé le capitalisme car il l'a forcé à évoluer. Mais les citoyens ont le droit d'être protégés contre les excès syndicaux. L'habitude qui est prise par un certain nombre de syndicats de prendre en otage leurs concitoyens me paraît constituer une perversion de la vie nationale qui découle de l'habileté du Parlement. Le Parlement doit être la chambre de détente des tensions nationales. C'est là que doit avoir lieu la bagarre. Que les tensions soient aujourd'hui réglées, le plus souvent au niveau syndical, est la preuve d'une régression.

— Vous vous faites l'apôtre de l'ordre naturel en invoquant le bien et le mal. N'êtes-vous donc que l'appréhension du bien et du mal soit très relative ?

— Quand on arrive justement à ce relativisme, on aboutit à un désordre généralisé.

— Pensez-vous, personnellement, comme certains de vos amis le disent, que, finalement, le communisme est bien pire que le nazisme ?

— Le nazisme a été un phénomène historique, il n'a pas de perpétuation. Pétiner la vieille peau de loup nazi quand il n'y a plus de loup dedans me paraît dérisoire. On ne peut tout à la fois vouloir faire l'Europe, demander à l'Allemagne de participer à la défense de l'Europe et dire sans arrêt aux Allemands : « Rappelez-vous, bande de salauds, ce que vous nous avez fait... » En se retournant sans cesse sur ce passé plus que moribond, on se dispense de regarder en face les véritables dangers. Le passé est le passé ; à un moment donné, il faut tirer un trait. Il faut savoir pardonner. M^{me} Vail l'a dit, je ne vois donc pas pourquoi nous serions plus royalistes que la reine...

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

M. Fiterman : réaliser progressivement les objectifs de 1981

M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, le mardi 5 juin, à Vézir (Val-de-Marne), après avoir remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Michel Germe, président (PC) du conseil général du Val-de-Marne, en présence de M. Georges Marchais, que pour le PCF, à l'occasion des élections européennes, « il s'agit de faire en sorte que les objectifs choisis par le pays en 1981 soient progressivement réalisés ; il s'agit, très concrètement, d'aller plus avant encore dans le sens de l'amélioration de la vie des gens, de la solution de graves problèmes qui se posent au pays, en particulier le problème de l'emploi ; il s'agit de faire en sorte que la France puisse toujours mieux jouer son rôle à l'échelle internationale, et, en particulier, dans l'effort nécessaire pour la paix et le désarmement ; de faire en sorte que la France, en Europe, agisse, là aussi, pour la solution de ces graves problèmes, pour une Europe qui ne soit pas celle des « marchands », comme on a l'habitude de dire, mais celle des travailleurs, celle des peuples, celle de la paix et de la démocratie ».

M. Fiterman a souligné qu'il « travaille dans le même esprit » au gouvernement, et il a appelé au vote communiste le 17 juin.

M. Jean Poperen : la nouvelle droite musclée

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, mercredi 6 juin, à Argenteuil (Val-d'Oise), au cours d'un meeting pour les élections européennes, que « la droite que l'on a aujourd'hui, c'est une nouvelle droite musclée, une nouvelle droite de combat ». Les Toubon, les Millon, les d'Aubert, les Madelin, ils sont pour la société inégalitaire, pour les élites sociales et ethniques, la liberté pour les forts, ils sont racistes, a dit M. Poperen. Alors, comme Le Pen va un peu loin, qu'il retourne les cartes que les autres ne montrent pas, qu'il mange le morceau, Jacques Chirac réagit, car Le Pen lui mange des voix, mais enfin Le Pen, c'est leur enfant, politiquement !

M. Poperen a souligné ce qui, à son avis, est l'enjeu du scrutin du 17 juin pour le Parti socialiste. « On va juger, ce soir-là, le parti qui supporte l'essentiel de la politique du gouvernement (...), car nous sommes le velleur sûr de la majorité », a-t-il dit.

M^{me} Gomez : le « ratage » de la liste UDF-RPR

M^{me} Francine Gomez a justifié la présentation de sa liste, Réussir l'Europe, en déclarant, le mercredi 6 juin, lors d'une réunion-débat, que, « contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, en France, les socio-professionnels ont été oubliés sur les listes politiques ». Interrogée sur les propos des dirigeants de la liste UDF-RPR, qui estiment que la présence des petites listes nuit à l'opposition, M^{me} Gomez a déclaré qu'il s'agit d'une « mauvaise querelle ». « Si cette liste a parfaitement conscience de son ratage — et ratage il y a —, au lieu de nous tirer dans le dos, elle aurait dû nous ouvrir les bras », a-t-elle dit.

M. Gauquelin : les forces de la réaction sont encouragées par le gouvernement

M. Marc Gauquelin, qui conduit, aux élections européennes, la liste Pour un parti des travailleurs, soutenue par le Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste), a déclaré, le mercredi 6 juin, lors d'un meeting qui a rassemblé, selon les organisateurs, quelque six mille personnes, au Zénith, à Paris, que la manifestation du 24 juin prochain pour la défense de l'enseignement privé « dépassera largement le prétexte de sa convocation » et que M. Jacques Chirac avait « donné lui-même le thème de cette manifestation », en affirmant que, après le scrutin du 17 juin, « la minorité qu'est l'opposition sera devenue majorité dans le pays ».

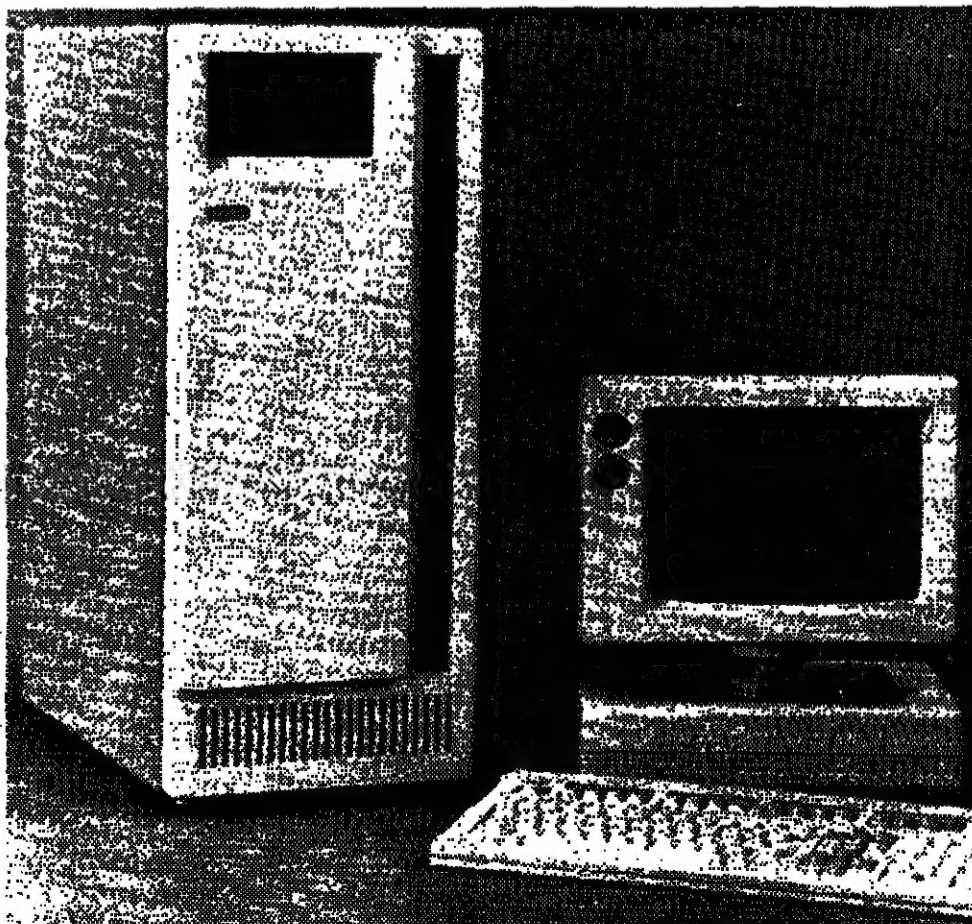
« Les forces de la réaction, encouragées par toutes les décisions politiques qui ont été prises en leur faveur par le gouvernement et auxquelles s'est soumise la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, manient cet argument comme un chantage pour exiger plus », a ajouté M. Gauquelin.

Auparavant, M. Daniel Gluckstein, en cinquième position sur la liste du PCI, avait critiqué les institutions de la V^e République, « forgées au profit des capitalistes », et reproché au PS et au PCF de « ne cesser de les utiliser contre la classe ouvrière ».

Faites vos premiers pas dans l'univers bureautique WANG avec les systèmes OIS 40/50. Ce sont les meilleurs systèmes intégrés pour doter votre société des moyens de ses ambitions. Pour vous permettre d'acquiescer ces produits, WANG vous offre des conditions exceptionnelles de commercialisation jusqu'au 15 juin 1984.

Il faut des années pour mettre au point le meilleur traitement de texte du marché.

Prenez 5 minutes seulement pour profiter de l'offre exceptionnelle de Wang.



Dès aujourd'hui, téléphonez au bureau WANG de votre région pour bénéficier gratuitement d'une démonstration ou d'une présentation.

Saisissez cette opportunité, en contactant l'agence commerciale de votre région :

Siège et Direction Générale :
WANG FRANCE S.A.
Tour Gallieni 1 - 78/80 Avenue Gallieni
93174 BAGNOLET Cédex
Tél. : (1) 360.11.54.

Implantations Régionales :
Rhône-Alpes
CHARBONNIÈRES LES BAINS : (7) 834.12.50.
URAGE : (76) 89.20.55.
CLERMONT-FERRAND : (73) 25.59.64
Méditerranée
VITROLLES : (42) 89.15.44.
Côte-d'Azur
SAINT-LAURENT DU VAR : (93) 07.75.75.
Sud-Ouest
TOULOUSE : (61) 41.11.81.
BORDEAUX : (56) 98.21.42.
Ouest
NANTES : (40) 95.00.27.
Normandie
ROUEN : (35) 71.00.33.
Nord
LILLE : (20) 06.50.40.
SALON APPLICA
Stand n° 78 C : (20) 47.43.20.

WANG
Toute l'Informatique
au Service du Bureau.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
**L'AVENIR
DE L'EUROPE**

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

he au pouvoir
he

et une autre plan
Cela signifie que le
régime n'est pas
Le gouvernement
des hommes par
du pouvoir.

des faits du jour
à la fois pour l'opinion
et pour les dirigeants
C'est pourquoi nous
avons voulu publier
cet ouvrage qui est
un véritable manuel
de la vie politique
française.

à des hommes, qui
ont voulu la France
de la République
et de la démocratie
et qui ont voulu la
France de la République
et de la démocratie.

se les hommes
qui ont voulu la France
de la République
et de la démocratie
et qui ont voulu la
France de la République
et de la démocratie.

e d'indemniser

l'actionnaires

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

l'indemnités

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement et la majorité se sont accordés sur les commissions cantonales des structures agricoles

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, mercredi 6 juin, le projet de loi sur le contrôle des exploitations agricoles et le statut du fermage (*le Monde* des 12 janvier et 5 avril). Le PS et le PC se sont prononcés pour, l'UDF contre, comme en première lecture, mais le RPR, qui s'était abstenu, a, cette fois, voté contre, en raison de la réintroduction d'un article sur les commissions cantonales ou inter-cantonales des structures agricoles.

Au mois d'avril, un désaccord profond était apparu entre le groupe socialiste et M. Michel Rocard à propos de ces commissions. Le texte initial du ministre de l'Agriculture prévoyait qu'elles pourraient être créées par le préfet « lorsqu'il apparaît une difficulté d'application » des dispositions du projet contre les cumuls. Les députés de la majorité tenaient à ce que leur création fût obligatoire, dans l'objectif, non dissimulé, de tenter de limiter l'influence de la FNSEA. Celle-ci ne voulait pas entendre parler d'une telle obligation, elle a souvent, elle-même,

mis en place de telles commissions, mais de façon interne. La FNSEA avait convaincu le ministre de l'Agriculture, celui-ci estimant que les problèmes de cumul de terres sont plus facilement réglés avec un peu de recul sur les passions locales.

Faute de parvenir à un accord avec sa majorité, M. Rocard avait, en séance, lors de la première lecture du projet, retiré l'article relatif à ces commissions (*le Monde* des 23 mars et 6 avril). Depuis lors, une solution de compromis a été trouvée, et M. Rocard a, en deuxième lecture, accepté, parce qu'il n'est pas « impératif », l'amendement de M. Claude Michel (PS, Eure), rapporteur de la commission de la production, qui prévoit que le préfet « peut constituer une commission cantonale ou inter-cantonale », celle-ci étant « consultée » à la demande de la commission départementale ou du préfet. Cette formule a donc été retenue.

La majorité de l'Assemblée est, pour l'essentiel, revenue au texte

qu'elle avait approuvé, au mois d'avril, pour tout ce qui concerne le contrôle des structures des exploitations agricoles, partie que le Sénat avait considérablement adouci (*le Monde* des 16 et 17 mai). En revanche, les députés ont plus facilement tenu compte de l'opinion des sénateurs pour les modifications apportées au statut du fermage et du métayage, même si, sur les quelques points importants de désaccord entre les deux Assemblées, ils ont maintenu leurs positions. Les députés ont, aussi, à l'initiative de M. Jean Duprat (app. PS, Hautes-Pyrénées), prévu qu'un fermier pourrait associer à son bail, « en qualité de copropriétaire, un descendant ayant atteint l'âge de la majorité, en vue de permettre l'installation de ce dernier dans un délai maximum de cinq ans ».

Th. B.

● **Statut de la SEITA** - L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, mercredi 6 juin, le projet de loi réformant le statut de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), en supprimant la possibilité de participation de capitaux privés à son capital et en lui permettant de diversifier ses activités (*le Monde* du 26 avril).

Compétences des régions des DOM : retour à la case départ

Les députés socialistes et communistes ont approuvé le mercredi 6 juin, en deuxième lecture, le projet de loi sur les compétences des régions d'outre-mer. Comme en première lecture, ceux du RPR et de l'UDF s'y sont opposés (*le Monde* des 21 et 22 décembre 1983). La majorité sénatoriale ayant préféré privilégier les départements au détriment des régions (*le Monde* du 24 mai 1984), l'Assemblée nationale est - comme le souhaitait M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM - revenue pour l'essentiel au texte qu'elle avait voté au mois de décembre. Elle a même refusé - au moins pour l'instant - trois des quatre solutions transactionnelles que lui a proposées le gouvernement sur des points sensibles.

Le désaccord perdure donc entre M. Lemoine et sa majorité qui, dès la préparation du texte, avait manifesté ses réticences devant certaines prévisions de celui-ci. C'est ainsi que, mercredi, elle a maintenu « au moins de manière conservatoire », a expliqué M. Jean-François Hory (app. PS, Mayotte), son souhait de voir créer des offices de développement agricole et rural, alors que M. Lemoine avait préféré un sys-

tème « plus souple » d'agence. De même, contre l'avis du secrétaire d'Etat, elle a maintenu les transports scolaires parmi les compétences des régions et a refusé la solution préconisée par le gouvernement en cas de désaccord entre les conseils régionaux et la Haute Autorité de l'audiovisuel sur les cahiers des charges des sociétés nationales de radio et de télévision pour l'outre-mer.

En revanche, socialistes et communistes ont approuvé l'amendement du gouvernement sur la répartition de la taxe spéciale sur les carburants, qui finance, pour l'heure, le fonds routier des départements, texte moins favorable aux régions que celui qu'ils avaient primitivement retenu.

Toutefois, un accord pourrait finalement être trouvé entre le gouvernement et la majorité sur l'ensemble du projet, M. Wilfrid Bertle (PS, la Réunion) ayant expliqué que « certains amendements du gouvernement qui n'ont pas été retenus méritent attention, et dans sa forme définitive la loi pourrait les intégrer ; c'est pourquoi la discussion doit se poursuivre ».

Th. B.

LA RÉFORME DU DROIT DES FAILLITES

Le Sénat modifie la procédure du « redressement judiciaire »

Premier échec, vite levé : la commission des lois du Sénat, suivant en cela son rapporteur, M. Jacques Thyraud (RI, Loire-et-Cher), estimait que le terme de « règlement judiciaire » ne traduisait pas le caractère novateur de la nouvelle procédure prévue dans le deuxième volet de la réforme du droit des faillites entreprise par M. Robert Badinter (*le Monde* du 7 juin), qu'il ne correspond pas à la philosophie d'un texte tendant à éviter le désaffectement du chef d'entreprise et qu'il peut prêter à confusion pendant la période transitoire. Plutôt que la terminologie d'« administration contrôlée », proposée par sa commission, le Sénat a préféré celle de « redressement judiciaire ».

L'examen des articles, commencé mercredi 6 juin, n'a pas révélé de désaccords profonds entre la majorité sénatoriale et le ministre de la justice sur les principes qui inspirent le projet. Si de nombreuses modifications ont été apportées au texte adopté par l'Assemblée nationale (*le Monde* des 7 au 13 avril), beaucoup d'entre elles ont été adoptées à l'unanimité.

Ainsi du choix du moment pour le déclenchement de la nouvelle procédure : répondant aux « préoccupations » de la commission des lois, selon laquelle la procédure doit être ouverte le plus tôt possible afin de favoriser l'éventuel redressement de l'entreprise, M. Badinter propose qu'elle soit ouverte dès lors que l'entreprise est dans l'impossibilité

de faire face « au passif exigible avec son actif disponible », ce qui, dit-il, constitue un « critère objectif » définissant, selon la jurisprudence de la Cour de cassation, la « cessation de paiements ».

De même, le garde des sceaux ne s'oppose pas lors de la décision du tribunal sur l'ouverture de la procédure, ce ne soit pas l'ensemble des membres du comité d'entreprise qui soient entendus mais seulement leurs représentants.

En revanche, le Sénat suit sa commission, qui estime que le « projet » apporté au texte initial par l'Assemblée nationale, qui a prévu la compétence d'un tribunal de commerce au moins par département au lieu d'un tribunal par ressort de cour d'appel, présente « encore des inconvénients ». Tout en reconnaissant le bien-fondé d'une éventuelle révision de la répartition géographique des tribunaux de commerce, il estime inopportuniste de créer une discrimination entre les juges consulaires. Bien que M. Badinter fasse valoir qu'une centaine de juridictions au lieu de deux cent vingt-huit actuellement seront, grâce à son texte, compétentes en matière de redressement judiciaire, la solution de la commission des lois est votée par 208 voix contre 107.

Autre sujet de divergence : la représentation des cadres. Malgré l'avis contraire du gouvernement, le Sénat adopte un amendement de M. Arthur Moulin (RPR, Nord),

rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, qui prévoit une représentation spécifique de l'encadrement pour les entreprises de plus de cinq cents salariés ou qui compte plus de vingt-cinq cadres. En revanche, un amendement de M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), tendant à prévoir l'élection non pas d'un seul mais de plusieurs représentants des salariés pour tenir compte des entreprises qui ont plusieurs établissements n'est pas approuvé, ni celui de M. Le Bellegou-Béguin (PS, Var), qui proposait l'élection du représentant des salariés par les salariés eux-mêmes, dans le seul cas où il n'existerait pas d'institutions représentatives des personnes.

Après avoir supprimé la mise à la charge de l'administrateur du respect des obligations légales et conventionnelles incombant au chef d'entreprise, le Sénat a, sur proposition de sa commission, adopté un amendement permettant le recours à la location-gérance - pendant un an - lorsqu'il est indispensable au maintien de l'emploi et à la sauvegarde de l'entreprise, et non, comme prévu initialement, lorsque la disparition de l'entreprise serait de nature à provoquer un trouble grave de l'économie nationale. De même a-t-il décidé de « réduire le privilège régalien du Trésor public et de la Sécurité sociale », en ramenant dans le droit commun leurs créances en ce qui concerne les délais de forclusion.

A. Ch.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 6 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **CONSEIL ATLANTIQUE**

Le ministre des Relations extérieures a rendu compte de la session du Conseil ministériel de l'Alliance atlantique, actuellement présidée par la France, qui vient d'avoir lieu à Washington.

Au cours de cette réunion, les seize pays membres ont réaffirmé, tout à la fois, leur volonté d'appliquer les programmes de défense, qui ont été décidés, dans le cadre du système intégré - auquel n'appartient pas la France - et au niveau national, ainsi que leur disponibilité à progresser dans la négociation sur les armements conventionnels et le rétablissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Ils ont renouvelé leur appel à la reprise de la négociation entre les deux principales puissances nucléaires, en vue d'établir un équilibre au plus haut niveau possible. Ils ont, enfin, réaffirmé leur détermination de chercher toutes les occasions de rapports directs avec les pays de l'Europe de l'Est et, notamment, l'Union soviétique, en vue de réduire les tensions, d'enrichir la relation entre les peuples européens.

lecteurs de vidéodisques couplés aux micro-ordinateurs.

La télématique, enfin, a été introduite dans la gestion des bibliothèques universitaires ; elle a permis la création de banques d'information universitaire et a donné lieu à des expériences en milieu scolaire dans dix régions.

Le recours aux nouvelles technologies permet ainsi de rénover et de démocratiser l'enseignement et de former les jeunes à de nouveaux métiers.

● **FORMATION DE JEUNES CHOMEURS A L'INFORMATIQUE**

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Éducation nationale a présenté au conseil des ministres une communication relative au bilan et au développement du programme, établi à la demande du président de la République, de formation de jeunes chômeurs à l'informatique par des volontaires du contingent, diplômés des grandes écoles et des universités. Ce programme a été mis en œuvre en coopération avec le Centre mondial « informatique et ressources humaines » et la Conférence des grandes écoles.

Durant sa première année d'application (août 1983 - juillet 1984), ce programme aura rassemblé trois cent soixante-seize volontaires pour la formation à l'informatique. Ceux-ci auront initié à l'informatique près de onze mille jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans, afin de les aider par ce transfert de savoir à accéder à l'emploi. Pour sa seconde année d'application, (août 1984 - juillet 1985) l'opération, renouvelée et amplifiée, groupera six cents nouveaux volontaires, soit une augmentation d'environ 60 %.

Le volet régional du programme qui concernait quatorze régions en 1983-1984, s'appliquera à l'ensemble des régions en 1984-1985. Un effort particulier est accompli en faveur des pôles de conversion et

des régions plus particulièrement atteintes par la crise.

Les volontaires pour la formation à l'informatique prennent une part significative à la formation des jeunes demandeurs d'emploi aux technologies nouvelles. Ils contribuent, ainsi, à la lutte contre le chômage, par la solidarité entre jeunes d'une même génération.

● **ACHATS PUBLICS**

Le ministre de l'Économie, des finances et du budget a présenté au Conseil des ministres une communication sur la réforme de l'Union des groupements d'achats publics (U.G.A.P.). Cette réforme est l'une des applications des orientations définies par le Conseil des ministres le 20 juillet 1983 sur la politique des marchés publics. Les missions assurées par l'U.G.A.P. seront reprises par un nouvel organisme doté d'un statut d'établissement public industriel et commercial, qui devra :

- Faire preuve de dynamisme commercial, afin d'être attractif pour les acheteurs publics, notamment pour les collectivités territoriales et les acheteurs décentralisés ;

- Être un instrument de la commande publique au service de la politique industrielle ;

- Développer son rôle en matière de conseil, d'orientation et d'information des pouvoirs publics et des industriels.

Ainsi seront réunies les conditions nécessaires à l'accès des collectivités publiques aux meilleurs produits, tout en soutenant l'effort de compétitivité de nos industries.

● **CONVENTIONS INTERNATIONALES**

Le ministre des Relations extérieures a présenté au conseil des ministres trois projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux :

- L'accord franco-tunisien du 23 février 1984, relatif au patrimoine immobilier français en Tunisie, a pour objet de fixer les conditions générales du transfert volontaire et progressif à des ressortissants tunisiens de biens immobiliers construits ou acquis en Tunisie avant 1956 et appartenant à des ressortissants français ou à des personnes morales de droit français ; cet accord négocié à l'occasion du voyage du président de la République en Tunisie, régit, ainsi, un contentieux qui intéresse de nombreux Français rapatriés ;

- La convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983, sur le transfert des personnes condamnées, a pour objet d'instaurer entre les pays européens, dans un but humanitaire, un système offrant, aux personnes condamnées à des peines de prison et détenues à l'étranger, la possibilité de purger ces peines dans leur pays d'origine et de faciliter, ainsi, leur réinsertion sociale après leur libération ;

- L'accord franco-autrichien du 18 novembre 1983 a pour objet de compléter, sur un plan bilatéral, entre la France et l'Autriche, le système d'entraide judiciaire en matière pénale, institué sur un plan multilatéral par un accord de 1959, conclut dans le cadre du Conseil de l'Europe.



- Les robots arrivent : libérons les hommes.
- Reagan est-il de gauche ?
- L'opéra et ses lieux.
- Qui a peur du rationalisme ?
- Abba Eban : guerre et paix au Liban.
- École : la droite en accusation.
- De quel côté la liberté regarde-t-elle ?
- Europe : l'âge ingrat.

Avec notamment la collaboration de : Benjamin Coriat, Robert Boyer, Jean Aurox, Gérard Gaumé, Véronique Neiertz, François Hollande, Marc Perrin de Brichambaut, Abba Eban.



"La rigueur des idées
Les forces de l'espoir"

N° 1 en vente dans les kiosques.

N° 1

Mesures individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 6 juin a adopté les mesures individuelles suivantes :

- M. Xavier Daufresne de la Chevalerie, ministre plénipotentiaire, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Saint-Siège, est élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

- M. Maurice Cognard, administrateur civil, est nommé directeur de la promotion à la direction générale des postes.

[Né le 19 février 1936 à Charolles (Saône-et-Loire), M. Cognard, ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, entré il y a vingt ans à la Caisse nationale de prévoyance, y occupait le poste de sous-directeur du département commercial.]

M. Jean Terquem, conseiller d'Etat, est nommé président de la commission de la sécurité des consommateurs.

[Né en 1923, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien, le docteur Jean Terquem est conseiller d'Etat depuis le 24 août 1982. Membre de la commission Affaires sanitaires et sociales du Parti socialiste, il a été, en avril 1982, membre du conseil des médiateurs lors du conflit de la médecine.]

POUVOIRS

1984 29

les Etats-Unis

- une stabilité mythique
- l'Etat dans la société
- le face-à-face Président-Congrès
- la Cour Suprême aujourd'hui
- la politique étrangère : comment ?
- le budget fédéral
- qui dirige les Etats-Unis ?
- des partis affaiblis
- le financement des partis
- des villes en faillite

192 pages - 67 F

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

"Que les
les contradi
3 sounaité M.

LA PLAGE IN

Charly, Billy, Samy

De notre envoyé

Quand Beach - Charly, Billy, Samy - sont allés en vacances, ils ont été surpris de trouver les plages de la Côte d'Azur envahies par des milliers de Français. Ils ont constaté que les plages étaient très sales, qu'il y avait beaucoup de déchets, et que les services de nettoyage étaient insuffisants. Ils ont écrit un article pour le magazine "Pouvoirs" sur ce sujet.

Le magazine "Pouvoirs" est un recueil de textes qui questionnent le monde. Il est publié avec le concours du C.N.R.S. et est disponible chez les libraires.

ANNIVERSAIRE

IL Y A QUARANTE ANS, LE DÉBARQUEMENT

« Que les alliés d'hier sachent dominer les contradictions d'une victoire commune »

a souhaité M. François Mitterrand dans son discours d'Utah-Beach

Utah-Beach. — « Plus jamais de cimetières », militaires, c'est le vœu qu'a formulé, sur le ton de celui qui ne se fait guère d'illusions, M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre canadien, lors de la cérémonie réservée aux soldats de son pays tués pendant les opérations de débarquement en Normandie. Aux trois mille cinq cents hommes morts lors du débarquement du 6 juin 1944, aux trente mille tués de la bataille de France, « nous devons la liberté », a-t-il dit (1). C'était le passé et le présent des cérémonies officielles organisées le 6 juin 1984 pour célébrer le quarantième anniversaire du débarquement, à la pointe du Hoc, Bayeux, Colleville, Utah-Beach, Beny-Reviers, Ouistreham.

Le plus spectaculaire a réuni, à Utah Beach, sept chefs d'Etat — et non six comme nous l'avons écrit dans le Monde du 7 juin — les rois d'Angleterre et des Pays-Bas, le roi des Belges et celui de Norvège, le grand-duc de Luxembourg, MM. Ronald Reagan et François Mitterrand — et le premier ministre canadien. Le passé, encore : « Nous leur devons ce que nous sommes », a remarqué M. François Mitterrand, en évoquant le sacrifice des combattants de Normandie, Américains, Britanniques, Canadiens, Belges, Hollandais, Norvégiens, Grecs, Danois, Français et, un peu plus tard, Tchèques, Polonais, Luxembourgeois. Le passé toujours, les

« combattants de l'ombre » qui sont venus à leur rencontre, « les hommes libres d'Allemagne et d'Italie qui m'ont jamais baissé le front », « l'héroïsme du peuple russe », M. Mitterrand, qui a rappelé l'action du général Eisenhower, n'a cité à aucun moment le général de Gaulle.

Le présent et l'avenir aussi : « L'avenir de l'Europe, a souligné M. Mitterrand, ce n'est pas l'Allemagne, mais le pouvoir, le système, l'idéologie qui s'étaient emparés d'elle. Saluons les morts allemands. Leurs fils témoignent comme les autres pour que commencent les temps nouveaux. Les adversaires d'hier se sont reconciliés et construits ensemble l'Europe des libertés. Qu'ils aient dépassé eux-mêmes. Que les alliés d'hier sachent à leur tour dominer les contradictions d'une victoire commune dont le monde attendait qu'elle apportât enfin la paix ».

Le passé, c'était aussi le salut adressé par M. Ronald Reagan, dans le cimetière américain de Colleville-sur-Mer, aux résistants français et européens rendus au passage à l'un d'eux, M. Mitterrand. L'avenir, l'appel un peu incertain à la réconciliation avec l'Union soviétique dont le président

des Etats-Unis a dit, à la pointe du Hoc, lors de la cérémonie nationale américaine, qu'il attend « un signe » montrant qu'elle est prête à abandonner le « chemin de la conquête ».

L'avenir, encore, sans gaieté, décrit par M. Trudeau, en une sorte de profession de foi à rebours, face aux tombes du cimetière canadien : « On ne saurait admettre que la guerre et la préparation à la guerre deviennent le support permanent de l'espérance ».

M. Trudeau, rose rouge à la boutonnière, a présidé la cérémonie la plus intime de la journée. Il n'y avait pas, au cimetière canadien de Beny-Reviers, de ces barrières métalliques qui maintiennent les foules à distance. Quelques cordons blancs symboliques, tout au plus. Chacun de son côté, la reine Elisabeth, le duc Philippe d'Edimbourg ainsi que M. Trudeau, M^{me} et M. Mitterrand sont allés sur les pelouses pour des conversations fugitives avec les vétérans, leurs familles et les habitants des communes voisines.

Cette décontraction contrastait avec le pompeux de la cérémonie britannique du cimetière de Bayeux — cantique entonné par les chapelains des forces armées, de l'Eglise d'Ecosse et de l'Eglise catholique, en chapeaux et surplis — à peine troublée par deux vétérans — l'un

irlandais, l'autre écossais — à la démarche raidie par l'abus d'une « cuvette du quarantième anniversaire », « vin de table français » absorbé au goulot. Elle contrastait aussi avec la froideur compassée de la visite de M. Reagan au cimetière américain de Colleville ou les vétérans, sécurisés, étaient tenus à distance.

M. Mitterrand a réduit ces distances — toujours ces barrières métalliques — à Ouistreham, où il a terminé cette journée en inaugurant un monument planté le long de la plage. Le chef de l'Etat a rencontré là les survivants du commando franco-britannique Kieffer, auquel le monument est dédié et qui participa au Débarquement. Puis il s'est longuement attardé le long des barrières métalliques, derrière s'était massée une foule qui paraissait lui être acquise et d'où l'on entendait jaillir quelques « bravo François, continuez ! ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) L'hommage rendu par M. Trudeau aux soldats canadiens auxquels « nous devons la liberté », peut paraître paradoxal si l'on se souvient qu'il a débuté des années 40, alors qu'il était encore étudiant, il avait activement participé à la campagne lancée au Québec contre la conscription. De nombreux Québécois refusèrent, en effet, de servir dans l'armée canadienne, non pas, bien sûr, par sympathie pour Hitler, mais par hostilité aux « mandats anglais ».

« Dieu que la fête est jolie ! »

(Suite de la première page.)

Au trot, des souvenirs auraient pu faire sourire. Puisque c'est là le risque principal couru par les anciens combattants. On ne rit pas d'un tel pèlerinage ou d'un vétéran de la 101^e division US qui dit : « Cette plage, je ne l'avais vue qu'une fois. Je l'ai parcourue cent fois, mille fois, en pensée toute ma vie. Et puis, la revollait aujourd'hui, et j'en ai pleuré comme un enfant ».

On ne rit pas davantage de la cérémonie qui fut très sobre et très belle à la fois. L'arrivée des sept souverains, chefs d'Etat ou de gouvernements, le défilé des sept pelotons d'honneur pour lever les sept couleurs. Là-bas, au large, un bateau français, le *Montcalm*, tira vingt-cinq coups de canon, faible écho à l'amercœur 1944. Dans le ciel passèrent

un bombardier et deux chasseurs d'époque, survolant en modèle réduit. Il y eut sept hymnes.

Et enfin le discours de M. François Mitterrand. Un rappel émouvant, sobre, lui aussi, le rappel de tout ce que la France doit à ces hommes venus ici un matin de juin avec ce seul choix : « Vivre ou mourir ». Un rappel du temps et des régimes qui passent, et l'hommage aux soldats allemands. Un rappel aussi qu'au même moment, sur d'autres fronts, d'autres se battaient pour la même cause. Un rappel enfin pour les Français qui y prirent ici ou à l'intérieur leur part. Pourquoi, alors, cet inventaire respectueux et fort d'avoir pas même cité le plus célèbre d'entre eux ?

PIERRE GEORGES.

Une délégation polonaise a participé aux cérémonies

Une délégation conduite par le président de l'Office polonais pour les anciens combattants, le général Mieczyslaw Gradziński (qui a rang de ministre) a participé, mercredi, aux cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement allié en Normandie.

La participation d'officiels polonais avait été jusqu'à son dernier moment incertaine, la Pologne s'étant à plusieurs reprises déclarée « offensée » du caractère « tardif » de l'invitation française.

On les appelle parfois les oubliés de l'histoire... de la deuxième guerre mondiale : les troupes polonaises de la 1^{re} division blindée, commandées par le général Stanislaw Maczek, ont pourtant libéré — seuls ou avec les alliés — Falaise, Saint-Omer, Abbeville, Ypres, Axel, Breda, entre autres : trois cent cinquante et quatre mille huit cent cinquante-cinq soldats tués.

D'autre part, cinq navires polonais se trouvaient sur les plages de débarquement, le 6 juin 1944 : le croiseur *Dragon*, les destroyers *Slesak* et *Krakowik* dans le secteur britannique, les destroyers *Blyskawica* et *Flak* dans le secteur américain.

Enfin, trois brigades d'avions de chasse et plusieurs groupes de bombardement contribuèrent aux victoires aériennes des Alliés. Mille cent cinquante avions polonais (équipages de bombardiers) furent tués, trente-quatre portés disparus.

★ L'Association des anciens de l'Armée polonaise en France indique qu'un monument à la mémoire des soldats polonais tombés en France au cours de la deuxième guerre sera érigé à Dunkerque. Les fonds sont à envoyer au siège de l'association, 27, avenue Eugène-Vaillant, 95008 Lilla, par chèque bancaire.

LA PLAGE INTERDITE

Charly, Billy, Samy et les autres

De notre envoyé spécial

Omaha Beach. — Charly bougonne, Billy grommelle, Samy torpille les gendarmes français à travers ses lunettes à double foyer. Sur la plage d'Omaha l'audace, quarante ans après, se refuse encore à eux. Imperturbable, la maréchaussée française interdit l'accès de la plage à ses libérateurs. « Sécurité », lance un gendarme, laconique. Ils en ont pourtant rêvé, de ces sables maudits, dans leur ranch du Colorado ou leur ville de Cincinnati (Ohio). Quarante ans de haines et des milliers de kilomètres dans l'espoir de fouler la grève où, cent fois, ils crurent ne jamais revoir Manhattan. Interdit. Tout comme le cimetière proprement dit, où reposent sous des croix blanches toutes sensibleries 9385 des leurs (dont 307 anonymes, plusieurs des journalistes américains, jamais eurent d'une décimale).

Charly, Samy, Billy, Casquette Coca-Cola ou calot aux armes de leur régiment, Yankees jusqu'au bout du Stetson, jusqu'au dernier bourrelet de cellulite. Epouses désignées et petits-enfants inspecteurs subissant, pour la première fois, le récit de ce jour où Pappy a vomi son breakfast dans la boue qui torture les berges et serre les tripes.

En guise de pique-nique, une association de vétérans a fourni à ses membres une ration du soldat garnie d'époque. Comédies, biscuits en pilotes et flyers en caoutchouc. Seul le soda diététique trahit l'anachronisme. Fastidieux, il ne reste qu'à déambuler à travers les allées comme un dimanche à Disneyworld. Dévorer la plage du regard et deviner la pointe du Hoc, où s'accroche la brume.

« Si seulement Reagan regardait moins les drapeaux et davantage les croix », soupire Charles, médecin à Cape-Cod (Massachusetts). « Mais il est venu pour la campagne électorale, on le sait bien. » Sympathisant de M. Gary Hart, le vétéran n'est pas dupe. Il a tout de même fait le voyage, « parce que, dans dix ans, il sera trop tard ».

A la nervosité croissante des omniprésents services de sécurité américains, on sent que l'arrivée du président Reagan approche. Le voilà, dans un ballet d'hélicoptères. A peine le temps de déposer une gerbe sur les tombes des deux fils du pré-

dent Theodore Roosevelt — l'un est mort en 1918, l'autre en 1944 — et il faut accueillir le français. M. François Mitterrand. Sur de ses efforts, M. Reagan fait frémir les mâchoires de famille en racontant, des sanglots dans la voix, l'histoire du soldat de première classe Peter Robert Zanatta, empêché par un cancer de venir revoir la Normandie et représenté par sa fille, au premier rang des invités.

Vive la France !

Froide cérémonie sur fond d'effigie en bronze de l'esprit de la jeunesse américaine, aussi légère que son nom l'indique. Le bataillon de journalistes américains fouillait les quelques pages de *background* sur la France rédigées par le département d'Etat. Croisances armées : 0,5 %. Groupes ethniques : celtes et latins, avec minorités toulonaise, slave, nord-africaine, indochinoise et basque. Mortalité infantile : neuf pour mille. Chômage : 8 %. Tout est dit. Le Middle West sera informé.

Cette attachante peuplade exotique, à qui le monde est redevable du *Carmen* de Bizet et de l'identification par empreintes digitales (Bertillon, 1853-1914), va enfin se retrouver entre soi dans la charmante station balnéaire d'Ouistreham. Les survivants des cent soixante-dix-huit « bêtises » du commandant Kieffer, versés Français à avoir débarqué le 6 juin, accueillent « pour la première fois » le chef de l'Etat.

Oublié, alors, le pesant cérémonial américain, ses gorilles infaillibles et ses trémoles programmées. Visiblement aux anges, le président retrouve des anciens compagnons de combat. Bains de foule typiquement française, à faire hurler les boys. Acclamations particulièrement chaleureuses des invités du maire socialiste d'Ouistreham, judicieusement massés au premier rang de l'assistance. M. Louis Mezardieu, ministre des PTT et ancien député de la circonscription, donne davantage de mains que pendant toute une campagne législative. A perte de vue, des copies, des médailles, des dunes et des drapeaux. « Vive la France ! », crie un vétéran, un peu isolé.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Les sentiments mitigés des Allemands de l'Ouest

Correspondance

Bonn. — La célébration du 40^e anniversaire du débarquement allié en Normandie a été suivie avec des sentiments mitigés en Allemagne fédérale. Beaucoup auraient préféré que cet anniversaire soit l'occasion de marquer la réconciliation entre les alliés d'aujourd'hui plutôt que la victoire sur les ennemis d'hier. La télévision et la plupart des quotidiens allemands avaient néanmoins consacré une part importante, ces derniers jours, au rappel de ce qui avait été le jour J, et le film le plus long jamais été programmé lundi dernier sur l'une des deux chaînes nationales.

Les rumeurs selon lesquelles le chancelier Kohl aurait souhaité être associé aux cérémonies ont été démenties avec insistance à Bonn. « Il n'y a pas de raison pour un chancelier allemand de célébrer la victoire que d'autres ont remportée dans un combat où 10 000 Allemands sont morts », avait affirmé mardi dernier M. Helmut Kohl lui-même. Cependant, dans une interview publiée mardi, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alois Mertes, avait fait état publiquement de l'inquiétude du gouvernement. Donner l'impression aux Allemands qu'ils ont une « nation coupable » n'est pas ce que l'on veut, avait-il estimé, souhaitant que ces cérémonies du souvenir ne deviennent pas le « jour de la séparation » entre l'Allemagne et ses alliés.

L'invitation faite récemment au chancelier Kohl de venir, à l'automne prochain, commémorer à Verdun une journée commune du souvenir, n'a pu tout à fait effacer le reste, et les commentateurs ont mené d'arguments très convaincants pour expliquer l'absence de la RFA aux cérémonies du 6 juin. « Un sentiment d'irritation, de déception, voire de honte, se manifeste dans de nombreux secteurs de la République fédérale du fait que notre pays n'est pas représenté aux célébrations de Normandie », écrit, mercredi, le journaliste conservateur *Die Welt*. Bien que compréhensible, il faut espérer que cette réaction sera cependant dépassée par une autre manière de considérer les choses (...). Rien ne peut effacer cet événement sans précédent, ces centaines de milliers de soldats lancés au péril de leur vie pour la libération de la forteresse aurorale du tyran Hitler. « Il est donc préférable, avait déclaré pour sa part Manfred Rommel, maire de Stuttgart et fils du général Rommel, de perdre la guerre avec Hitler que de la gagner avec lui (...). Mais il est heureux qu'il soit possible de dépasser de tels

fosés entre les peuples et de faire des ennemis des amis ».

Pour de nombreux Allemands, notamment pour les nouvelles générations qui n'ont pas connu la guerre, il devient de plus en plus difficile d'accepter qu'un pays qui se trouve au cœur du dispositif militaire occidental, en première ligne face à l'Est, doive encore se sentir différent en raison d'un passé que toute l'histoire moderne de la République fédérale d'Allemagne résume. Il est significatif que le chancelier Helmut Kohl lui-même ait évoqué, ces derniers temps, le souvenir de la résistance intérieure au nazisme, le sacrifice des conjurés du 20 juillet 1944, à la mémoire desquels une exposition vient d'être inaugurée au siège du Parti chrétien-démocrate. « L'héritage historique de la résistance allemande rayonne sur notre Etat et sur notre politique (...), avait déclaré le chancelier Kohl, le 9 mai, à l'ouverture du congrès de la CDU à Stuttgart. L'héritage de la résistance et le souvenir de ses sacrifices ont rendu possible l'édification d'une nation entre les ennemis d'hier (...). Nous ne devons jamais oublier que le drame du 20 juillet 1944 n'était que la partie la plus visible d'un mouvement plus large, aux ramifications multiples ».

HENRI DE BRESSON.

LE MESSAGE

DE M. MITTERRAND AU PRÉSIDENT DE LA RFA

« Allemands et Français ont la volonté de poursuivre et de réussir l'œuvre entreprise pour que l'Europe, un jour, soit par elle-même un pays de paix et d'équilibre et nécessairement au monde », écrit le président François Mitterrand dans un message adressé au président de la République fédérale d'Allemagne, M. Karl Carstens, à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944.

« Ce 6 juin, qui rappelle aux Français le début de la libération de leur pays, évoque aussi un combat où tant des vôtres et des nôtres sont tombés au service de leur patrie dans une guerre insensée entre frères d'Europe », écrit le chef de l'Etat qui ajoute : « Notre continent en est resté blessé et partagé. Heureusement, entre nos peuples s'est affirmée une communauté de destin. Allemands et Français ont la volonté, j'en suis sûr, de poursuivre et de réussir avec leurs partenaires de la Communauté l'œuvre entreprise pour que l'Europe, un jour, soit par elle-même un pays de paix et d'équilibre si nécessaire, au monde ».

« J'adresse par ce message au peuple allemand, comme à vous-même, mes vœux de prospérité et le témoignage de la France. La leçon des heures passées nous apprend que l'avenir dépend de nous ».

D'autre part, le président Mitterrand a adressé au président de la République italien, M. Alessandro Pertini, un message dans lequel il écrit notamment : « Côte à côte maintenant, nous sommes inspirés par la même ambition dans la construction d'une communauté libre et juste ».

« Une messe concélébrée à Bayeux par des prêtres français et allemands. — Sur l'invitation de Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et Lisieux, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, devait présider, jeudi 7 juin à 19 h, à la cathédrale de Bayeux, une messe solennelle concélébrée avec des prêtres et évêques allemands. Cette messe « de la réconciliation » marquera le quarantième anniversaire de la libération de la ville. Parmi les concélébrants, l'abbé Raimund Winkhofer, curé de Vilsbafen

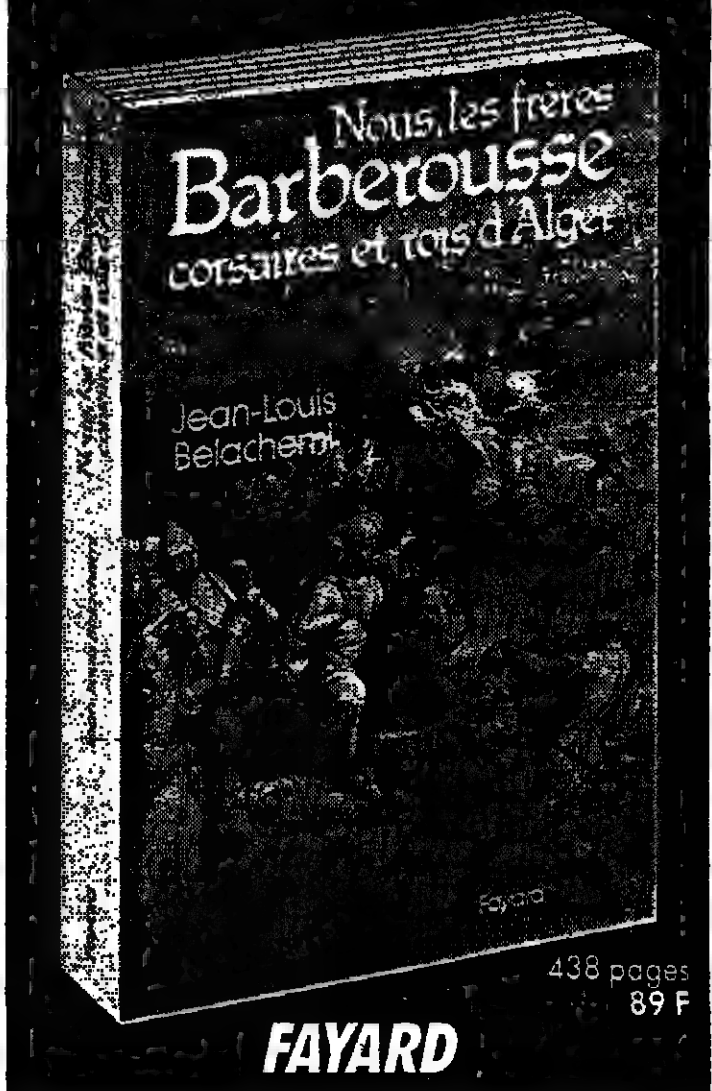
(Bavière), président des anciens séminaristes prisonniers, et Mgr Emil Stehle, évêque auxiliaire de Quito (Equateur), directeur de l'œuvre *Adventus*, d'Essen (Allemagne). Il y a quarante ans, tous deux se préparaient au sacerdoce dans le camp de prisonniers allemands aménagé en Algérie d'abord, puis à Orléans et à Chartres. Mgr Kenneth Nemias, évêque anglican qui, il y a quarante ans, débarquait avec les forces britanniques sur les plages normandes, assistera à la cérémonie.

LIBRAIRIE DUCHÈNE
histoire contemporaine
spécialités des
1^{re} et 2^e guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
501-33-13
27, rue de la Boute-àux-Cailles
75013 PARIS

UNE FANTASTIQUE ÉPOPEE MINUTIEUSEMENT DOCUMENTÉE.

Quatre frères, nés dans l'antique Lesbos, qui vivaient pauvrement de pêches et de rapines. Deux d'entre eux allaient devenir les plus célèbres corsaires de tous les temps : Arudj, dit Bras d'Argent, et Kheir-ed-Dine.

Le Monde



ملنا من الاصل

LE SPORT QUOTIDIEN

Votre enfant et le sport

UN N° HORS SÉRIE SCIENCE & VIE

UN REGARD NOIR

BLAISE N'DJEDJOYA - MASSAËR DIALLO

LES FRANÇAIS VUS PAR LES AFRICAINS

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75008 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

LOS ANGELES EN CAMPUS OU EN FAMILLE SEJOUR D'UN MOIS

(Cours d'Anglais, Débats, Forum, Excursions, Sports, etc.)

BRITISH EUROPEAN CENTER 5, rue Richemont 75008 Paris - Tél: (1) 280.35.57

à partir de 3890 F

UN LIVRE QUI FAIT PARLER... Mais dont on ne parle pas.

Jean Moussé, l'auteur de "Sens et non-sens du credo" et de "Cette liberté de violence qu'est le pouvoir", a écrit un livre dérangentant mais essentiel. A lire par toute personne en quête de vérité.

Prix: 80F.

LE SECOND SOUFFLE DE LA FOI

le décapage des traditions

LUNEAU ASCOT EDITIONS

Le Monde

société

AU TRIBUNAL DE CARCASSONNE

Les sorciers de Marseillette

De notre correspondant

Carcassonne. — Les nombreux curieux qui s'entassaient, mercredi 6 juin, dans le palais de justice de Carcassonne ont été pour leurs frais. Le procès des quatre apprentis sorciers de Marseillette devant le tribunal correctionnel n'a guère répondu à leur attente. Les inculpés sont restés quasiment muets au cours de cette audience. Ils avaient pourtant à répondre de faits peu banaux sous l'inculpation de vol, violation de sépulture et racisme.

Tout avait commencé avec les annales de santé du petit garçon de Monique, vingt-cinq ans, et de Gilbert Dubois, trente et un ans, famille paisible du petit village de Marseillette, perdu dans la vignoble du Minervois. Inzestueux thérapeute, Gilbert avait de surcroît des difficultés dans sa profession.

Monique Dubois se convainc qu'elle est envoûtée. Des sorciers de la région lui ont dit. L'un d'eux lui extorque 3 000 francs par consultation. Finalement, désespérée, Monique se confie à une tresse de cartes, Michèle Forissier, qui s'adonne également à la prosélytisme thérapeutique. Cette dernière procède immédiatement à une séance de « désenvoûtement ».

L'affaire sombre alors dans le macabre. Le rituel exige l'utilisation d'un cadavre de sexe masculin. Dans la nuit du 5 au 6 novembre 1983, Gilbert Dubois et Michèle Forissier pénètrent dans un cimetière des environs, ouvrent une tombe et s'emparent du cadavre d'un septuagénaire décédé au mois d'avril précédent.

La cérémonie aura lieu dans le garage des Dubois. Tout est prêt: des cierges, des petits en-

censeaux et des statuettes fabriquées par Gilbert Dubois. Rien ne manque pour la séance de magie noire. Une quatrième personne est de la partie, Ali Ouaret, un maçon de vingt-cinq ans, qui a apporté un mouton égorgé qu'il vient de voler. Armée d'un burin, la grande prêtresse de l'opération arrache le tibia et le péron du cadavre. Les os sont brossés et mélangés au sang et aux encensements du mouton, les photographies des personnes accusées d'avoir jeté le mauvais sort sont découpées, mélangées avec l'horrible mixture et placées dans un petit cercueil.

« Le respect du mort »

La cérémonie terminée, les apprentis sorciers jettent le cadavre à la décharge publique de Marseillette. C'est là qu'il sera découvert par un villageois. Le mystère n'aurait sans doute jamais été éclairci si les enquêteurs n'avaient trouvé sur les débris humains une photographie de Gilbert Dubois.

Devant les juges, mercredi, les Dubois et Michèle Forissier se sont rejoints mutuellement la responsabilité de ce « désenvoûtement ». « Il n'est pas question de juger la sorcellerie ni le pourquoi de ces croyances aberrantes, a déclaré dans son réquisitoire M. Francis Molins. Le sorcellisme n'est pas un délit. » Mais il y a eu profanation de sépulture et mutilation de cadavre. « Même dans les sociétés les moins civilisées, on connaît le respect du mort », a poursuivi le représentant du ministère public. Le tribunal a condamné les époux Dubois et Michèle Forissier à douze mois de prison avec sursis et Ali Ouaret à deux mois de prison avec sursis.

BERNARD REVEL.

En bref

M. Gaston Defferre écrit à la veuve de Pierre-Jean Massimi

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a répondu, mercredi 6 juin, à la lettre ouverte — rendue publique mardi — de la veuve du secrétaire général de Haute-Corse, assassiné le 13 septembre 1983, M^{me} Sylvie Sarraz-Massimi, dans laquelle celle-ci s'indignait de « l'inertie de la justice » et des lenteurs de l'enquête sur la mort de son mari.

« Je regrette les termes de votre lettre, explique M. Defferre, ainsi que la publicité que vous avez voulu lui donner ». En raison de l'existence d'une procédure judiciaire sur la mort de Pierre-Jean Massimi, le ministre de l'Intérieur estime qu'il n'y a lieu de s'arrêter à aucune intervention ou déclaration.

M. Defferre indique aussi, pour répondre à M^{me} Sarraz-Massimi, qui

se plaignait des difficultés « à faire valoir les simples droits » de ses enfants, que « la liquidation définitive » de la pension prévue « devrait intervenir au cours du troisième trimestre 1984 ». (...) Pour que cette pension soit portée au niveau maximum, j'ai en outre promis, note le ministre de l'Intérieur, M. Massimi rétroactivement à la hors-classe de son grade ».

Deux incriminations après une exécution mortelle à Bobigny

Une fillette âgée de deux mois est morte jeudi 31 mai, à Paris (Seine-Saint-Denis), des suites d'une exécution (voir dernière édition). La « spécialiste » qui a pratiqué cette mutilation à la demande des parents — des ressortissants sénégalais — est M^{me} Aramata Soulo, quarante ans, originaire du Mali. Elle a été inculpée avec la mère, M^{me} Marata Konté, vingt et un ans, par le tribunal de Bobigny de coups et blessures portés à un enfant de moins de seize ans ayant entraîné la mort. Le père, M. Gambia Konté, trente-cinq ans, a été inculpé de complicité.

Touroupe reprend Touring Vacances

La société Touroupe, spécialiste des moyen courriers, va reprendre les activités de Touring Vacances, filiale de Havas Tourisme, a annoncé, mercredi 6 juin, cette dernière société.

Le capital de Touroupe est partagé entre Havas, la plus importante société française dans le domaine de la distribution touristique, et le groupe west-allemand Touristik Union International (TUI).

Cette reprise de Touring Vacances par Touroupe entraînera une vingtaine de suppressions d'emploi, indique-t-on chez Havas Tourisme.

● Condamnation au Havre après un attentat contre l'Amicale des Algériens. — Le tribunal correctionnel

(Suite de la première page.)

— Votre projet représentait un point d'équilibre déjà fragile. Cet équilibre n'a-t-il pas été détruit par les trente-trois amendements destinés à faire pencher le texte de la loi du côté des députés socialistes les plus latents ?

— Par définition, un point d'équilibre est toujours fragile; il n'est jamais statique. Mais votre question pourrait faire croire que le projet de loi a été modifié sur trente-trois points pour faire pencher la balance d'un seul côté.

— Il n'en est rien; de nombreux amendements constituent des améliorations rédactionnelles ou de précision techniques; ils ne changent rien au fond. Quelques amendements modifient certaines dispositions du texte initial, mais ils restent absolument dans la ligne générale que le gouvernement avait tracée.

— Le problème de l'équilibre comporte des aspects techniques et psychologiques; on devrait même dire passionnels. Si l'on peut rechercher un équilibre technique, le trouver et le juger, il est beaucoup plus difficile sinon impossible de doser les passions.

— Deux amendements suscitent plus particulièrement le mécontentement des responsables de l'enseignement catholique: celui qui vise à limiter les ouvertures de classes maternelles et celui qui lie l'attribution des maîtres et participation financière des communes. Etaient-ils bien nécessaires ?

— En matière d'ouverture de classes maternelles, le projet de loi vise à soumettre aux mêmes règles l'enseignement public et l'enseignement privé sous contrat.

— Les classes maternelles font partie de la période de scolarité dite non obligatoire; cela signifie d'une part que les parents ne sont pas tenus d'y inscrire leurs enfants, et d'autre part que l'Etat ne peut imposer aux communes l'ouverture de telles classes, publiques ou privées.

Un entretien

Par rapport aux 28 234 communes qui ont un équipement scolaire, l'amendement dont vous parlez concerne en réalité 520 communes, celles où il n'y a pas ou plus d'école publique et où il y a une école privée. Il a pour but de garantir une réelle liberté de choix pour les parents en favorisant l'ouverture d'une maternelle privée et ouverture d'une maternelle publique.

— C'est cela le problème de fond. Cependant je souhaiterais que l'on recherche une nouvelle formulation de l'amendement mieux adaptée à la nature du problème, et je pense que la suite du travail parlementaire, au Sénat puis à nouveau à l'Assemblée nationale pour la deuxième lecture, permettra d'améliorer ce qui doit l'être.

— Le second amendement que vous évoquez est celui qui permet à une commune de différer sa participation financière tant que la titularisation des personnels n'est pas devenue une réalité significative. Il faut bien en voir la portée réelle.

— Tout d'abord il ne concerne que les écoles primaires: les collèges et les lycées, qui désormais sont de la compétence des départements et des régions, ne sont pas en cause. Pour les 1 086 987 élèves enseignés dans les établissements privés du deuxième degré, collèges et lycées, soit près de 21 % de l'effectif total des élèves du deuxième degré, le financement par l'Etat et les collectivités compétentes est assuré de façon définitive. Ensuite il ne s'applique qu'à la part communale du financement de l'école, c'est-à-dire les frais de fonctionnement des classes élémentaires; quelle que soit l'option prise par la commune, les maîtres sont et restent payés par l'Etat. De plus il n'y a pas rupture du financement public des frais de fonctionnement, puisque, dans le cas où la commune refuse de les prendre en charge, c'est l'Etat qui se substitue à elle jusqu'à l'expiration de la convention. L'école est toujours sous contrat et reçoit le financement prévu au contrat.

— Enfin, cette faculté d'option pour la commune ne peut jouer qu'à l'expiration de la période de huit années ouverte par la loi, soit en 1993; et on ne doit pas croire de préciser que l'année suivante, en 1994, le texte du même amendement le prévoit, le Parlement pourra prolonger, modifier ou remplacer cette disposition.

— Tout cela ne concerne donc que les rapports financiers entre l'Etat et les communes; les écoles sous contrat recevront de toute manière ce qui leur est dû au contrat. Je ne vois vraiment pas en quoi il pourrait y avoir là matière à inquiéter pour l'enseignement privé.

JEAN-MARC LECCIA ET SALVATORE CONTINI SONT ASSASSINÉS A LA PRISON D'AJACCIO.

Un commando de trois hommes se réclamant de l'ex-FLNC a abattu, ce jeudi matin 7 juin à la prison d'Ajaccio, Jean-Marc Leccia, commanditaire présumé du meurtre du militant nationaliste corse Guy Oursin, et Salvatore Contini, assassin présumé de ce dernier.

Les trois hommes du commando, qui se sont rendus aux forces de police à 11 h 30, s'étaient introduits dans la prison déguisés en gendarmes et avaient pris deux surveillants en otages.

(Publicité)

Clinique médicale

VALMONT

70 chambres
1823 CLICHY-MONTREUX (Seine)

T. 19-41/21/63 48 51 (16 lignes)

Ouverte toute l'année

Toutes affections de médecine interne.

Rééducation intensive après affections cardio-vasculaires et rhumatismales.

Suites de traitement hospitalier (médecine interne, toute chirurgie.)

Service de radiologie, ultrasonographie, laboratoire permanent, physiothérapie intensive.

Brochure et tarifs sur demande.

Dir.: H. Tuor.

La dynamique du golf

LE SPORT QUOTIDIEN

UN N° HORS SÉRIE SCIENCE & VIE

- **Même après 1993 ?**
- Je suis persuadé qu'après neuf années d'application progressive de la loi les données ne seront plus les mêmes et que le rapprochement voulu par le gouvernement entre enseignement privé et enseignement public aura porté ses fruits.

— Je ne voudrais pas qu'il y ait malentendu : toute décision gouvernementale résulte d'un arbitrage du premier ministre après que les ministres concernés ont exprimé leur point de vue ; la discussion s'achève avec l'arbitrage. C'est un principe auquel je me suis toujours tenu.

— Quand au fond, je ne partage pas votre point de vue. Le projet initial prévoyait une révision du régime juridique qu'est l'établissement d'un statut pour les établissements d'enseignement d'intérêt public et le canal par lequel passeraient désormais tous les financements publics ; au bout de neuf ans, le Parlement doit donc dire

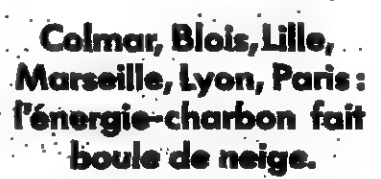
- Si les défenseurs de l'enseignement catholique ont, selon vous, tort d'être inquiets, pensez-vous que les laïques ont de leur côté raison d'être satisfaits ?

» Quant à l'attitude que pourrait prendre le Conseil constitutionnel

Jean-Marie Bouché (Nord),
 MM. Denis Cacheux
 (Nord), Louis Moulinet (Paris),
 Roger Rouquette (Paris), Joseph
 Pinard (Doubs), Bernard Schreiner
 (Yvelines), Jean Peuziat (Finis-
 tère), Charles Metzinger (Mos-
 selle), Paul Biadt (Moselle), Fran-
 çois Morletoles (Loir-et-Cher),
 Jean-Pierre Michel (Haute-Saône),
 Bernard Montergnoles (Isère), Ber-

Propos recueillis par
CATHERINE ARDITTI

Nous exprimons l'espoir que à notre exemple, nombreux seront les colloquies de France qui manifestent leur soutien à la « République libérale politique ». Ont signé ce texte : M.M. Denis Cacheux (Nord), Louis Moulinet (Paris), Roger Rouquette (Paris), Joseph Pignat (Doubs), Bernard Schreiner (Yvelines), Jean Peuziat (Finistère), Charles Metzinger (Moselle), Paul Biadl (Moselle), François Moretelle (Loir-et-Cher), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), Bernard Montergeux (Isère), Ber-



études, ingénierie, exploitation, financement...
Pour connaître votre interlocuteur charbon,
appelez très vite le 824.32.32.

CdF Energie
GROUPE CHARBONNAGES DE FRANCE
10 rue de Tébérén, - 75008 Paris.

[illegible]

le feuilleton



HERMANN
éditeurs des sciences et des arts
203 rue Lecourbe, 75015 Paris



Edouard Sablier

La création du

28 PAGES * DIMANCHE 22

Monde

10, rue Coquillière, Paris-DC. — Directeur: Robert BEUVE-MERY

"C'est un roman d'amour. Il finit mal. C'est la règle. Le roman d'un jeune journaliste et d'une jeune publication. Ils sont séparés depuis vingt-deux ans. Comme elle a vieilli, comme elle a engraissé! Sans lui..."

JEAN PLANCHAIS, "LE MONDE"

"Un livre de souvenirs qui, au fil des pages, se transforme en un implacable réquisitoire, le passé jugeant le présent."

L'EXPRESS

Plon

site - 10, rue Coquillière, Paris 1^{er} - 508 58 96

PATRICE CADIOU

Sculptures

du 17 avril au 9 juin

GRAND PRIX DE LA NOUVELLE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES 1984

ALAIN GERBER



Les jours de vin et de roses

NOUVELLES

Des mots qui enrichissent l'existence... Si vous attendez de la lecture ce luxe inouï, jetez-vous sur les textes que voici.

BERTRAND POINOT-DELPECH *Le Monde*

Alain Gerber se montre ici l'égal des maîtres américains: Saroyan, Capote, Fitzgerald...

JEAN-PIERRE ENARD *V.L.D.*

Ses mots chantent, virevoltent, légers et sensibles. Appelez ça de la musique ou de la littérature, peu importe: c'est de l'art.

JÉRÔME GARCIN *Le Provençal*

Neuf récits que l'on a envie de lire pour se désaltérer, pour le plaisir. Bonheur qu'on peut déguster à l'unité comme une grappe de raisin frais.

NICOLE GAZIER *Télérama*

ROBERT LAFFONT

Les littératures de langue française de A à Z

Dix mille exemplaires ont déjà été vendus du *Dictionnaire des littératures de langue française* dont les éditions Bordes viennent d'entreprendre la publication. Cet accueil sans précédent prouve que le public s'intéresse toujours à la littérature et cherche des moyens de s'y repérer.

Les trois volumes du dictionnaire Bordes — dont le premier seul est paru, de A à F, le deuxième étant annoncé pour le 15 octobre et le troisième pour le 15 décembre — recensent 1 800 écrivains, qui vont des origines de notre littérature à notre temps et appartiennent aux pays francophones. La large et équilibrée place faite aux Belges, Suisses, Africains, Antillais, Maghrébins, Libanais, etc., est la principale innovation de cet ouvrage qu'ont dirigé deux universitaires français, Jean-Pierre de Beaumarchais et Daniel Couty, et un lexicologue éminent, Alain Rey, responsable des dictionnaires Robert. Ces maîtres d'œuvre ont été assistés de 250 spécialistes qui ont signé leurs prestations.

Parmi les 1 800 écrivains retenus, dont les notices varient de longueur suivant l'importance que leur confère la culture contemporaine — ainsi ce dictionnaire ne refuse-t-il pas le marque de son temps, — 80 ont fait l'objet d'un dossier de plusieurs pages. Dans ce tome, le seul vivant à recevoir cet honneur est Samuel Beckett.

Le Bordes ne se contente pas d'engranger des notes propres. Sur ses 2 200 entrées, 400 sont consacrées soit à des notions employées par la critique moderne, soit à des genres, des esthétiques, des écoles et même aux moyens de diffusion. Le cinéma en est un. Ses rapports avec la littérature font l'objet d'un long et savant article.

Pour l'illustrer, le cinéma Panthéon (13, rue Victor-Cousin, Paris-6^e, Tél.: 354-15-04) présente, jusqu'au 19 juin, cinquante films, chefs d'œuvre et romans, tirés de la littérature française.

En attendant ainsi les écoliers et la francophonie, rassemblant dans ses coupes de sonde théorique ce qu'il émettait dans l'ordre alphabé-

la vie littéraire

tique, se targuant d'une grande liberté de choix et de jugements, ce dictionnaire, qui ose proposer un palmarès des écrivains contemporains, est un ouvrage sérieux, utile, et excitant. D'une main, il satisfait la curiosité érudite, de l'autre il provoque, par son audace à trier le vivant.

* **DICIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE.** Bordes. Trois volumes prévus. T. I de A à F, 558 pages, relié et illustré, 340 F.

René Daumal, lycéen à Charleville

Le lycée Charzy à Charleville a organisé, en avril et mai, en collaboration avec le musée Rimbaud, une exposition sur René Daumal, qui y fut élève de 1919 à 1922 avant de rejoindre le lycée de Reims, où il rencontra Roger Gilbert-Lecomte et Roger Vailland avec qui il créa, en 1928, la revue *Le Grand Jeu*.

Le catalogue de cette exposition (disponible contre un chèque de 25 F à l'ordre de l'agent comptable du lycée Charzy, 13, rue Delvincourt, 08000 Charleville), s'occupe principalement des rapports du poète avec la région des Ardennes, fournissant aussi de documents rares et inédits.

Sur la photo d'une classe de 4^e, René Daumal nous apparaît comme un adolescent triste au regard égaré dans le lointain. Dans une lettre parue, en 1967, dans *la Grive*, Luc Perrin, un de ses anciens camarades, témoignait de cette solitude: « Il parlait peu et semblait certainement renfermé à la plupart de ses camarades, qui l'appréciaient médiocrement; sans doute ne s'intéressait-il pas suffisamment aux choses sérieuses, football et autres jeux sportifs... La qualité et l'originalité de son humour m'avaient frappé. Je ne savais pas à l'époque, ni lui non plus, bien sûr, que cette variété d'humour s'appelait l'humour noir... » — P. DRA.

George Orwell, producteur de radio

Un amateur particulièrement acharné de l'œuvre de George Orwell, William West, vient de découvrir une série inédite de commentaires écrits pour la BBC indienne pendant la seconde guerre mondiale.

A cette époque Orwell, qui n'avait encore écrit ni *La Ferme des animaux*, ni *1984*, ses plus grands succès, était encore un producteur de radio parmi d'autres, ce qui explique qu'on ait oublié ses écrits dans les archives pendant 40 ans; comme il avait la voix trop faible, ses textes étaient archivés au nom de ceux qui les avaient lus à l'antenne.

Cette découverte va amener la publication d'un nouveau volume des écrits d'Orwell: *Les Émissions du temps de guerre*.

Hugo et Zola en tête au bac

Hugo et Zola sont les auteurs qui reviennent le plus souvent dans le sujet de « commentaire de textes » de l'épreuve de français du baccalauréat. Le premier a été cité treize fois au cours des cinq dernières années, le second neuf fois. Viennent ensuite Balzac, Flaubert et Giono (cités cinq fois), puis Baudelaire, Laforgue, Aragon, Proust, Rousseau et Colette (quatre fois) et Maupassant, Chateaubriand, (trois fois) et Camus (trois fois). Telle est la constatation que fait Claude Lami dans le numéro de juin du *Monde de l'éducation* consacré en partie au « français au bac ».

Un autre article de ce numéro, dû à l'historien de l'éducation André Chervel, nous apprend que la crise de l'enseignement du français, et en particulier de l'orthographe, ne date pas d'hier, à en juger par les lamentations des doyens de facultés qui présidaient les jurys du bac... sous le Second Empire. « Il n'y a pas un seul qui connaisse même le titre des principales pièces des tragiques anciens et modernes » (1858). « Les candidats ignorent et la biographie et le titre des principaux ouvrages de Montesquieu, de Bossuet, de Racine » (1864). « Les auteurs français, au lieu d'être étudiés dans les textes, le sont dans des minces et insignifiantes notices de manuels » (1864). « La valeur des mots, leur sens propre et figuré, sont rarement compris » (1859). « Les copies fournissent encore de fautes de langage et d'orthographe; il semblerait que dans nos lycées et collèges on n'apprenne plus la langue française » (1864).

Voilà qui rassure peut-être les candidats de 1984... et tous ceux qui désespèrent de la « bécasse du niveau ». — F.G.

vient de paraître

Lettres étrangères

PATRICIA RICHSMITH: Les Shires du golf. — Un recueil de dix nouvelles douces-amères pour passer du frisson au sourire. Traduit de l'anglais par Marie-Françoise de Palombray, Alain Delahaye, Elisabeth Gille et Emmanuelle de Lamoignon. (Calmann-Lévy, 224 p., 65 F.) Du même auteur: *Le Collège de verre*, trad. de René Bonmal. Bédélion, 1964. (Calmann-Lévy, 314 p., 64 F.)

KURT VONNEGUT: Rudy Woltz. — L'histoire hilarante, lugubre et imaginaire de la vie de Rudy Woltz, âgé de cinquante ans et établi à Balzi, où il est le propriétaire du Grand Hôtel Otello. Traduit de l'anglais par Robert Pélissier. (Seuil, coll. « Fiction », 240 p., 69 F.)

HAROLD ROBBINS: Mémoires d'un entre-jour. — Brevets au moment de l'explosion des syndicats américains. Big Dan, dans un discours débridé, évoque un demi-siècle de luttes; mais, dissimulé dans la folie, le tonnerre du moment propulse. Traduit de l'anglais par Nicole et Bernard Mouton. (Machette, 404 p., 85 F.)

GIANNI GUARDESCHI: Je l'ai vu, dit Camille. — Un nouveau recueil de récits inédits avec les personnages d'un « petit monde » où l'on verra comment la cellule du parti offre une expertise viciée pour la bombe de l'école libre. Traduit de l'italien par Isabelle Rebourdieu. (Seuil, 223 p., 65 F.)

Politique fiction

RENÉ BRAGARD: Les Ombres de l'Élysée. — Les finances de la France sont au plus mal et l'Élysée menace l'Élysée lorsqu'un curieux chimiste soviétique propose un introuvable remède financier... (Hurti Veyrier, 182 p., 75 F.)

Jeunesse

GILLES BAGACHE et ANDRÉ DEFOUILLY: Le Jour J, 6 juin 1944. — *Le Débarquement.* — Le premier titre d'une collection d'albums pour adolescents — et adultes — écrits par des historiens et illustrés par des graphistes qui synthétisent bien l'événement. De bonnes cartes. (Seuil, collection « Histoire vivante », 48 p., couverture cartonnée, 22 x 28 cm, couverture cartonnée, 55 F.)

MARC ROSNAIS: 6 juin 1944 — Le Débarquement. — Dans une collection d'ouvrages documentaires clairs, vivants et très illustrés, le récit du débarquement par un enseignant, spécialiste d'histoire contemporaine. Pour les jeunes à partir de neuf ans. (Nathan, collection « Monde en poche », 72 p., 15 F.)

Témoignage

JULES ROY: Beyrouth sous la mort. — Le plaidoyer lyrique d'un « vieux bourgeois de la chrétienté » pour la paix au Liban. (Gallmeister, 208 p., 59 F.)

Spiritualité

NASAFI: Le Livre de l'homme parfait. — Ce recueil de traités de soufisme est l'œuvre majeure d'Abdoulhak Nasafi, penseur mystique iranien du XIII^e siècle. Traduit du persan par Isabelle de Gascien. (Payot, 382 p., 98 F.)

en bref

● SUR LE THÈME ESPACE ET POÉSIE. Les rencontres sur le thème moderne auront lieu du 14 au 16 juin à l'École normale supérieure (salle Dussane, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris). De nombreuses communications seront faites par des poètes et des universitaires français et étrangers le matin (à partir de 9 h 30) et l'après-midi (à partir de 14 h 30). On entendra des lectures de poèmes à partir de 20 h 30, avec Pierre Oster-Souquet et Claude Michonard (14 juin), Yves Bonnefoy (15 juin), Jacques Garrel et Jacques Hecker (16 juin). Ouvert au public.

● LA LITTÉRATURE EN COULEURS. une exposition de reproductions d'illustrations de livres pour la jeunesse parus ces vingt dernières années, qui avait été présentée au salon de la littérature de la Ville de Paris, par un jury. Elle est actuellement à l'Assemblée (jusqu'au 20 juin), avant de rejoindre Paris (du 1^{er} août au 9 septembre, au CESP, 6, rue Maurice Ravel, 75015), elle ira ensuite à Villiers (du 15 au 30 septembre), à Montreuil (octobre), et aux Mureaux (novembre). Organisé par François Ray-Vidal avec le concours de Louis-Jean et du Centre de Recherche et d'Information sur la Littérature pour la Jeunesse (CRLJ), cette exposition destinée à être itinérante a reçu le patronage du ministère de la Culture et du ministère de l'Éducation Nationale et Sports. Un beau livret-catalogue de 48 pages et quelques mille copies de l'exposition (Renseignements: SPME, S.P. 19 — 92161 Boulogne cedex. Tél.: 685-57-16).

● GRANDES LARGEURS. la revue éditée par l'Association Henri Calet et les Éditions Le tout pour le tout, consacre son dernier numéro à « Lyon et ses écritures ». Au sommaire: une Petite mise à jour de Louis Calabrese, la Rencontre (avec Renée) de Jean Duvallier, les écritures de Journal de Renée, la grande est une pièce de Pierre Segal, une pièce pour marionnettes de Laurent Mourget, etc. (Printemps-été 1984. Numéros 9-10. Distribution: Dédicace, 75 F.)

● UN COLLOQUE INTERNATIONAL ET PLURIDISCIPLINAIRE SUR LA LECTURE LITTÉRAIRE. se tiendra à la faculté des lettres de Reims du 14 au 16 juin 1984. Ouvert par un exposé de Jena Gattegno, il comportera vingt communications primaires, notamment, par D. Andrieu, H. Billaud, R. Diller, C. Duche, A. Duta, J. Leclercq, G. Scarpetta, M. Selva. Renseignements: Michel Picard, faculté des lettres, 57140, rue Pierre-Traillat, 51095 Reims Cedex.

● LE QUINZIÈME GRAND PRIX LITTÉRAIRE DES LECTEURS DE «ELLE». dans la catégorie Romans a été décerné à Michel Ragon pour son livre *Les Mouches rouges de Choler* (Albin Michel). Dans la catégorie Document: le prix revient à *Mémoires de Stet*, de Claude Michonard (Paris).

● LA PREMIÈRE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE, ANCIENNEMENT à la Concorde. sera à la Cité de Paris, du 15 au 16 juin. Y seront proposés ainsi que les milliers d'ouvrages originaux destinés à la Bibliothèque des petits bibliothécaires des livres d'une très grande valeur. (Renseignements: SLAM, 72, rue Guy-Lemaire, 75005 Paris. Tél.: 533-46-38.) A cette occasion, sera présentée l'exposition « Diderot, ses œuvres et ses rapports avec la République ».

● UN SALON DU LIVRE, MIEUX D'ÉVALUÉ. sera à la Cité de Paris, du 14 au 15 juin. Y seront présentés des livres de la collection de la Province (Scheffé-Michel, de 14 h 30 à 19 heures).

(15 juin), Jacques Garrel et Jacques Hecker (16 juin). Ouvert au public.

● LA LITTÉRATURE EN COULEURS. une exposition de reproductions d'illustrations de livres pour la jeunesse parus ces vingt dernières années, qui avait été présentée au salon de la littérature de la Ville de Paris, par un jury. Elle est actuellement à l'Assemblée (jusqu'au 20 juin), avant de rejoindre Paris (du 1^{er} août au 9 septembre, au CESP, 6, rue Maurice Ravel, 75015), elle ira ensuite à Villiers (du 15 au 30 septembre), à Montreuil (octobre), et aux Mureaux (novembre). Organisé par François Ray-Vidal avec le concours de Louis-Jean et du Centre de Recherche et d'Information sur la Littérature pour la Jeunesse (CRLJ), cette exposition destinée à être itinérante a reçu le patronage du ministère de la Culture et du ministère de l'Éducation Nationale et Sports. Un beau livret-catalogue de 48 pages et quelques mille copies de l'exposition (Renseignements: SPME, S.P. 19 — 92161 Boulogne cedex. Tél.: 685-57-16).

● GRANDES LARGEURS. la revue éditée par l'Association Henri Calet et les Éditions Le tout pour le tout, consacre son dernier numéro à « Lyon et ses écritures ». Au sommaire: une Petite mise à jour de Louis Calabrese, la Rencontre (avec Renée) de Jean Duvallier, les écritures de Journal de Renée, la grande est une pièce de Pierre Segal, une pièce pour marionnettes de Laurent Mourget, etc. (Printemps-été 1984. Numéros 9-10. Distribution: Dédicace, 75 F.)

● UN COLLOQUE INTERNATIONAL ET PLURIDISCIPLINAIRE SUR LA LECTURE LITTÉRAIRE. se tiendra à la faculté des lettres de Reims du 14 au 16 juin 1984. Ouvert par un exposé de Jena Gattegno, il comportera vingt communications primaires, notamment, par D. Andrieu, H. Billaud, R. Diller, C. Duche, A. Duta, J. Leclercq, G. Scarpetta, M. Selva. Renseignements: Michel Picard, faculté des lettres, 57140, rue Pierre-Traillat, 51095 Reims Cedex.

● LE QUINZIÈME GRAND PRIX LITTÉRAIRE DES LECTEURS DE «ELLE». dans la catégorie Romans a été décerné à Michel Ragon pour son livre *Les Mouches rouges de Choler* (Albin Michel). Dans la catégorie Document: le prix revient à *Mémoires de Stet*, de Claude Michonard (Paris).

● LA PREMIÈRE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE, ANCIENNEMENT à la Concorde. sera à la Cité de Paris, du 15 au 16 juin. Y seront proposés ainsi que les milliers d'ouvrages originaux destinés à la Bibliothèque des petits bibliothécaires des livres d'une très grande valeur. (Renseignements: SLAM, 72, rue Guy-Lemaire, 75005 Paris. Tél.: 533-46-38.) A cette occasion, sera présentée l'exposition « Diderot, ses œuvres et ses rapports avec la République ».

● UN SALON DU LIVRE, MIEUX D'ÉVALUÉ. sera à la Cité de Paris, du 14 au 15 juin. Y seront présentés des livres de la collection de la Province (Scheffé-Michel, de 14 h 30 à 19 heures).

Lettres étrangères

Les premiers pas de John Irving

Venir à la lecture, l'œuvre de John Irving, c'est venir à la lecture d'un auteur qui a écrit un roman de la littérature américaine, mais qui a aussi écrit un roman de la littérature française, *Le premier pas*, paru chez Grasset. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983.

Malgré les préjugés qu'il démontre, le roman de John Irving est un roman de la littérature américaine, mais qui a aussi écrit un roman de la littérature française, *Le premier pas*, paru chez Grasset. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983.

En 1978, John Irving a écrit un roman de la littérature américaine, mais qui a aussi écrit un roman de la littérature française, *Le premier pas*, paru chez Grasset. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983.

GABRIELLE SOUL

LE MARIAGE POISSONNIER, de John Irving, traduit de l'anglais par F. et G. Cornu. Le Seuil, 204 p., 75 F.

De national-socialisme au stalinisme

Si l'on veut aujourd'hui lire un roman, ce n'est plus du tout le grand roman de la littérature américaine qui fait l'objet de la lecture, mais le grand roman de la littérature française, *Le premier pas*, paru chez Grasset. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983.

En 1978, John Irving a écrit un roman de la littérature américaine, mais qui a aussi écrit un roman de la littérature française, *Le premier pas*, paru chez Grasset. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983. C'est un roman qui a été écrit en 1978, mais qui a été traduit en français en 1983.

(1) Éditions français révisées

Contre

Le magazine

René Jean-Claude: *Le monde*

Dissidence U.R.S.S.

Dissidence U.S.A.

N° 2

Chez J.M.

Retz, le grand seigneur du style

100

155

100

Je m'inscris

écrits intimes

« La Vérité blessée » de Marie-Alain Couturier

Le journal d'un dominicain qui fut l'ami de Julien Green, Joubert et Cocteau.

J'ENTENDS une voix qui vient de mon enfance, j'en reconnais les inflexions, la chaleur, parfois le sursaut. Je n'entends pas celle qui pourrait lui répondre, dans notre désert présent, écrit le philosophe Michel Serres dans son avant-propos à la Vérité blessée du Père Marie-Alain Couturier, religieux dominicain, né à Monbrison (Loire) en 1897 et mort à Paris en 1954.

Le Père Couturier appartient à la légende. Ami des plus grands écrivains (Julien Green, Joubert, Malraux, Cocteau...) et des plus grands artistes (Matisse, Léger, Picasso, Miro, Braque, Le Corbusier...), introducteur de l'art contemporain dans les édifices religieux (Assy, Venise, Audinour), animateur de la revue L'Art sacré.

Ce religieux, dont la seule présence tenait lieu de conscience, quand il arrivait à la nôtre de s'éclipser, selon le mot fameux de Marcel Jouhadou, n'était pas un dévot, si l'on entend par là un homme voué exclusivement à l'écriture. Pourtant, à sa mort, outre deux livres : Art et Catholicisme (1941) et Chroniques (1947), le Père Couturier laisse derrière lui des milliers de feuilles dans lesquels le Père Regamey allait puiser pour composer divers ouvrages : Discours de mariage, Se garder libre, L'Evangile est à l'extrême.

C'est la Mendi Foundation qui s'occupe maintenant des archives du Père Couturier. On doit à celle-ci la publication de la Vérité blessée, qui comporte pour l'essentiel le journal qu'il tint de 1939 à 1953.



Le Père Couturier, vu par Matisse.

Une notice biographique nous apprend qu'avant sa conversion - il se sentit « brusquement » appelé à la vie religieuse en passant à la Rotonde, boulevard du Montparnasse, le 2 février 1925 - il avait milité à l'Action française, ce qui explique sans doute la place

qu'occupe la politique dans son journal. Il y apparaît plus proche de Péguy ou de Bernanos, et même de ceux qu'on appellera bientôt les prêtres-ouvriers, que de Maurras.

Rien ne sert d'évangéliser les pauvres, répète le Père Couturier, si l'on n'a pas soulevé leur inadmissible misère et si les revendications de liberté et de justice sociale ne deviennent pas un des articles primordiaux de la prédication faite aux riches. Il avoue même se sentir proche des communistes. « Ils ne sont pas communistes, écrit-il, à cause de ce vieux pédon de génie mort il y a cent ans, et dont toutes les prophéties économiques ont été démenties par les faits : ils sont communistes parce qu'ils ont une certaine idée de la dignité de l'homme et des conditions véritables de sa liberté. »

moments ou des états d'âme, où... [la] ligne [est] si tenue et si pure entre le désir et l'enfer du vivre que pour un rien, par jeu, on passerait de l'autre côté.

Le Père Couturier cite volontiers ses amis : Malraux, Cocteau, Green, Matisse, Braque, comme pour retentir l'or du temps. Il sait qu'on oublie tout, même ces êtres, même ces œuvres qu'on a beaucoup aimés, beaucoup regardés. Mais il sait aussi que notre être s'est fait peu à peu de tout cela : « Les trésors de la mémoire sont des trésors perdus, mais vivants. Nous vivons d'eux sans le savoir, probablement. »

Et la religion dans ce journal ? Elle est d'abord sens du mystère. La grande angoisse augustinienne imprègne ces pages : « Si tu comprends, ce n'est pas Dieu ». Sur l'escalier, il faut dire où dans la nuit. « Hors de là, la « vérité », telle qu'on l'assène trop souvent en chaire, au confessionnal ou dans les livres de piété, finit par faire plus de mal que de bien. » Il faut enseigner la vérité, certes, mais une « vérité blessée » : tel est le sens du titre donné à ce livre.

L'œuvre se fait aussi contre l'artiste

Quant à l'art, qui est peut-être la seule lumière dans la nuit qui nous entoure, il va de soi pour le Père Couturier qu'il doit être indépendant de toute préoccupation morale ou religieuse. L'œuvre ne se fait pas seulement contre la société, mais aussi contre l'artiste. Lire ce journal, c'est entendre les paroles d'un homme de Dieu dépourvu de tout moralisme, appelant chacun à faire de sa vie une œuvre d'art.

Il reste à évoquer l'humour du Père Couturier. Il raconte que lorsqu'Oscar Wilde fut dénoncé et que la police vint l'arrêter, une foule nombreuse s'assembla devant sa maison et, comme il passait, le lui. Cependant un homme se déconvoit et respectueusement s'inclina. Wilde lui dit : « Monsieur, il y a des gens qui sont entrés au Paradis pour moins que cela. »

ROLAND JACCARD.

* LA VÉRITÉ BLESSÉE, de Marie-Alain Couturier. Plon, 442 p., 160 F.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 228-38-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuites.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.

HERVE CLAUDE CONDUITE A GAUCHE

Discretement onirique, baigné de mystère... Ce roman est d'une pudique mais entêtante séduction. Le Quotidien de Paris.



On ne peut rester insensible au charme délié de Conduite à gauche... V.S.D.



roman

Editions Ramsay

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages recensés font l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Un terrible récit.

Le roman troublant d'un crime patiemment prémédité contre soi...

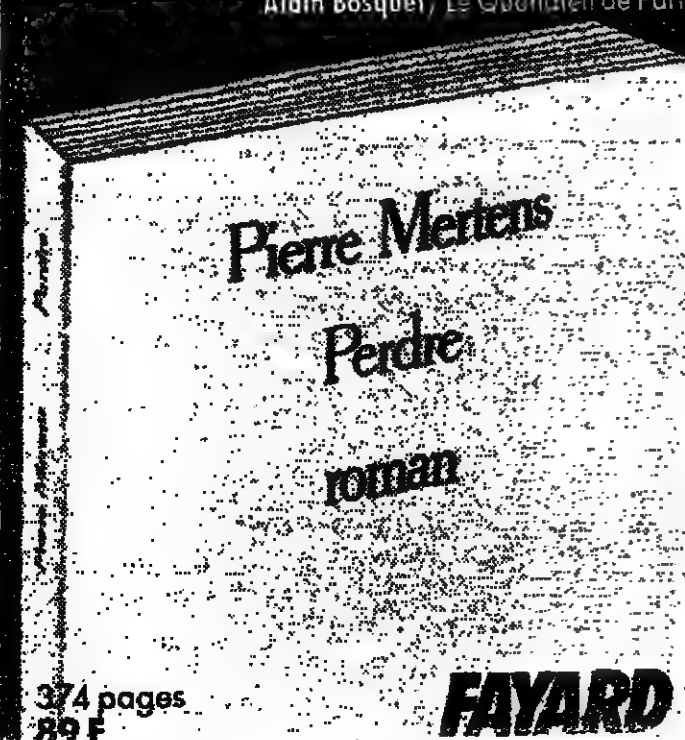
Roland Jaccard, Le Monde

Comme tous les grands livres, Perdre raconte plusieurs histoires dont une perspective générale obsédante assure l'unité. Ce livre plein de l'humour du désespoir nous renvoie implacablement à nous-mêmes. F.O. Rousseau, Le Matin de Paris

Un langage beau et véhément. Des splendeurs... Une lucidité atroce, l'audace des sacrilèges. Gilles Lapouge, La Quinzaine littéraire

Une descente aux enfers sublime, qui fouille nos manières d'aimer. Perdre : le roman d'amour des années 80... Superbe. Dominique Grisoni, La Magazine littéraire

L'intérêt constant et même exceptionnel d'un livre qui, dans une langue pulpeuse, sait jouer de toutes les musiques... Pierre Mertens est quelqu'un avec qui il faut compter. Alain Bosquet, Le Quotidien de Paris



374 pages 89 F

FAYARD

ANDRE TOSEL

SPINOZA

ou le crépuscule de la servitude

Essai sur le Traité théologico-politique

Une nouvelle lecture de ce livre-combat qui forge les concepts majeurs de l'Éthique à travers une critique radicale de l'État despotique et de la religion névrotique.

CAHIERS CONFRONTATION

Sous la direction de René Major

11. L'ÉTAT FREUDIEN

L'État est-il en passe de devenir freudien, ou la psychanalyse est-elle devenue un État dans l'État ?

Aubier

JACQUES RAPHAËL-LEYGUES GEORGES LEYGUES

le père de la marine



Diplômé et écrivain dans une tradition qui heureusement ne meurt pas, Jacques Raphaël-Leygues publie un livre intéressant, qui mérite attention, sous le titre : GEORGES LEYGUES, le père de la Marine. Il est le fils de la III^e République. Dans son livre, Jacques Raphaël-Leygues ouvre une parenthèse sur l'amiral Oudinot, un autre héros. Jacques Raphaël-Leygues semble en état de nous restituer, en une autre circonstance, un DAPRAM, grandeur nature. « J'ai connu », dit-il, « les plus grands personnages de son temps. Les notes qu'il m'a données pendant la Grande Guerre sont, sans doute, les plus intéressantes. »

Editions France-Empire

TOUT SUR LA POLOGNE

Littérature, histoire, sociologie, économie, philosophie, nouveautés, livres anciens, dictionnaires, manuels, en français et en polonais

LIBRAIRIE POLONAISE

123, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS

Tél. : 326-04-42

Alain Bosquet



Les Fêtes cruelles

roman

"Un apprentissage de la dérision, seule défense contre l'absurde et le tragique de notre condition. Le triomphant travail du verbe." Jacqueline Piatier/Le Monde

"Sa force d'expression se confond ici avec une force de frappe prodigieuse : l'ironie." André Brincourt/Le Figaro

"Un livre meurtri, dur, dérangeant, pathétique. Alain Bosquet est allé labourer au plus profond de lui-même." Françoise Xenakis/Le Matin

"Il faudrait remonter aux grands forcenés froids du 18^e siècle pour retrouver ce ton : il y a du Casanova dans ce flegmatique exalté." François Mourissier/Le Point

"Une dénonciation de la bassesse de la guerre." Jean Marcenac/L'Humanité

"L'élégance de l'écriture évoque les maîtres du 18^e siècle. Cette manière de ne jamais appuyer le trait et de filer au plus vite, c'est mieux qu'une leçon de style : une morale." Jean-Pierre Enard/V.S.D.

"Un bouleversant testament romanesque." Nicolas Bréhal/Le Quotidien de Paris





LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

de l'administration française
LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET LE CORPS DIPLOMATIQUE
FRANÇAIS

volume 1 : de l'ancien régime
au second empire
volume 2 : 1870-1980
ouvrage collectif
publié sous la direction
de Jean Baillet

• histoire générale des Affaires
étrangères, tant du corps diplo-
matique que de l'administration,
à partir d'études historiques, des
archives diplomatiques, de cor-
respondance, dossiers, papiers
d'agents fournissant de nombreux
documents inédits pour chacune
des 6 parties : administration cen-
trale, services extérieurs, action
diplomatique

volume 1 :
• l'ancien régime
• la révolution, le consulat et
l'empire
• de la restauration au second
empire
16 x 24 / 896 p. / relié
4 cart. / 18 pl. ill. h. t. (2 en coul.)
ISBN 2-222-23115-2 398 F

volume 2 :
• 1870-1914
• 1914-1939
• 1939-1945
16 x 24 / 1 042 p. / relié
4 cart. / 18 pl. ill. h. t. (2 en coul.)
ISBN 2-222-23117-1 438 F

RAFFEL, J.
Le conseil d'Etat
ISBN 2-222-01672-X 276 F
Le Corps des Ponts et Chaussées
ISBN 2-222-02287-8 390 F

ATLAS HISTORIQUE
DES VILLES DE FRANCE
sous la direction de Ch. Higoumet
J.S. Marquet, Ph. Wolff

• études graphiques en huit cou-
leurs de cartographie historique
• présentation de types de villes
• développement topographique
avant l'ère industrielle • plan,
structure parcellaire, chronologie
monumentale sur fond central
ancien au 1/2 500° • notices
32 x 42 / notices, cartes, légendes
sous dossier

ISBN 2-222-03286-9 Rouen 48 F
ISBN 2-222-03287-7 Abbeville 48 F
ISBN 2-222-03288-5 Montauban 48 F
ISBN 2-222-03289-3 Cahors 48 F
ISBN 2-222-03290-1 Pigeac 48 F

JEAN MOULIN
ET LE CONSEIL NATIONAL
DE LA RÉSISTANCE
études et témoignages
direction : François Bédaride
Jean-Marie Auzan
textes : Daniel Cordier

• actes de la journée d'études
du 8 juin 1983 regroupant his-
toriens et auteurs : mise au point
nouveau et vivante sur l'action
de Jean Moulin et la genèse du
conseil national de la Résistance
• l'étude faisait suite renou-
velant la connaissance des années
1942-1943
16 x 21 / 122 p. / dos collé
ISBN 2-222-04665-4 48 F

REVENTONNE
DES HISTORIENS FRANÇAIS
POUR LA PÉRIODE MODERNE
ET CONTEMPORAINE
Ariste Faguerre, Régine Ferré

• 1 287 notices individuelles
concernant des historiens en activité
(y compris ceux appartenant à
d'autres disciplines : droit, litté-
rature, ...) : identité, thèmes et
recherches poursuivies, publications
• index thématique, chronologi-
que, géographique • instrument
de consultation pour les cher-
cheurs français et étrangers
16 x 24 / 350 p. / broché
ISBN 2-222-03285-X 260 F

• La Liquière (Calvados, Gard),
village du premier âge du fer en
Languedoc oriental, par M. Py
270 F

• Le titre et le poids de fin des
monnaies sous le règne de Phi-
lippe-Auguste (1180-1223) / cahiers
Ernest Babelon / 1, par Fr. Du-
mes, J. N. Barrandon 80 F

• Ordonnance des rois de France,
régne de François I^{er} (tome
3^e partie) 300 F

• Personnalités et communes de
France - dictionnaire d'histoire
administrative et démographique
• 1680 180 F

• Les Morlaques et leur temps
250 F

• Grande notables du premier
Empire (volumes 10, Meurthe, Mo-
selle, Meuse) 70 F

• Les commanderies des Tem-
pliers et des Hospitaliers de saint
Jean de Jérusalem, en Saintonge
et en Anjou, par A. M. Lagras 80 F

• Théaurus (histoire médiévale
- documents diplomatiques et judi-
ciaires) 80 F

• Hongrois et Français, de
Louis XIV à la Révolution fran-
çaise, par B. Kópeczi 100 F

• Le temps chrétien, de la fin de
l'antiquité au moyen âge (III^e-XIII^e
siècles) 400 F

Editions du CNRS

lettres américaines

La mémoire onirique de Frédéric Prokosch

• « Voix dans la nuit », une autobio-
graphie spirituelle.

Le père de Frédéric Prokosch
était venu d'Autriche en
Amérique où il fonda une fa-
mille. Il se voua à l'histoire des lan-
gues indo-européennes et la Yale
University Press publia son ouvrage
magistral à titre posthume. Le jeune
Frédéric partageait ses passions
naissantes entre le tennis et la chasse
aux papillons. S'il abandonna le
tennis, il resta, et resta, un lépidop-
tériste célèbre et fasciné. Le livre de
souvenirs qu'il vient de publier, *Voix
dans la nuit*, donne à penser qu'il
traite les hommes comme il traitait
les papillons : avec un amour surveil-
lé, une attention jalouse, et une in-
vention constante. Cet ouvrage est
autre chose qu'un livre de Mé-
moires : le passé y est saisi comme
révélé à jamais ; l'auteur le laisse à
la distance vaguement onirique qui
nous sépare de lui : c'est le domaine
du clair-obscur.

Le miracle tient en ceci, que le
mémoirelisme donne vie à des fan-
tômes qui restent des fantômes, et
non de ces faux vivants qui sont
pires que les morts. C'est que Frédé-
ric Prokosch, bien que trop négligé
de nos jours, demeure l'un des très
grands écrivains américains de la gé-
nération des années 1930. Lorsqu'il
publia, alors, son premier roman, *Les
Asiatiques*, le nouveau-né du propos
fut aussitôt reconnu, et le succès
fut immédiat. Prokosch venait d'in-
venter la géographie comme roman.

Il poursuivit sa tentative avec *Sept
fugitifs*, publié aux États-Unis en
1937.

**L'artiste comme héros
et comme énigme**

Dans *Sept fugitifs*, Frédéric Pro-
kosch montre six hommes et une
femme obligés de quitter le Sin-
Kiang d'où ils chassent la guerre ci-
ville. Dans une ville des plus
étranges, Alton, ils sont contraints
de se séparer. Dès lors, ces destinées
éparses vont ouvrir le livre comme
s'ouvrent les feuilles d'un éventail.
Nous allons suivre chacun dans sa
quête. Mais la quête de quoi ? Voilà
le mystère que désigne Frédéric Pro-
kosch. Et l'un des personnages dira :
« Ce pays n'est pas l'Asie ! C'est le
pays des démons ! ». Le plus éton-
nant, c'est que Frédéric Prokosch ne
connaissait aucunement les pays
dont il parlait. Il en visita
quelques-uns une trentaine d'années
plus tard. L'Asie des *Asiatiques* et
des *Sept fugitifs* n'est pas l'Asie ro-
manesque, mais très exactement
l'Asie du roman. C'était l'invention
de Prokosch.

C'est qui caractérise ses romans,
ce sont les sens du fantastique intérieur,
et, plus encore, l'intensité de la ques-
tion qu'ils ne cessent de poser : celle
du destin. Styliste sans complai-
sance, l'auteur rejette tous les signes
qui seraient trop évidents, refuse
toute démonstration, évite le discursif.
Son œuvre questionne sur la vie,
sur la mort, sur l'amour, sur l'ar-
tiste, non point en tant que discours,
mais en tant qu'œuvre. Il n'y a pas, quel-

que part dans l'arrière-texte, un Pro-
kosch philosophe ; il n'y a, tout
simplement, qu'un Prokosch écrivain.
En relisant aujourd'hui *Sept fugitifs*, on
comprend que Marguerite Yourcen-
ar ait voulu mettre ce texte en fran-
çais. La traduction s'est perdue lors
de l'entrée des troupes allemandes
dans Paris.

L'interrogation sur l'art, et sur la
place de l'artiste dans le monde,
tient chez Prokosch une place essen-
tielle. Il l'avoue lorsqu'il écrit au dé-
but de *Voix dans la nuit* que son li-
vre est « un voyage à la recherche
de l'artiste en tant que héros, en
tant qu'ennemi, en tant que martyr,
en tant que révélation et enfin en
tant que fragment de l'humanité ».

Voix dans la nuit est un ouvrage
double : c'est une autobiographie
spirituelle, et, dans le même temps,
c'est un témoignage précieux sur
quelques grandes figures de notre
temps. « Je souffre d'une maladie
que l'on appelle « remémoration to-
tale », confie Prokosch. Je me sou-
viens du moindre détail visuel et ol-
factif d'une rencontre, et les
intonations vocales continuent de
résonner à mes oreilles. Mais, pis
encore, j'entends les silences, les ré-
verbérations inaudibles. » C'est
exactement ce qu'il nous restitue
lorsqu'il fait parler Karen Blinn,
André Malraux, George Santayana,
Nabokov ou Thomas Mann.

Le trait qui dévoile

Prokosch a le sens des traits qui il-
lustrent et qui dévoilent. Comment
oublier la baignade de Dylan
Thomas à Ostie ? Ou le repas
chinois de Thomas Wolfe à Wa-
shington Square ? Ou encore les
vêtements de Austen à Capri ? Ces
traits servent aussi d'exotisme et de
conjonction. C'est à Bilguin que
Prokosch revêt Gertrude Stein et
Alton Tokias. Gertrude Stein le ter-
rifie. Alors, il le montre, elle et
Alton, penchés sur des plans de
radio : « Je ne voyais que leurs der-
rières - celui de Gertrude, large ;
celui d'Alton, très étroit, anguleux,
valant mieux. La vue de leurs der-
rières me toucha et me rassura. »
Je ne suis pas sûr de me souvenir
vraiment des poèmes d'Edith Sit-
well, mais ayant lu *Voix dans la nuit*,
je n'oublierai certainement
plus la crotte à la mayonnaise
qu'involontairement Edmund Wil-
son laisse tomber sur sa chevelure de
poète, où le cratère se mit à res-
sembler à un bijou sauvage et oscil-
lant.

L'une des raisons, avoue Frédéric
Prokosch, d'avoir écrit ce livre et
d'avoir noté tous ces petits dia-
logues, fut d'accomplir un genre de
rituel : mettre à l'abri un fragment
vivant, une relique humaine, comme
l'ongle d'un doigt de saint.

HUBERT JURN.

★ **VOIX DANS LA NUIT**, de
Frédéric Prokosch, traduit de l'an-
glais par Léo Diké, Payot, 362 p.,
98 F.

★ **SEPT FUGITIFS**, de Frédé-
ric Prokosch, traduit de l'anglais
par Rose Celli et Jean Smith, Gal-
limard, collection « l'imaginaire »,
306 p., 33 F.



TAIWAN

De grands écrivains au large du continent

Du mouvement antijaponais à la révolte contre l'Occident

La littérature moderne de Tai-
wan est profondément liée à
son histoire. Pendant la pé-
riode de la colonisation japonaise
(de 1895 à 1945), elle s'est affirmée
comme une branche du mouvement
culturel antijaponais. Aussi les œu-
vres de cette période ont-elles sur-
tout privilégié des thèmes antio-
rientalistes et anti-impérialistes. Les
écrivains importants de cette époque
sont Lai He, Li Hsiao et Yang Gai.

Après la libération de Taiwan, en
1945, la littérature de l'île subit l'in-
fluence des productions continen-
tales des années 30 et 40. Mais
celles-ci n'ont pas le temps de se
marquer profondément. En 1950, en
effet, éclate la guerre de Corée ; elle
entraîne de vastes purges politiques
dans l'île, avec pour résultat l'aban-
donnement de toute création litté-
raire originale. Les seuls écrivains actifs
sont alors ceux qui ont suivi le gou-
vernement du Guomindang dans son
exil à Taiwan et qui emportent le
régime.

Mais les seules contraintes politi-
ques ne sauraient tout expliquer.
Des facteurs linguistiques ont en
effet joué un rôle important. Tout au
moins, à ce moment, il y a le char-
nière de deux époques historiques
différentes. La littérature parvient
mal à se dégager d'un outillage bilingue
qui mêle le chinois et le japonais. Et
sous les historiens sont d'accord au-
jourd'hui pour reconnaître que les
nouveaux écrivains venus du conti-
nent, s'ils n'ont pas produit d'œuvres
remarquables, ont au moins joué un
rôle primordial en imposant peu à
peu la langue chinoise comme
moyen essentiel de l'expression litté-
raire. Les plus connus des auteurs
représentant cette génération sont
Jiang Gu, Sima Zhongyan et Zhu
Xinling.

Après la guerre de Corée, Taiwan
tombe sous la dépendance politique
et économique des États-Unis, et les
modèles culturels américains com-
mencent à envahir les domaines li-
téraires et artistiques. Cette influence
américaine va de pair avec la mo-
dité d'un certain libéralisme chez les
intellectuels taiwanais ; des critiques
du régime violent le jour dans les an-
nées 60 : certaines (celles de Yin
Hsiangang, par exemple) s'adressent à
l'intelligence, d'autres mobilisent
plutôt les classes moyennes et popu-
laires (celles de Bo Yang, notam-
ment).

Après la guerre de Corée, Taiwan
tombe sous la dépendance politique
et économique des États-Unis, et les
modèles culturels américains com-
mencent à envahir les domaines li-
téraires et artistiques. Cette influence
américaine va de pair avec la mo-
dité d'un certain libéralisme chez les
intellectuels taiwanais ; des critiques
du régime violent le jour dans les an-
nées 60 : certaines (celles de Yin
Hsiangang, par exemple) s'adressent à
l'intelligence, d'autres mobilisent
plutôt les classes moyennes et popu-
laires (celles de Bo Yang, notam-
ment).

DEUX ROMANS

Brigands et paysans dans la Chine du Nord

DANS la production littéraire
chinoise d'avant 1949, peu
d'œuvres se sont attachées à
décrire les campagnes du Nord.
Deux romans, l'un du continent,
l'autre de Taiwan, qui viennent
d'être traduits en français, combient
cette lacune.

La Longue Nuit est une œuvre au-
tobiographique quelque peu insolite.
Elle raconte l'histoire d'un rapt. Au
cours de l'hiver 1924, des voyageurs
sont enlevés par une bande de hor-
laux du Hsienan, qui attend, pour les
libérer, le paiement d'une rançon.
Parmi les otages, Jusheng, un enfant
de quatorze ans, et son frère aîné.
Ce dernier sera enfermé dans un ci-
chet avec les autres prisonniers et vi-
vra sa captivité dans la hantise qua-
tidienne d'être exécuté pour
l'exemple, ou d'être mutilé d'une
oreille pour que la remise de la ran-
çon soit accélérée. Jusheng a de la
chance : son jeune âge, sa grâce et
son raffinement le sauvent : il est re-
cueilli par un bandit qui le traite
comme son fils adoptif, à défaut de
pouvoir en faire son gendre. Et il
gagne peu à peu la sympathie de ses
ravageurs, dont il partage l'exis-
tence aventureuse.

L'auteur, Yao Xueyin, qui préside
actuellement l'Association des ar-
tistes et écrivains de la province du
Hubei, a vécu lui-même cette expé-
rience. En 1924, il avait l'âge de Ju-
sheng. Cela explique sans doute la
force poétique de ce récit, et la
précision avec laquelle sont décrits
les brigands et les paysans de la
Chine du Nord à cette époque.

En effet, en dehors de l'intrigue
elle-même - une histoire quasi poli-
cière qui maintient l'attention du
lecteur tout au long du livre, - l'in-
trigue est surtout sociologique.
Les brigands sont des paysans
que la misère a contraints de s'en-
fermer dans des bandes armées. Mais,
de même que les fermiers ne possè-
dent pas la terre qu'ils cultivent, cer-
tains d'entre eux ne sont pas proprié-
taires des terres qu'ils cultivent.

Dans les années 1970, Taiwan subit
de graves revers diplomatiques
après les changements de politique
internationale qui apparaissent en
Occident, ponctuels sur le désir d'en
finir avec la guerre froide. Des senti-
ments nationalistes agitent les écri-
vains, et l'on commence à critiquer
l'occidentalisation de la littérature.

Plusieurs débats importants se cou-
rent alors les cercles littéraires et
artistiques. Un premier mouvement
intitulé « *Poténique sur la poésie
moderne* » prend pour cible la poé-
sie calquée sur celle de l'Occident ;
elle est accusée de détruire la langue
chinoise, de rester sourde aux pro-
blèmes réels de la société et d'exal-
ter des valeurs élitistes. Puis les dis-
cussions s'élargissent peu à peu, et
se poursuivent en 1977 avec la Poé-
tique sur la littérature du terroir.

Ce nouveau débat est plus com-
mun, car les bureaucrates du gouverne-
ment, s'occupant de questions cultu-
relles, sont intervenus directement.
Les influences occidentales sont
abondamment critiquées et les ten-
sions de cette « *littérature du ter-
roir* » préconisent des œuvres popu-
laires, réalistes, mettant en scène la
vie urbaine et la vie paysanne,
écrites dans un style simple, évitant
la recherche stylistique, utilisant
une syntaxe et un vocabulaire puis-
sant largement dans le dialecte de
Taiwan.

L'affirmation de ces nouveaux ob-
jectifs, bien tardive si l'on compare
la littérature de Taiwan avec les au-
tres littératures du tiers-monde
(Philippines, pays d'Amérique la-
tine), permet aux écrivains de se dé-
marquer des courants modernistes
occidentaux et de s'appliquer, désor-
mais, à dépeindre la vie réelle de la
population à l'aide d'une langue
chinoise pure et dépouillée de tout
néologisme ou « *chinglish* ». Parmi
les écrivains qui se sont engagés
dans cette direction, on trouve quel-
ques romanciers de la génération des
années 1930, comme Wu Zhulin,
Zhong Lih, Zhong Qingwen ; d'au-
tres, de la génération des années 50 :
Huang Chongming, Wang Zhonghe
et Li Qiao ; d'autres, enfin, de la
génération : Song Zhai et
Huang Fan, qui sont certainement

Les auteurs les plus appréciés au-
jourd'hui à Taiwan.
Les deux écrivains qui vivent aux
États-Unis et qui sont déjà très
connus dans le monde littéraire in-
ternational, Chen Ruoxi et Bai Xian
yong n'étaient pas à Taiwan lors de
la naissance du Mouvement pour la
littérature du terroir. Ils n'ont pas
moins apporté leur soutien actif.
Il est sûr que Taiwan peut main-
tenir jouer un rôle non négligeable
au sein de la littérature mondiale et
surtout au sein de la littérature du
tiers-monde. Il lui faut cependant ré-
pondre un dilemme angoissant : s'affir-
mer indépendamment de la litté-
rature chinoise continentale ou
s'intégrer à celle-ci ?

CHEN YINGZHEN.
(Traduction d'Alain Peyraube.)

★ CHEN YINGZHEN, écrivain taiwanais,
né en 1937 dans le district de Taipei, a
été incarcéré à Ludao (Île Verte) de
1968 à 1975 pour « subversion politi-
que ». Ses œuvres les plus importantes
sont *La Foudre* (1976), *Le Petit Ma-
linois* (1976), *Le Cœur de jade* (1980),
Les Nuages (1983). Un recueil de nou-
velles de Chen paraîtra prochainement
aux États-Unis, dans une traduction de
Lucien Miller.

★ SAYONARA, AU RE-
VOIR, de Hsiao Chongming. Tra-
duction de M. Roy et M. Riquès.
Payot-Picard, 1979, 2^e p., 20 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de
Teh-mei K'ang (Chen Ying-
zheng). Traduction de J. Roches. Amé-
rique, 1984, 224 p.

D'autres œuvres ont été tra-
duites en français, mais n'ont pas
encore été publiées :

★ GENS DE TAÏPEI, de
Hsiao Chongming (Bai Xianyong). Re-
cueil de nouvelles traduites par
J. Peyraube.

★ NOUVELLES ET ESSAIS
SATIRIQUES, de Bo Yang. Tra-
duction de C. Combarieu.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

★ LA LONGUE NUIT, de Yao
Xueyin. Traduit du chinois par Li
Teh-bean et Jacques Azzou. Flama-
rio, 341 p., 85 F.

★ L'INNOCENT DU VIL-
LAGE AUX ROSEAUX, de Teh-mei
K'ang. Traduction de Jacques Roches. Amé-
rique, 224 p., 69 F.

VOYAGES

De grands écrivains au large du continent

Du mouvement antijaponais à la révolte contre l'Occident

La littérature moderne de Tai-
wan est profondément liée à
son histoire. Pendant la pé-
riode de la colonisation japonaise
(de 1895 à 1945), elle s'est affirmée
comme une branche du mouvement
culturel antijaponais. Aussi les œu-
vres de cette période ont-elles sur-
tout privilégié des thèmes antio-
rientalistes et anti-impérialistes. Les
écrivains importants de cette époque
sont Lai He, Li Hsiao et Yang Gai.

Après la libération de Taiwan, en
1945, la littérature de l'île subit l'in-
fluence des productions continen-
tales des années 30 et 40. Mais
celles-ci n'ont pas le temps de se
marquer profondément. En 1950, en
effet, éclate la guerre de Corée ; elle
entraîne de vastes purges politiques
dans l'île, avec pour résultat l'aban-
donnement de toute création litté-
raire originale. Les seuls écrivains actifs
sont alors ceux qui ont suivi le gou-
vernement du Guomindang dans son
exil à Taiwan et qui emportent le
régime.

Mais les seules contraintes politi-
ques ne sauraient tout expliquer.
Des facteurs linguistiques ont en
effet joué un rôle important. Tout au
moins, à ce moment, il y a le char-
nière de deux époques historiques
différentes. La littérature parvient
mal à se dégager d'un outillage bilingue
qui mêle le chinois et le japonais. Et
sous les historiens sont d'accord au-
jourd'hui pour reconnaître que les
nouveaux écrivains venus du conti-
nent, s'ils n'ont pas produit d'œuvres
remarquables, ont au moins joué un
rôle primordial en imposant peu à
peu la langue chinoise comme
moyen essentiel de l'expression litté-
raire. Les plus connus des auteurs
représentant cette génération sont
Jiang Gu, Sima Zhongyan et Zhu
Xinling.

Après la guerre de Corée, Taiwan
tombe sous la dépendance politique
et économique des États-Unis, et les
modèles culturels américains com-
mencent à envahir les domaines li-
téraires et artistiques. Cette influence
américaine va de pair avec la mo-
dité d'un certain libéralisme chez les
intellectuels taiwanais ; des critiques
du régime violent le jour dans les an-
nées 60 : certaines (celles de Yin
Hsiangang, par exemple) s'adressent à
l'intelligence, d'autres mobilisent
plutôt les classes moyennes et popu-
laires (celles de Bo Yang, notam-
ment).

LES sinologues occidentaux ont longtemps ignoré la littérature de Taiwan. Ils la croyaient trop fortement marquée par divers courants américains, ils la jugeaient inapte à se dégager de modes d'expression qui ne lui convenaient pas et capable seulement de produire les copies médiocres, fades et ternes de chefs-d'œuvre internationaux.

Depuis quelques années - peut-être depuis que la République populaire de Chine accorde une attention croissante à la technique des écrivains de Taïwan et publie des recueils de leurs œuvres choisies - les Occidentaux ont commencé à

apprécier cette littérature et à lui reconnaître une importance d'autant plus grande que l'intérêt pour la Chine populaire s'accroît.

Aux Etats-Unis, plusieurs colloques et « tables rondes » ont été consacrés récemment aux différents composants qui définissent la littérature de Taïwan : « littérature d'aéroport » (qui évoque les souhaits des gens désireux de quitter l'île pour l'Occident), « littérature du souverain » (qui dépiste les problèmes des exilés continentaux) et « littérature du terroir » (qui s'attache à décrire les réalités de la vie

société proprement taïwanaise). Et des traductions d'œuvres de Bai Xianrong, Chen Ruoxi, Chen Yingzhen, Bo Yang, Huang Chunming sont en cours ou ont déjà vu le jour.

Le public français ne dispose pour l'instant que de quelques textes de Chen Ruoxi, de Chou Jiyong et de Huang Chunming. Nous avons demandé à deux écrivains, Bo Yang et Chen Yingzhen, de s'exprimer sur leur propre littérature et sur leurs problèmes de création, et à Jacques Pimpaneau de nous présenter Bai Xianyang, le plus célèbre des auteurs de Taiwan.

BO YANG, de son vrai nom Guo Yidong, est sans conteste un des écrivains les plus représentatifs de la littérature de Taïwan. Né en 1920 à Kaifeng (province du Henan), il quitte la Chine continentale en 1949 pour Taïwan. Il s'y fait rapidement connaître et apprécier pour son style incisif, son humour et sa verve satirique qui s'opposent

gne personne. En 1967, Bo Yang traduit une bande dessinée de Popeye, représentant un père et son fils en train de deviser pour savoir lequel des deux doit se présenter à la présidence de la République.

Cette iconoclaste à l'égard de M. Jian Hschi (Tchang Kai-chek), qui s'apprête à

mettre en place son fils Jiang Jingguo pour lui succéder ? Bo Yang s'en défend. Toujours est-il qu'il est arrêté par la sûreté et condamné à huit ans de prison.

Il s'explique, ci-dessous, dans un entretien avec Alain Peyraube.

• **Comment se sont passées vos années de prison? Qu'est-ce qui a été le plus dur pour vous?**

— Le début et la fin. Au début,

[illegible]

- Est-ce que les Interrogatoires continuaient? Étiez-vous obligé de confesser à vos geôliers des « mauvaises pensées », de vous livrer régulièrement à des autocritiques?

Nous, le système carcéral de Taiwan est différent de celui de la Chine continentale. Habituellement, à Taiwan, une fois que vous avez été condamné, on vous laisse travailler. Vous n'êtes plus, en principe, maltraités. J'ai quand même eu peur, à nouveau, après avoir subi ma peine. Je suis bien sorti de prison, mais on m'a gardé dans l'île de Looeou où j'ai été placé en résidence surveillée. Là, j'ai perdu tout contact avec le monde extérieur. On nous interdit d'avoir des amis et de nous libérer. C'était terrible. Je ne pouvais parler à personne. Tous les jours, l'attente, l'angoisse. Enfin, un jour, grâce à l'administration Carter et à sa politique des droits de l'homme.

— Les nouvelles et les essais satiriques occupent une place importante dans votre œuvre. Avez-vous une préférence pour ces formes d'expression?

— Non, pas vraiment. Cependant les lecteurs les préfèrent. Je crois aussi que pour développer les thèmes qui m'intéressent (par exemple le brocarder la bêtise, la suffisance de l'hypocrisie humaine), je me suis plus à l'aise dans le cadre de l'essai satirique, bien sûr, mais aussi de la nouvelle. Courte, celle-ci, et elle doit naître de suite à l'essentiel. C'est donc difficilement l'encombre de détails superflus ou de minuties psychologiques qui rendent peut-être moins compte de la complexité d'un personnage mais qui finissent par définir l'essentiel dans des caractères humains.

— Récemment, vous avez publié un roman historique et vous êtes en train de traduire en

chinois moderne l'œuvre d'un historien du onzième siècle. Est-ce un tournant dans votre carrière d'écrivain ?

- Je ne sais pas encore. Peut-être pas. Je ne reviendrais sûrement pas aux essais ni aux nouvelles. Mon intérêt pour l'histoire s'est beaucoup développé alors que j'étais en prison. Je ne pense pas que l'œuvre historique puisse être un genre littéraire mineur. Il ne faut pas considérer qu'elle a un rôle primordial à jouer, maintenant, à l'airain. Un danger d'acculturation menace les jeunes générations. Il faut qu'elles découvrent l'importance de la culture et de l'humanisme classiques, et aussi, bien sûr, les turpitudes des élites dirigeantes de la Chine ancienne.

On trouve dans le passé quantité d'œuvres remarquables. Mais elles sont inaccessibles à une grande majorité de la population, car écrites dans une langue classique difficile. Voilà pourquoi j'ai décidé de traduire le *Miroir de la compréhension* pour aider le gouvernement de Sinaï. C'est une chronique historique, allant de 403 avant JC à 959 après JC. Vous savez, la traduction, c'est aussi

ce domaine. Mais on m'a donné ce poste sans doute pour « réparer » les injustices qu'on m'avait fait subir. Je me rends à mon bureau une fois par semaine pour prendre mon

par semaine, pour prendre mon
courrier. Le reste du temps, je suis
chez moi et j'écris ce qui m'inté-
resse. On me laisse en paix. J'ai des
amis au Guomindang, d'autres dans
l'opposition, personne n'y trouve à
redire. L'atmosphère à Taïwan a
passablement changé ces dernières
années, positivement, cela s'entend.

- Où pensez-vous que les gens aient davantage de libertés ? A Taiwan ou en Chine continentale ?

- A Taiwan, c'est évident. Les témoignages les plus récents que j'ai pu avoir sur la situation en Chine populaire sont accablants. Si j'étais à Pékin, je serais certainement encore en prison. J'aurais peut-être été libéré à la suite d'un de ces éphémères mouvements de libéralisation comme il s'en produit tous les vingt ans, mais j'aurais vite repris le chemin des camps car il m'est impossible de me taire et de courber l'échine, même à mon âge.

Propos recueillis par
ALAIN PEYRAUBE

DOMINIQUE GARMIER

**La femme
publique**

ROMAN

un livre
un film

PAI HSIEN-YUNG (Bai Xian-yong) n'est pas un écrivain "normal" : son œuvre est une envergure internationale et dépasse de très loin celle des autres écrivains chinois contemporains, qu'ils soient de Taïwan ou de Chine populaire. Si l'on peut parler d'un renouveau littéraire à Taïwan, c'est aussi à Pai Hsien-yung qu'on le doit, grâce au mouvement qu'il avait lancé autour de la revue *Littérature*, fondée par lui. Sans doute n'ai-je à faire d'un écrivain socialement et politiquement engagé, du Taïpeï et soutenant vivement dans un pays où souffle le vent de l'histoire, il est parti s'installer en Californie.

**Cette beauté froide
qui séduit**

Ses trois premiers recueils de nouvelles évoquent principalement deux types de personnages : ceux que les événements contemporains ont rejeté à Taiwan, êtres pathétiques qui vivent dans un rêve révolu et s'accrochent à des valeurs désuètes en essayant maladroitement de

s'adapter; et ceux qui se sont exilés aux Etats-Unis, où ils deviennent des « misfits » et se retrouvent confrontés avec leurs enfants soucieux d'être assimilés.

Des personnages féminins, des enfants et des homosexuels, Pai Hsien-yung a tracé des portraits que peu d'écrivains ont égalés : beautés froides qui séduisent les hommes malgré elle, jeunes fille qui ressemble à quelque « divinité descendue sur terre », jeunes homosexuels de son dernier livre, *Fils dénaturés*, qui n'ont pu s'identifier à la nuit glacée de leurs parents et en rejeter radicalement les valeurs qu'en se réfugiant dans le monde trouble du Grand Parc de Taïpeï.

Pai Hsien-yung a su à la fois reprendre la grande tradition chinoise de la nouvelle qui, derrière un simple événement, fait vibrer tout un univers, créer un langage littéraire résolument nouveau, et rendre présents des personnages entièrement chinois, mais proches de nous par leur modernité.

JACQUES PIMPANNEAU.

autrement
ALBUMS

CONCOURS
"LIVRES D'ÉTÉ"
du 21 Mai au 4 Juillet 84
1^{er} PRIX :
UN VOYAGE EN CHINE
et 500 autres priv. sent à gagner.
Procédure - voir les bulletins
sur place et en librairie.

LA PROCURE

La Librairie aux 45 Miroirs
3 Rue de Ménilmontant 75006 Paris (Métro Saint-Sulpice) Tél : (1) 548.20.25

est le troisième livre d'Edouard Kouznetsov, ce dissident soviétique célèbre par sa tentative de détournement d'avion pour fuir l'URSS. Acte qui lui valut à l'époque une peine de mort bientôt commuée en quinze ans de travaux forcés, sous la pression de l'opinion occidentale.

Si ses deux premiers ouvrages étaient un témoignage sur la vie des camps, soutenu par une réflexion puissante et originale sur le système soviétique – mais qui se recommandaient déjà par d'indéniables qualités d'écriture –, le troisième, écrit dans l'émigration, marque la véritable entrée de Kouznetsov en littérature.

Mireille Kogan, La Quinzaine littéraire

Edouard Kouznetsov
Roman russe

mm2D

Par l'auteur du
Journal
condamné à mort

322 pages
89 F

FAYARD

romans

« Va à Moscou, et épouse ma copine »

● Faut-il se marier pour rendre service ?

« Tu veux épouser une russe ? »

« Chiche ! »

Parce qu'il est quelqu'un qui ne sait pas dire non, Joseph va se trouver le héros (?) d'une curieuse aventure de notre temps. Lui qui n'a pas la mystique du mariage mais qui est prêt à rendre service, lui qui s'est mis quelques fois à Bruxelles, entre de multiples « petites amies » et des articles sur les moments « compensatoires » ou les tarifs douaniers, lui qui aurait bien adhéré au PCF lors de la dernière Fête de « l'Huma » si la fille qu'il voulait embrasser le lui avait demandé, lui qui ne connaît rien aux démocraties populaires, il n'a pu résister à la proposition que lui a faite une collègue, Martine.

Belle, grande, dotée pour tout, passionnée par la langue russe et par la Russie, Martine impressionne beaucoup Joseph ; depuis le lycée, elle a une « correspondance » à Moscou, Katia, qui lui a fait comprendre son pays et à qui elle a promis de faire connaître la France ; une amie d'adolescence qui se poursuit depuis vingt ans. Quand il apprend que Katia a un fils, né d'un premier mariage, Joseph accepte : il ramènera ensemble celle qu'il appelle déjà sa « fiancée » et le petit garçon.

« Pas simple pour un Français, né à Constantinople, résidant à Bruxelles, travaillant pour des journaux français, marié une première fois à Grenoble et divorcé à Paris, de rassembler les papiers nécessaires pour épouser une Soviétique à Moscou. Je cherchais le collie jusqu'à la fin », se dit le héros dès qu'il commence la course d'obstacles qui va le mener trois fois à Moscou, entre le printemps et l'automne de 1980 : trois séjours pour faire connaissance de sa « fiancée », puis des diverses administrations soviétiques et françaises afin d'obtenir les papiers nécessaires au mariage. Joseph corrompt, s'il le faut, les fonctionnaires à coups de Chanel n° 5 en ce bel été de fête des Jeux olympiques. Jusqu'à « da » prononcé au Palais des mariages. Jusqu'à l'arrivée en France de la mariée. Jusqu'au divorce. Comme prévu.

Il est quand même un peu fleur bleue, Joseph ; il voudrait bien croire que c'est un mariage pour de bon. « Je ne suis pas là pour tomber amoureux, mais ça s'élèverait bien à l'histoire et elle était belle », se dit-il en l'attendant, la première fois devant l'Hôtel National. Elle est charmante, fine, distinguée, d'une autre époque, parle un français chantant et, tout de suite, ce n'est pas le coup de foudre, mais la complicité. Ils se découvrent des points communs, rient des mêmes choses : il a été chez les louvettes et elle

chez les pionniers et ils ont été tous deux renvoyés pour mauvais esprit : elle aussi a horreur de se lever tôt ; il lui promet : « A Noël, tu seras à Paris, j'en suis sûr. »

Ilendra son contrat, le pied-noir déraciné chez les Belges ; il déracinera la petite russe et son fils, un « sardou », et il s'installera à peine lorsqu'il entendra Katia tout critiquer de l'Occident (« Si j'ai quitté la Russie, c'est bien pour avoir le droit de critiquer ce que je veux », dit-elle). Il a beaucoup appris sur la vie soviétique. Elle s'est brouillée avec Martine, elle est devenue française (« Maintenant, je peux aller où je veux... sauf chez moi »), elle n'arrive pas à travailler, à trouver sa place dans cette société étrangère (« Je commence à comprendre comme ils sont durs, ici aussi... Malgré tout, je ne regretterai jamais d'être partie. »).

Un livre tendre, drôle et triste : le roman d'éducation d'un pied-noir nostalgique, qui voulait être professeur de gymnastique, connaître le grand amour, dévorer les gâteaux au miel de Fatma, sa nourrice, et qui, au terme de l'histoire, pourra toujours se dire : « J'ai passé mon état civil à quelqu'un qui en avait besoin... » Parce qu'à quinze ans, à la gare de Biélorussie, la gare d'Anna Karénine, une jeune fille avait promis : « Un jour, je te ferai sortir d'ici. »

MCOLLE ZAND.

* MARIAGE BLANC PLACE ROUGE, de José-Alain Fréchet. Lattès, 226 p., 75 F.

Antoinette Peské, la fiancée du diable

(Suite de la page 15.)

Amoureux d'un visage derrière lequel se cache une femme d'un visage qui ne livre qu'un mystère croissant, alors même que s'offre la femme aimée, John gîtait lentement dans l'attente d'une volonté décapitée de comédie. Il aspire très vite à déchirer la voile invisible qui l'empêche de « savoir » les pensées de Margaret, de connaître sa manière d'éprouver le désir, le plaisir. Il voudrait violer la nature pour obtenir le « secret » de l'existence. Il voudrait promener ses regards à l'intérieur de l'être aimé, palper son âme, s'enfourer dans le cœur de Margaret.

Pou à peu, les miroirs s'ouvrent sur l'immensité inaccessible qui gouverne ce vertige qu'est le désir de l'absolu : « Je trouvais Dieu difficilement car de moi-même j'ai cherché à Margaret. J'avais, en quelque sorte, inventé mon amour, lequel, sans cet effort divin, n'aurait été que de la chair. »

peux de choses, de m'avoir permis de m'approcher tant de cette femme chérie, de la toucher, de la pénétrer même, et d'avoir ensuite mis des années à me rendre compte que mes efforts tendent à la possession d'une façon absolue. »

L'amour fou

Tandis qu'un cercle se reforme, inexorable, broyant la beauté du souvenir de leurs premières étreintes, John implore le pardon pour ses péchés. « Car l'immensité des choses à se découvrir est grande. » Et soudain vient l'horreur. Voir le visage de Margaret mêlé par une nouvelle vie, que John lui-même avait engendré en elle, lui est insupportable. Cet enfant, qui le « vole » en s'appropriant impudemment la femme qui, avant, n'appartenait qu'à lui seul, il le hait.

Cependant, c'est la mère qu'il commence à détester de toutes ses

forces : « Vous faites après de vous cacher à moi... Ne me regardez pas de la sorte ou je vous crève les yeux, immense créature ! » Oui, ces yeux qui, jadis, éclataient en mille reflets d'amour renverraient désormais à John l'image hideuse — aperçue par lui seul — de son esprit atteint. Jour après jour, il voit s'affirmer davantage sa déchéance dans le regard de cette femme dont il oublie de comprendre le langage.

C'est alors... que survient « l'amour fou » dans toute sa vérité : un amour dont l'assouvissement ne serait total qu'après la définitive disparition de l'être aimé. Un tableau de Goya s'installe, geste après geste, dans ce récit incomparable, dépourvu de toute prétention « analytique ». Le cruauté garde ici toute la fraîcheur de l'inconscient. Antoinette Peské nous livre l'histoire d'un amour trop fort, à l'état pur.

ALEXANDRA JAMES.

* LA BOUTE EN OS, d'Antoinette Peské. Pléiade, 204 p., 74 F.

Cette dame inconnue...

NÉ vers les débuts du siècle, Antoinette Peské est la petite-fille d'une princesse de Mongolie, et la fille d'une artiste sculpteur dont le vie fut marqué du sceau d'un certain mystère. Cette dernière, qui affirmait des idées « excessivement » libérales, connaît les prisons du tsar à l'âge de dix-huit ans. Son seul espoir de recouvrer sa liberté était de lors celui de quitter son cachot sous l'escorte de la mort. Mais il y avait en elle une élève trop puissante pour qu'elle obéisse au désespoir. Deux années plus tard, en visitant les prisons, le frère du tsar fut frappé par la beauté inattendue de cette jeune femme, et elle fut graciée.

Antoinette Peské porta en elle toutes les haines et tous les espoirs des générations qui furent le cortège de sa propre naissance. Le souvenir : voici le décor de ses jours. A partir d'un passé, de mille choses passées — qu'elles soient lointaines ou juste derrière la porte — à partir d'un refus catégorique de l'oubli, cette dame, quasiment inconnue, de la littérature s'est forgé un univers, pour

accueillir le silence qui a si longtemps accompagné son œuvre.

Elle vit entourée de photographies, de lettres, et de tableaux d'un père, auquel elle a toujours voué une adoration ambiguë. Cet amour semble d'ailleurs l'avoir quelque peu éloignée des hommes tout au long de sa vie. Ce qui n'a guère empêché celui-ci de mourir pour Antoinette des passions singulièrement « abstruses ». Peu après son mariage avec Pierre Marty, elle vit l'un de ses soupçons revêtir l'habit de pasteur.

Un autre devint presque aussitôt dominicain... Et aujourd'hui les propos de Claude Lefaye, grâce auquel la récente réédition de la Botte en os a pu se faire, sont remplis d'une affection que l'on confondrait aisément avec un sentiment plus profond qu'une simple amitié : « Myrrha — elle veut que je l'appelle ainsi — Myrrha vit à quatre centimètres au-dessus du sol... Elle est très contente en compagnie des autres, mais elle adore être seule... Et elle se plaindrait, si personne ne venait prendre de ses nouvelles... »

A. J.

Collection Islam d'hier et d'aujourd'hui dirigée par A.M. TURKI

Mohammed ARKOUN

Lectures du Coran

276 pages : 82 F

et vertes pour les autres, d'après les textes originaux

MAISONNEUVE ET LAROSE

15 rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. : 354.32.70

RENDEZ-VOUS DANS LA PLÉIADE AVEC LA VRAIE COLETTE

La Pléiade publie en mai 1984 le premier tome des œuvres de Colette.

Ce premier volume — bientôt suivi de trois autres — regroupe chronologiquement les écrits de Colette de « Claudine à l'école » à « La Vagabonde ».

Avec l'écrivain, La Pléiade vous offre de découvrir la femme. Auteure acide et tendre des « Claudines » ; peintre des passions amoureuses qui pourtant affirmait : « L'amour n'est pas un sentiment honorable » ; épouse trop soumise du terrible Willy ; femme libre dont les amours masculins et féminins défrayèrent la chronique ; enfin grand écrivain mondiallement reconnu et présidente de l'Académie Goncourt... La vraie Colette fut tout cela et bien plus encore. Vous la retrouverez dans l'album de la quinzaine de La Pléiade consacré, pour la première fois, à la biographie illustrée d'un auteur qui fait son entrée dans notre collection.

Lire ou relire un auteur dans La Pléiade, c'est découvrir dans toute sa richesse, l'œuvre d'un grand de la littérature mondiale d'hier ou d'aujourd'hui. Un seul volume, relié de cuir souple, rassemble de nombreux écrits et leur appareil critique. Beaux objets et bons outils de travail, les livres de La Pléiade sont agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. La finesse du papier bible permet de réunir, en un seul livre, cinq volumes d'édition courante. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans La Pléiade, il y a plus de 300 auteurs à aimer !

QUINZAINE DE LA PLÉIADE

DU 23 MAI AU 9 JUIN

L'ALBUM COLETTE

VOUS EST OFFERT PAR VOTRE LIBRAIRE POUR TOUT ACHAT DE 3 VOLUMES DE LA COLLECTION



GALLIMARD/LA PLÉIADE. LA MEILLEURE FAÇON D'AIMER UN AUTEUR

Le Club du Livre Secret



Le Club du Livre Secret présente le premier livre de lingerie sexy entièrement consacré à des modèles actuellement disponibles sur le marché.

Tout y est : guppiens et nuisettes ; soutien-gorges, corsets et port-jarretelles, combinaisons et maillots transparents, déshabillés et robes de nuit, slips et bas, corsets et minijupes. Sans oublier, bien entendu, l'obédiente petite culotte.

Un livre de luxe que tous les amateurs collectionneurs de dessous et nostalgiques de la dentelle polonoise attendaient depuis longtemps.

LE CLUB DU LIVRE SECRET - LES DESSOUS DE L'ÉROTISME. Un livre de 80 pages grand format (24 x 32) 76 reproductions en couleurs, tirage sur beau papier, reliure et jaquette. Prix : 185 F. port recommandé inclus.

C.L.S. LES FILLES - 2010 NYONS

NOM :

ADRESSE :

☐ Désire recevoir LES DESSOUS DE L'ÉROTISME

☐ Vous prie de trouver ci-joint 185 F. chèque bancaire ou postal à l'ordre de C.L.S.

DATE : SIGNATURE :

VASSIS ALERAS

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX
CONCERTO EN 35 MAJEUR
 POUR UNE REINE, Théâtre Noir
 (346-91-93), 20 h 30.
ARTEMISIA ASSINTHURUM, Cité
 internationale, grand théâtre, (359-
 38-09), 20 h 30.
PERDRE, Théâtre de Lys (327-
 88-61), 21 h.
LE BARBIER DE SÉVILLE, Comé-
 die des Champs-Élysées (720-08-24),
 20 h 45.
LA NUIT DES BOIS (en anglais)
 Pré-Catelan, Jardin Shakespeare
 (255-45-55), 20 h 30.
LE VISON VOYAGEUR, (registre),
 Renaissance (208-18-55), 20 h 45.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-30), 19 h 30 : Iphigénie
 en Tauride.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 :
 Manon.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),
 20 h 30 : Ruse de la Folie Courtoise.
CHAILLOT (727-91-15), Théâtre Ga-
 lerie : 20 h 30 : Mariage.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Frédéric,
 prince de Hongrie.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 :
 Homme avec femme, ardeur et enfant.
TEP (364-80-80), 225 000 francs : salle
 Hall, 21 h : La Boîte à travers.
PETIT TEP (364-80-80), 21 h : Gust.
BEAUBOURG (277-12-33), Début :
 18 h 30 : Ténor et société ; 19 h : Ar-
 chéologie du sexe ; 21 h : Vols poé-
 tiques IV : Chénier-vieilles ; Nouveaux films
 SP, 13 h : Agriculteurs et marins en
 Méditerranée préhistorique, de J.-P.
 Baux ; 16 h : Sova Sangh Samiti, un es-
 poir pour les enfants de Calcutta, de
 G. Proust ; les Toux, de M. Cosperes ;
 19 h : Mille ans de rêves, vous de stupides,
 de J. Sentin, P. Wagner ; 15 h : Hon-
 nête à la sculpture (Gisèle), 19 h :
 Collection de croquis : Théâtre dans ;
 20 h 30 : Un train peut en cacher un au-
 tre, chorégraphie de G. Caillet.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-
 19-63), dédoublement Festival international
 d'opérettes : 20 h 30 : Orchestre et
 chœur philharmonique de Prague, J. Be-
 lovský (Requiem de Dvořák).
THÉÂTRE DE LA VILLE (774-22-77),
 18 h 30 : L. Ekman ; J. Naylor and Com-
 pany : 20 h 30 : P. Taylor Dance Com-
 pany.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34),
 20 h 30 : Les Ballets Bougarabou (Chans
 et danses du Sénégal).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 :
 Nuits Héroïques.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-
 77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ARCANE (273-81-09), 20 h 30 : Sado-
 Français, un acte en deux.
ATELIER (668-48-34), 21 h : Le Nœud de
 Ramona ; 18 h 30 : Dialogue avec un
 autre Macbeth et Montaigne.
BOUFFES DU NORD (239-34-50),
 20 h 30 : Don Juan.
BOUFFES PARISIENS (296-04-24),
 21 h : Monty Python.
CARRÉOIR DE L'ESPÉR (633-
 48-65), 20 h 30 : Zed, son, son, son.
CARRÉOIR DE LA DIFFÉRENCE
 (372-00-15), 21 h : Perdus, une voix en
 enfer.
CARTOUCHE, Th. de la Tempête
 (328-36-36), 21 h : Monnet en la Passion
 de la réalité.
CITÉ INTERNATIONALE (389-38-69),
 20 h 30 : L'Art de la figure ; La
 Réserve, 20 h 30 : Vies des autres.
COMÉDIE-CALMARTIN (743-43-41),
 21 h : Revues d'été à l'Élysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),
 20 h 30 : Les Aventures de la vieillesse.
CONFLUENCES (555-10-04), 21 h 15 :
 le Bœuf.

NOTRE HISTOIRE : POUR MIEUX COMPRENDRE LE LIBAN D'AUJOURD'HUI

Une mosaïque. Comment qualifier autrement le Liban, ce territoire exigu du Proche-Orient que se partagent seize communautés ou confessions ? Qui sont ces hommes qui ont forgé ce pays sans cesse ébranlé ? Comment a-t-il déclenché la première guerre du Montagne ? Autant de questions qu'aborde Notre Histoire ce mois-ci, dans son dossier sur l'imbroglio des religions au Liban.

Egalement au sommaire du N°2 de Notre Histoire, entre autres :

- Lyon au confluent des croyances.
- Un livre phare : le Génie du christianisme.
- Le Palio de Sienne.
- La chute du château cathare de Montségur.

Rédigée par des journalistes et des historiens, Notre Histoire parle chaque mois de toutes les religions de tous les pays et de tous les temps. Sans esprit de polémique ni récupération. Demandez Notre Histoire à votre marchand de journaux, ou abonnez-vous : 5 numéros, 80 F, en envoyant votre adresse et votre règlement à Notre Histoire 163, bd Males-herbes 75017 Paris.

La mémoire religieuse de l'humanité
 • maintenant son mensuel : Notre Histoire.
 • Pour l'étranger, demandez les tarifs spéciaux.



Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 7 juin

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Mon
 cœur dans les Highlands.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16),
 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h :
 Laissez les rire.

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 21 h : Une poète
 sur un nu.
AU BÉ PIN (296-29-35), 20 h 45 : La
 Troisième Marche du carrosse ; 22 h 15 :
 Le Président.
BEAUBOURG (273-08-51),
 19 h 30 : Ode Numbers sur un air de
 jazz.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-44), 1.
 20 h 15 : Arènes-MC2 ; 21 h 30 : Les Dé-
 mons Loulou ; 22 h 30 : Les Sacré-
 Monnaies ; 23 h 15 : Pas de cirque
 pour Cendrillon ; 21 h 30 : Deux pour le
 prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51),
 22 h 15 : Plus le poète se frime.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-03), 20 h 15 :
 Tenez vous deux bouillies ; 21 h 30 : Ma-
 gazines d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de se-
 cours ; 23 h 15 : Ils avaient les fesses
 dans l'océan ; 21 h 30 : le Chronosome
 chavirons ; 22 h 30 : Elles nous valent
 toutes.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : la Vie
 du gars qui nait ; 21 h 30 : la Gauchère
 contrainte ; 22 h 30 : Coup de folie sur les
 assises en fétas.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y
 pas d'âge à l'Orly ; 22 h 15 : Attention !
 belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 :
 les Sargolles ; 21 h 30 : Moi je crève,
 mes parents meurent.

PROLOGUE (575-33-15), 21 h : Télépho-
 nisme.
RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 :
 Les ordres ne passent que dans le fossé.

SÉNIER DES HALLES (278-37-27),
 20 h 15 : les Fantômes de la rue ; 21 h :
 21 h 30 : la Folie Nul érotique de Romy
 et Juliette ; 22 h 30 : Acide.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93),
 20 h 15 : M. Bonjean.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 :
 Pédale ; 21 h 30 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 22 h 30 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 23 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 24 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 25 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 26 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 27 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 28 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 29 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 30 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 31 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 32 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 33 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 34 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 35 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 36 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 37 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 38 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 39 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 40 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 41 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 42 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 43 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 44 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 45 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 46 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 47 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 48 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 49 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 50 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 51 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 52 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 53 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 54 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 55 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 56 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 57 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 58 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 59 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 60 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 61 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 62 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 63 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 64 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 65 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 66 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 67 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 68 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 69 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 70 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 71 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 72 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 73 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 74 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 75 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 76 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 77 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 78 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 79 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 80 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 81 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 82 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 83 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 84 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 85 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 86 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 87 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 88 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 89 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 90 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 91 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 92 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 93 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 94 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 95 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 96 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 97 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 98 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 99 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 100 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 101 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 102 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 103 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 104 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 105 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 106 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 107 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 108 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 109 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 110 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 111 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 112 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 113 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 114 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 115 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 116 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 117 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 118 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 119 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 120 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 121 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 122 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 123 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 124 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 125 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 126 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 127 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 128 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 129 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 130 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 131 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 132 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 133 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 134 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 135 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 136 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 137 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 138 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 139 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 140 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 141 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 142 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 143 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 144 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 145 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 146 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 147 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 148 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 149 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 150 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 151 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 152 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 153 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 154 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 155 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 156 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 157 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 158 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 159 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 160 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 161 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 162 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 163 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 164 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 165 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 166 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 167 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 168 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 169 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 170 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 171 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 172 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 173 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 174 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 175 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 176 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 177 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 178 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 179 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 180 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 181 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 182 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 183 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 184 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 185 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 186 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 187 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 188 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 189 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 190 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 191 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 192 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 193 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 194 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 195 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 196 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 197 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 198 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 199 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 200 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 201 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 202 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 203 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 204 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 205 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 206 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 207 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 208 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 209 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 210 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 211 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 212 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 213 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 214 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 215 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 216 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 217 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 218 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 219 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 220 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 221 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 222 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 223 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 224 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 225 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 226 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 227 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 228 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 229 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 230 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 231 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 232 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 233 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 234 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 235 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 236 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 237 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 238 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 239 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 240 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 241 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 242 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 243 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 244 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 245 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 246 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 247 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 248 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 249 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 250 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 251 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 252 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 253 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 254 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 255 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 256 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 257 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 258 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 259 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 260 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 261 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 262 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 263 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 264 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 265 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 266 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 267 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 268 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 269 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 270 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 271 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 272 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 273 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 274 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 275 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 276 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 277 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 278 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 279 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 280 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 281 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 282 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 283 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 284 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 285 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 286 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 287 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 288 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 289 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 290 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 291 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 292 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 293 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 294 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 295 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 296 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 297 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 298 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 299 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 300 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 301 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 302 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 303 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 304 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 305 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 306 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 307 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 308 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 309 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 310 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 311 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 312 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 313 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 314 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 315 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 316 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 317 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 318 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 319 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 320 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 321 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 322 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 323 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 324 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 325 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 326 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 327 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 328 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 329 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 330 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 331 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 332 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 333 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 334 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 335 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 336 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 337 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 338 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 339 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 340 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 341 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 342 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 343 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 344 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 345 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 346 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 347 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 348 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 349 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 350 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 351 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 352 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 353 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 354 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 355 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 356 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 357 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 358 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 359 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 360 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 361 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 362 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 363 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 364 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 365 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 366 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 367 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 368 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 369 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 370 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 371 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 372 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 373 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 374 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 375 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 376 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 377 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 378 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 379 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 380 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 381 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 382 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 383 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 384 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 385 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 386 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 387 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 388 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 389 h 15 : le Collège Jeanne
 d'Arc ; 390 h 15

Jeudi 7 juin

Vendredi 8 juin

**TENNIS
A PARIS
CET ÉTÉ**

**TENNIS FOREST
ACTION HILL**
Parc d'Orléans, Ivry
Auteuil, la Défense
Fontenay-s/Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
774.96.26

[illegible]

Σ 51 από 1946

QUÉBEC

450 ans après

II. - Des atouts contre la crise



Les forges de Saint-Maurice à Trois-Rivières, 1845.
(D'après un dessin du lieutenant-colonel Digott.)

A l'avant-garde de la reprise

Le Québec a été aux premières lignes de la crise, puis de la reprise. Lors de la récession de 1982, la province a souffert beaucoup plus que l'ensemble du Canada. La PNB a baissé de 4,8 %, les exportations de 5 % et les importations de 20 % tandis que le taux de chômage atteignait environ 15 % et l'inflation près de 12 %. La tendance s'est totalement renversée en 1983 : la production a augmenté de 5 %, l'inflation est tombée à 5 %, les exportations hors Canada ont progressé de 3,5 % et même de 12 % pour les ventes en direction des États-Unis.

Les suites de la rigueur

Ce dernier chiffre est peut-être le plus significatif. C'est le redémarrage de l'économie mondiale, et notamment la reprise aux États-Unis, qui a entraîné l'économie québécoise comme l'ensemble de l'économie du Canada : 70 % du commerce se fait avec le grand voisin du sud, et les soubresauts de la conjoncture américaine se répercutent avec un décalage de six mois sur le Québec.

Déjà le ralentissement du rythme de la croissance aux États-Unis a eu des conséquences sensibles sur l'ensemble de la Fédération, et nul doute que le Québec suivra l'exemple. A Montréal comme à Ottawa, on se pose les mêmes questions qu'à New-York ou Washington : la reprise est-elle solide et durable ? L'inflation pourra-t-elle être maîtrisée ? Les taux d'intérêt vont-ils baisser ? Mais pour ce qui concerne le Canada en général et le Québec en particulier, l'issue de ces questions dépend uniquement des réponses qui seront données aux États-Unis. La marge d'autonomie est très faible.

Si le Québec est sorti de la récession plus vite que les autres provinces canadiennes, tout n'est pas réglé pour autant.

« Nous sommes un pays du tiers-monde, mais riche », explique un économiste de Montréal. La prospérité québécoise est fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, l'exportation des matières de base ou des produits de première transformation, avec quelques secteurs de pointe comme l'aérospatiale et les techniques modernes de communications. Elle dépend donc essentiellement des prix mondiaux et elle a beaucoup souffert de la baisse des prix des matières premières consécutives à la récession mondiale.

Mais ce sont les secteurs liés aux ressources naturelles qui sont repartis les premiers. Les secteurs « mous », dans l'industrie des biens de consommation (textile, chaussure, meuble...), qui étaient en difficulté dès avant la crise, s'ont pas sentis les effets bénéfiques de la reprise. C'est paradoxal dans la mesure où la relance de la croissance n'est pas fondée sur une augmentation très significative des investissements mais sur une hausse de la consommation. Les ménages ont tiré sur leur épargne pour s'acheter les biens auxquels ils avaient renoncé pendant la crise. Le « rattrapage » étant pratiquement terminé, la reprise risque de s'essouffier si les entreprises ne prennent pas le relais.

Or les investissements vont à peine augmenter de 1 % cette année (le taux le plus élevé du Canada) grâce, pour l'essentiel, aux fonds publics. Pendant des années, l'État québécois a consacré une grande partie de ses ressources aux investissements dans la production d'hydroélectricité. Des sommes tout aussi importantes sont nécessaires pour transporter cette énergie vers des marchés potentiels... et ailleurs. Les États de la côte nord-est des États-Unis sont les clients « naturels » du Québec, mais ils n'ont pas encore adopté une politique énergétique très claire, et l'avenir de la province dépend en grande partie de leur décision.

Pour maintenir le déficit budgétaire au niveau de 1982, soit 3 milliards de dollars (1), le gouvernement du Québec a mené une politique économique et financière rigoureuse. Il n'a cependant pas taillé dans les dépenses publiques d'équipement, tout en renonçant à augmenter les impôts dans un pays où le taux des prélèvements obligatoires atteint des niveaux « suédois » (50 %). Le gouvernement a cherché à encourager la création d'entreprises grâce à une panoplie très large d'aides aux PME, à des incitations fiscales et à des tarifs préférentiels pour l'électricité.

Les économies, il les a trouvées du côté des dépenses de fonctionnement. Les salaires de la fonction publique ont été bloqués, ce qui a provoqué la « crise sociale » de 1983.

Réforme de la fiscalité

Les fonctionnaires, notamment les enseignants, ont mené des grèves dures et prolongées, mais le gouvernement n'a pas cédé. Il a imposé une forme de désindexation des salaires de la fonction publique qui a eu aussi des conséquences modérées sur les rémunérations du secteur privé. Le patronat québécois admet que les piquettes de M. Lévesque se sont conduites en bons gestionnaires, et il apprécie que les « thèmes sociaux démocrates du Parti québécois » aient commencé à être nuancés. Il attend maintenant un Livre blanc sur la réforme de la fiscalité qui devait être présenté par le ministre des finances, M. Parizeau, en même temps que le budget, mais la réforme fiscale en préparation ne fait pas l'unanimité du conseil des ministres, et sa publication est sans cesse repoussée.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 28.)

(1) Un dollar canadien vaut environ 6,50 F.

Baie James : la fin d'une épopée

Le 27 mai, à 1 000 kilomètres au nord de Montréal, en pleine taiga, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, appuyait sur un bouton pour mettre en marche LG4, la dernière des centrales du gigantesque complexe hydroélectrique de la baie James. La cérémonie à peine terminée, on arrêtait tout : le Québec n'a pas besoin pour l'instant des 14 milliards de kWh annuels de LG4.

À ce moment où les pays industrialisés se préparent à un troisième choc pétrolier, les Québécois se rendent soudain compte qu'ils ont de l'électricité à ne plus savoir qu'en faire. La mise en service des neuf groupes générateurs de LG4 se fera progressivement jusqu'en 1989, du fond de l'augmentation de la demande. Et ce n'est pas avant 1999 que l'Hydro-Québec, nationalisée en 1963 par le gouvernement québécois, utilisera à 100 % la capacité de production de la centrale.

Pour le profane, le spectacle est prodigieux. Des millions de mètres cubes d'eau se précipitent dans la rivière La Grande par l'évacuateur de crues du barrage. Une montagne de glace s'est constituée au pied de la gerbe d'eau. Malgré la saison, il gèle encore la nuit et, le 27 mai, il faisait à peine 2 degrés sous un ciel radieux. La retenue d'eau - près d'une fois et demie le lac Léman - est encore en bonne partie couverte de glace, les restes d'un hiver qui, sur le 54^e parallèle, enregistre des températures de - 30 degrés à - 50 degrés.

Pour le milieu de travailleurs réunis ce jour-là pour l'occasion - ils ne sont plus que quatre cent cinquante sur place et il n'y aura bientôt plus que quelques personnes chargées de l'entretien - c'est « la fin d'une épopée », comme se plaisent à le dire les dirigeants d'Hydro-Québec, qui ont toutes les raisons d'être fiers des réalisations spectaculaires de la baie James. Les trois gigantesques barrages qui ont été construits sur la rivière La Grande (LG2, LG3 et LG4) - la construction de LG1 a été reportée à une phase ultérieure - fourniront à eux seuls plus de 40 % de la production hydroélectrique du Québec.

Environ cent cinquante mille personnes ont été mobilisées pour réaliser ce qu'on a appelé, au moment de son lancement en 1972, le « projet du siècle ». Il y a à peine quinze ans, cette région était totalement inconnue de la plupart des Québécois du Sud. Seuls quelques milliers d'Indiens Cris et d'Inuits (Esquimaux) habitaient cette immense région de 350 000 kilomètres carrés jusqu'à l'installation de quelques petites villes minières il y a une soixantaine d'années.

La crise du pétrole, que personne ne prévoyait à l'époque, allait donner raison à M. Bourassa. Le « projet du siècle » a pourtant failli ne jamais naître à cause des adversaires politiques des libéraux, en particulier des dirigeants du Parti québécois.

Et puis, il y avait l'aspect financier. Où allait-on trouver les mil-

liards de dollars nécessaires à la réalisation du « projet du siècle » ? Seules les banques américaines pouvaient financer une opération de cette ampleur, ce qui, pour les indépendants du Parti québécois, signifiait une aggravation de la dépendance du Québec à l'égard des États-Unis.

Les faits leur donnèrent raison sur plusieurs points mais pas sur le dernier, puisque pour l'essentiel, l'énergie électrique est aujourd'hui utilisée au Québec. Les Indiens, qui n'avaient pas été consultés sur l'utilisation de leurs territoires, obtinrent par voie judiciaire une compensation financière et certaines garanties.

Depuis l'arrivée au pouvoir du PQ en novembre 1976, on a assisté à une entreprise de réhabilitation de la baie James. Seuls quelques esprits chagrins se permettent de dire que tout cela a un prix exorbitant. La phase une de la baie James (LG2, LG3 et LG4) ainsi que les nombreuses digues, les réservoirs d'appoint, les routes et les aéroports a coûté 15 milliards de dollars pour une puissance installée de 10 000 mégawatts. Cela fait 1 500 dollars du kW. Selon l'Hydro-Québec, le kW fourni par une centrale thermique au charbon ou au pétrole revient au moins au même prix, tandis que le kW nucléaire coûte près de 4 000 dollars.

Sur le plan économique, la baie James semble donc une bonne affaire, même si l'Hydro-Québec est endettée jusqu'au cou. Mais les ban-

ques américaines n'ont que des bonnes paroles pour « le premier producteur d'électricité du monde », et, tous secteurs confondus, la plus grosse société canadienne, l'Hydro-Québec continue de faire des bénéfices, même s'ils sont en baisse.

Trouver des débouchés

Mais l'Hydro a un problème : ses experts ont mal évalué l'évolution du marché et surtout ils n'ont pas réagi assez vite pour trouver de nouveaux débouchés lorsqu'ils ont constaté que la progression annuelle de la demande était affectée par la crise économique. Or la baisse de la consommation intervient au moment précis où les barrages de la baie James entrent en production.

Le marché intérieur est presque saturé. Plus de 90 % des logements construits en 1983 sont équipés tout électrique. Les Québécois paient leur électricité très bon marché et ils sont au deuxième rang, derrière la Norvège, pour la consommation d'électricité par habitant. L'Hydro peut donc difficilement faire beaucoup plus. Restent l'industrie et le marché américains, les deux bouées de sauvetage.

Les industriels ont su profiter des importants rabais consentis pour les conversions du mazout à l'électricité.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 31.)

Exportateurs, augmentez vos chances.



Le Crédit du Nord met à votre disposition :

- ses 600 agences en France,
- son infrastructure à l'étranger : succursales à Londres et New York, filiales de services spécialisés et correspondants, Crédit du Nord Belge,
- les départements techniques de sa Direction des Affaires Internationales.

Au Canada :

Filiale commerciale Crédit du Nord
Crédinord Gestion Inc.
Directeur : André Censier

715, square Victoria, suite 850 - Montréal - Québec H2Y2H7
Tél. : (514) 284.53.63 - Télex : 05562148 Crédinord MTL

Crédit du Nord



MÉTRO DE MONTRÉAL

(en collaboration avec l'industrie canadienne.)

ALSTHOM avec ATLANTIQUE CIMT et TCO

Constructeur Ferroviaire de Renommée Mondiale

A l'avant-garde de la reprise

(Suite de la page 27.)

Le point noir reste le chômage, qui touche encore près de 14 % de la population avec des poches de 26 % en Gaspésie. Alors que l'Ontario voisin et concurrent a retrouvé tous les emplois perdus durant la récession, le Québec est encore très en retard. Les quelques investissements qui ont été enregistrés visaient à moderniser les entreprises, non à élargir les capacités de production. Les créations de postes de travail ont donc été relativement faibles, et beaucoup de nouveaux emplois sont à temps partiel. Le patronat se plaint de la rigidité du marché du travail, d'une réglementation de plus en plus poussée qui tranche avec le laisser-faire traditionnel en Amérique du Nord, en

particulier d'un salaire minimum qui est le plus élevé du Canada.

Les ombres du tableau seraient plus ou moins accentuées si le Québec était indépendant ? « C'est un choix politique, pas économique », tranche la représentante québécoise d'un institut américain de conjoncture. Les adversaires du Parti québécois énumèrent les conséquences négatives que les mesures de « francisation » ont déjà entraînées : depuis quatre ou cinq ans, quelque deux cents entreprises ont transporté leur siège social du Québec vers une province anglophone, en général l'Ontario. Le courant continue. Les cadres anglophones, qui ont des problèmes pour l'éducation de leurs en-

fants, tendent à s'installer ailleurs que dans la Belle Province d'autant que les impôts sur le revenu y sont plus lourds qu'ailleurs...

Le gouvernement et ses partisans insistent de leur côté sur la nécessité pour le Québec d'être maître de ses destinées, de pouvoir mettre en œuvre sa propre stratégie économique liée à l'exploitation des ressources naturelles et au développement des technologies de pointe, sans être gêné par les règlements fédéraux. L'œil rivé sur l'opposition libérale, les péquistes se répètent le mot d'un grand patron des États-Unis qui a d'importants intérêts au Québec : « Je préfère l'indépendance à l'incompétence. »

DANIEL VERNET.

L'aluminium dans le « petit royaume de l'acier »

BECANCOUR devait être la capitale d'un « petit royaume de l'acier ». Ce n'est qu'une bourgade étirée le long d'une unique rue coupée en deux par une voie express : un garage, un magasin général où, comme son nom l'indique, on trouve de tout, un café, l'église un peu en retrait sur un semblant de place et un hôtel de ville ultra-moderne, seul témoignage d'une mutation économique. Les maisons à un ou deux étages, aux couleurs vives, sont celles de tous les petits villages d'Amérique du Nord. C'est à Becancour, sur la rive sud du Saint-Laurent, à mi-chemin entre les villes de Montréal et de Québec, que le gouvernement québécois avait décidé dans les années 60, quand la « sidérurgie au fil de l'eau » était à la mode, d'installer un parc industriel provincial, point de départ pour l'industrialisation de tout le centre du Québec. Montréal, cette « tête de corps », allait enfin avoir l'arrière-pays qui lui manquait. La sidérurgie n'est pas venue : 1 400 hectares avaient été aménagés, 1 800 autres achetés pour des extensions possibles, 65 millions de dollars avaient été dépensés dans les infrastructures, un port avait été creusé, une digue jetée sur le Saint-Laurent...

Pas en pure perte, sans doute, puisque deux grandes entreprises s'étaient installées, mais ce n'était rien à côté du boom attendu. Des investissements de 400 millions de dollars ! Une misère pour ce qui devait être le plus beau fleuron du développement québécois. La municipalité de Becancour restait cet assemblage de douze villages dispersés sur 400 kilomètres carrés, dont la plupart des dix mille habitants continuaient à vivre d'agriculture et de pêche, comme au début du siècle, quand le peuplement avait commencé sur les rives de la rivière Becancour.

L'espoir renaît

On parlait bien de la venue de Pechiney, mais on en avait tellement dit qu'on n'y croyait plus. Les « éléphants blancs », dans la région, on connaissait. Un peu plus en aval du Saint-Laurent, une usine d'eau lourde qui n'a jamais été achevée dressait d'immenses tuyaux vers le ciel, orgues muettes et dérisoires. À côté, la centrale nucléaire de Gentilly marche au ralenti. À l'autre bout du pont Lawiette qui relie depuis 1967 les rives nord et sud du Saint-Laurent, la ville de Trois-Rivières n'était guère plus brillante. Dans la région, le chômage atteignait 15 % de la population active.

L'industrialisation remonte au début du dix-huitième siècle, puisque les Forges de Saint-Maurice, ouvertes en 1739, sont la plus ancienne industrie lourde de toute l'Amérique du Nord, mais le développement de la ville a d'abord été fondé sur la pâte à papier, qui a connu des moments difficiles. Ça va un peu mieux dans ce secteur grâce à des millions de dollars de subventions gouvernementales qui ont permis de moderniser la production. Ce n'est pas encore le cas chez Philips, qui a racheté à Westinghouse une usine d'ampoules électriques, ni dans le textile.

Alors, avec Pechiney, on se remet à espérer. L'accord définitif qui scelle l'entente entre le groupe nationalisé français, la société publique

de financement du Québec (SGF) et la société américano-japonaise Almax a été signé le 15 mars dernier. La préparation du terrain avait commencé un peu avant. Les travaux de construction qui ont débuté à la mi-avril devraient être terminés en 1987. La première série d'électrolyse fonctionnera fin 1986. Becancour ne manquait pas d'atouts : une énergie abondante et bon marché grâce à des contrats très avantageux avec l'Hydro-Québec - un port avec accès libre à la mer douze mois par an - la proximité d'une centrale nucléaire, la présence d'une main-d'œuvre qualifiée et l'existence aux portes du Québec du marché américain, qui, malgré les soubresauts de la crise économique, reste un débouché très important où, du fait d'installations vétustes et de coûts élevés, la concurrence n'est pas très vive.

Avec quelques réunions d'information pour la population locale, les craintes des écologistes ont été apaisées, de même que celles d'un apiculteur qui s'inquiétait pour ses abeilles et son miel. Les habitants de la région vivent surtout dans l'arrière de Pechiney la « bougie d'allumage » selon l'expression employée d'une même voix par le maire de Trois-Rivières et par le député péquiste de Champlain - qui fera repartir toute l'économie. L'investissement atteint près d'un million et demi de dollars ; pendant les trois ans de construction, quelque deux mille personnes seront employées, neuf cents quand l'usine tournera. On parle maintenant d'un projet de CDF-Chimie.

Les édiles sont confiants. Ils souhaitent que Pechiney propose aux sous-traitants des contrats modestes à la mesure des PME de la région, et que la société emploie de la main-d'œuvre locale. Celle-ci est « bien formée, stable et sage », affirme le maire de Trois-Rivières, M. Gilles Beaudoin, qui vante l'université de la ville.

Quand le parc industriel provincial de Becancour s'est constitué, les élus de la rive nord ont eu peur qu'il ne draine vers lui les entreprises qui auraient pu s'installer dans les zones industrielles municipales. Puis ils se sont vite aperçus que Becancour ne s'adressait pas au même type d'entreprise et qu'ils profiteraient ainsi des retombées. Peut-être les jeunes qui, après leurs études, partaient pour Montréal et Québec resteront-ils au pays ?

M. le maire est optimiste. Les cadres de Pechiney devraient trouver dans la ville des maisons à leur goût. Il en existe de très belles, construites sur les hauteurs il y a une dizaine d'années par des membres des professions libérales qui sont redescendus vers le centre.

Trois-Rivières est bâtie sur trois étages à partir du fleuve. Le niveau social s'élève avec l'altitude. Mais le centre va être réhabilité. Actuellement, il a cet aspect désordonné des petites villes américaines. Des maisons en bois, crues de porches ou d'escaliers extérieurs en fer, sont plantées dans un désordre apparent, entre des terrains vagues transformés en parcs de stationnement. La municipalité va investir 14 millions de dollars pour rénover le centre commercial qui se mourait de la concurrence des supermarchés périphériques.

Des salariés contre les trente-cinq heures

M. le maire est optimiste. Outre son université, il vante son centre culturel, sa salle de spectacle, sa bibliothèque municipale, son conservatoire et son orchestre symphonique. « Nous avons en petit tout ce que les grandes villes ont en grand », dit-il fièrement. Il est depuis quatorze ans à la tête du conseil municipal. Il a été réélu pour quatre ans en 1982 sur une liste apolitique, et il ne comprend pas que le député local du Parti québécois se soit présenté contre lui. Il pense à se reconvenir dans quelque commission paragonnementale.

La dernière fois, le conseil municipal a été profondément renouvelé. Des jeunes loups sont apparus qui commencent à lui faire de l'ombre, dit-on en ville. Et un conflit du travail menace : les employés de la mairie se sont mis en grève parce qu'ils refusent les trente-cinq heures hebdomadaires sans diminution de salaire ! Il est vrai qu'ils travaillent actuellement trente-deux heures et demie et que, pour éviter de réduire leur salaire comme l'exigerait la politique du gouvernement, le maire préfère augmenter leur temps de travail. Pechiney c'est bien, la rigueur c'est mieux.

D. V.

Un terrain de choix pour les PME

Le Québec est un terrain de choix pour les PME françaises qui y trouvent un marché réceptif, même si sa réputation de « porte ouverte vers l'Amérique » est en grande partie une légende. Toujours est-il que 80 % des exportations françaises au Canada vont au Québec.

Ces exportations sont en augmentation sensible. Les ventes de biens d'équipement ont progressé, mais les succès les plus significatifs ont été obtenus dans le secteur des biens de consommation courante et de l'édition, avec un véritable engouement

pour les planches à voile et les bateaux français.

Le développement des implantations industrielles constitue un autre aspect du succès de l'implantation des sociétés françaises dans la Belle Province. Le projet le plus important est celui de Pechiney à Becancour.

Dans le domaine des services, les banques françaises ont réussi à organiser un réseau très décentralisé qui concurrencie les banques canadiennes. La communauté de langue aide évidemment les sociétés françaises à se faire une place au Québec, mais l'impératif est d'abord d'être concurrentiel.

CREDIT LYONNAIS

PARTOUT DANS LE MONDE



AU CANADA

MONTREAL:
2000 Mansfield, 18^e étage
Tél.: (514) 288.48.48
Télex: 52.52.45

TORONTO:
Royal Bank Plaza
Suite 2875
Tél.: (416) 865.01.00
Télex: 65.23.968

CALGARY:
Suite 1670, Bow Valley Square 1
202, 6th Avenue S.W.
Tél.: (403) 263.10.80
Télex: 38.21.195



CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales

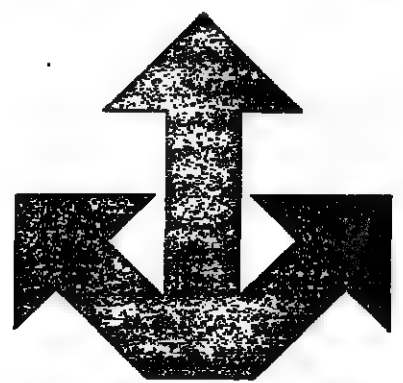
16, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. 295.70.00. Télex: 612400 CRED

EUROPARTENAIRES: BANCO DI ROMA - BANCO HISPAÑO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

AXE FRANCE-CANADA

1^{er} TRANSHITAIRE
FRET AÉRIEN

1^{er} GROUPEUR
FRET MARITIME



SCAC
SOGETRA
LACOSTE

RÉSEAU
SCAC

scac
transport
canada inc.

LE CANADA C'EST AUSSI L'AMÉRIQUE

Découvrez le Canada 450 ans après Jacques Cartier en vol nolisé

Vol + circuit découverte
8 jours / 7 nuits
6180 Frs

Vol + circuit accompagné
8 jours / 7 nuits
7280 Frs

Vol + circuit aventure
13 jours / 12 nuits
6850 Frs

Transcanada



aero

AERONAUTIQUE
ET ESPACE
LA PLUS COMPLETE
DE MATÉRIELS
ET MILITAIRES

الرياض ١٤٠٤

السلامة

contre la crise

Un nouvel avenir pour l'amiante

« Je vous présente notre sorcier, l'homme qui va nous permettre de rendre l'amiante inoffensif. » Le sorcier en question, M. Jean-Marc Lalancette, n'a rien d'un alchimiste ni d'un charlatan. Il est docteur en chimie et il a effectivement mis au point un procédé qui neutralise la toxicité de la fibre d'amiante. Si sa découverte est commercialisable, comme cela semble devoir être le cas, ce pourrait être la fin d'un cauchemar pour le Québec, qui est le premier exportateur mondial d'amiante et qui a beaucoup souffert de la campagne menée depuis plusieurs années contre ce minéral.

Pour M. Daniel Perlestein, qui dirige la Société nationale de l'amiante (SNA), l'application au niveau industriel de la découverte de son « sorcier » représente la dernière chance pour sauver un secteur d'activité très important au Québec. La fibre miracle subit actuellement des tests décisifs et, dans les prochains jours, le Centre de recherches sur l'amiante de la SNA en produira une tonne par jour afin de distribuer des échantillons aux principaux utilisateurs mondiaux.

Les « coronas de l'amiante »

Tournant le dos à la théorie la plus répandue selon laquelle les cancers dus à l'amiante seraient provoqués par les caractéristiques physiques de la fibre, M. Lalancette s'intéresse depuis 1977 à la composition chimique du minéral. « L'hypothèse de départ, dit-il, était qu'en plus de considérations morphologiques, la nature même de la surface de la fibre avait un rôle à jouer. En la modifiant, il était donc possible d'en altérer de façon substantielle les réactions physiologiques ». L'hypothèse de départ se révèle exacte. Le chercheur a réussi à modifier la surface de la fibre et des millions de fibres qui la composent en les traitant avec de l'oxychlorure de phosphore sous forme gazeuse. Avec ce procédé, appelé phosphatation, on obtient une fibre modifiée qui est inoffensive.

Ce procédé a l'avantage de ne pas modifier les propriétés de l'amiante qui est un matériau très recherché, en particulier dans l'industrie du bâtiment. De plus, la phosphatation est une opération relativement peu coûteuse qui ne met pas en danger la position concurrentielle de la fibre.

Il reste à convaincre les utilisateurs, et surtout les adversaires, nombreux, de l'amiante. « Il ne s'agit pas d'une opération commode, limitée à la surface des fibres », affirme M. Lalancette. Pour prouver que ce n'est pas une simple opération de propagande, la SNA soumet actuellement sa découverte à plusieurs laboratoires européens et à un des adversaires les plus résistants de l'amiante, le professeur Irving Selikoff, de l'École de médecine du Mont-Sinai, à New-York.

C'est ce professeur qui, en 1975, lança un cri d'alarme après avoir

constaté un taux très élevé de cancers chez les mineurs québécois de l'amiante. Ses révélations provoquèrent une grève de huit mois dans les « coronas de l'amiante », situés entre Montréal et la frontière avec les États-Unis. A l'époque, le taux moyen de fibres par centimètre cube d'air était huit fois plus élevé dans les mines québécoises que la norme (deux fibres par centimètre cube) fixée par l'Organisation internationale du travail. Aujourd'hui, le Québec s'est aligné sur la norme internationale, et les syndicats sont responsables de son application.

Dans sa croisade pour la réhabilitation, le gouvernement québécois peut désormais compter sur l'appui des syndicats. Et pour cause. La moitié des huit mille travailleurs de l'amiante ont été licenciés. Ce secteur d'activité fonctionne à 50 % de sa capacité, et les producteurs se livrent une féroce guerre des prix pour se débarrasser de leurs stocks.

Selon M. Perlestein, la mévente depuis 1980 est attribuable davantage à la crise économique qu'à la campagne menée contre l'amiante. Le plus gros utilisateur, le bâtiment, tourne au ralenti. Les États-Unis, dont les besoins étaient couverts à 45 % par le Québec, ont diminué leurs achats de moitié. L'Europe a réduit ses importations de 35 %, et le tiers-monde de 20 %. En 1979, le Québec vendait 1,3 million de tonnes d'amiante. En 1983, les exportations ont chuté à 700 000 tonnes. Un véritable désastre, au moment précis où le gouvernement québécois décidait de prendre des participations importantes dans ce secteur jusqu'alors contrôlé à 100 % par quatre multinationales américaines et une société britannique.

En achetant les intérêts de la société britannique Turner and Newall et en nationalisant partiellement la filiale du géant américain General Dynamics, le gouvernement indépendantiste de M. René Lévesque voulait être en mesure de contrôler un secteur qui lui échappait complètement. Il espérait pouvoir ainsi transformer sur place une partie du minéral qui était exporté à 97 % à l'état brut. Il a réussi sur ce plan puisque, pour près de 10 %, la production est désormais transformée dans les usines québécoises de tissage, d'isolation-ciment et de fibres à drap.

Pertes sur pertes

La SNA a dû, en revanche, fermer une mine située dans le Grand Nord, qui alimentait l'usine de Nord-danham en Allemagne fédérale. L'ancienne filiale de General Dynamics, dont le gouvernement détient 54,6 % des actions, a subi des pertes depuis quatre ans. Il fallait donc trouver quelque chose pour sortir du gouffre financier. C'est pourquoi la SNA décide d'abandonner la contro-propagande simpliste des producteurs d'amiante et de consacrer ses efforts à la recherche d'un produit plus présentable.

En installant son imposant laboratoire dans la zone industrielle de Sherbrooke, à environ 150 kilomètres au sud-est de Montréal, la SNA n'a pas lésiné sur le budget de recherche - 3 à 4 millions de dollars par an. En donnant carte blanche à ses chercheurs, elle a joué son dernier atout, et elle est peut-être sur le point de gagner son pari.

Le sort de l'amiante québécois est désormais entre les mains des scientifiques français, italiens, belges, allemands et américains, qui procèdent actuellement à des essais sur les animaux pour vérifier si la fibre d'amiante modifiée est non toxique au niveau cellulaire.

M. Lalancette est plutôt optimiste : « Nos collaborateurs français (le professeur Jean Bignon du Groupe de recherche et d'étude sur les affections respiratoires et l'environnement de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, et le docteur Le Bouffant du Centre de recherche et d'étude des Charbonnages de France) sont d'accord avec l'approche selon laquelle on peut supprimer la toxicité de l'amiante en modifiant sa surface. » Même l'intraitable docteur Selikoff partagerait cette opinion.

Toutes les garanties scientifiques ne suffiront peut-être pas à rassurer le public, pour qui le mot amiante est devenu synonyme de cancer. Qu'il cela ne tienne : il est question de trouver un nouveau nom pour un produit qui, après tout, n'est plus tout à fait de l'amiante. Qui saura que le « chrysophosphate » est en fait de l'amiante modifié ?

S. L. G.

Les syndicats ont enterré la hache de guerre

L'ANNÉE 1983 avait été celle de l'affrontement brutal avec le gouvernement, accusé par les syndicats d'avoir « trahi » son projet social-démocrate. La guerre a fait place à la trêve, à défaut de réconciliation. Les fermetures d'usines et le maintien du taux de chômage à un niveau très élevé ont porté un sévère coup à la combativité des centrales syndicales. Finies les grèves interminables qui paralysaient les transports en commun et les hôpitaux.

Les ouvriers québécois se battent désormais pour conserver leur emploi. A plusieurs reprises au cours des derniers mois, des petites villes éloignées des grands centres urbains se sont mobilisées pour empêcher la fermeture des usines qui constituent leur seul gagne-pain.

En vain. La fermeture des mines de cuivre et le ralentissement des activités forestières sont en train de tuer les petites communautés situées en dehors du Québec urbain. Les syndicats n'ont pas les ressources nécessaires pour appuyer tous les travailleurs mis à pied, et ils sont conscients que certaines entreprises ne sont plus rentables dans le contexte actuel.

C'est, depuis peu, les syndicats se préoccupent de rentabilité. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la plus importante organisation syndicale, a donné le ton en créant l'année dernière un Fonds de solidarité des travailleurs dont l'objectif principal est de maintenir ou de créer des

emplois en investissant dans des entreprises viables. La FTQ a lancé, en février dernier, une campagne de souscription auprès de ses membres et auprès du public sous forme d'actions vendues 10 dollars.

Une subvention déguisée

Le premier ministre, M. René Lévesque, a très bien accueilli cette initiative qui confirme, selon lui, que « le climat de moralité est en train de disparaître ». Il s'est félicité de « l'entrée active des travailleurs dans l'entreprise, dans la participation aux centres de décision et dans la création d'emplois ». Du coup, le gouvernement québécois a accordé au Fonds de solidarité un prêt de 10 millions de dollars qui est en fait une subvention déguisée (pas d'intérêts cette année, et taux très bas pour les années suivantes).

Le Conseil du patronat a également appuyé cette initiative à condition qu'elle respecte « les règles habituelles du jeu des groupes financiers et s'inscrive à l'intérieur des paramètres du libéralisme économique ». Cet appui inattendu a encore refroidi l'enthousiasme des autres centrales syndicales, en particulier de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui ne prise guère la collaboration avec le capital dans le cadre d'un « Fonds à rendement douteux ».

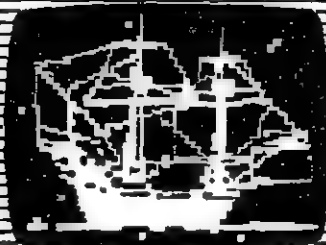
L'attitude de la CSN a cependant évolué un peu au cours des

derniers mois. Ses dirigeants, en particulier son président, M. Gerald Larose, ont abandonné les discours incendiaires d'autrefois et font aujourd'hui des propositions concrètes, dont certaines participent du même esprit que le Fonds de solidarité de la FTQ.

Lors de son cinquante-deuxième congrès tenu à Montréal au mois de mai, la CSN a demandé un siège au conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement, société d'État qui gère les fonds des pensions des salariés québécois et qui a des actifs de 18 milliards de dollars. La Caisse de dépôt, estime la CSN, « pourrait devenir un organisme extrêmement important pour financer notre propre développement en fonction de nos besoins ». Cela ressemble beaucoup aux discours de la FTQ, qui affirme que « le Fonds de solidarité est un moyen collectif d'avancer dans la voie de la démocratie économique, c'est-à-dire d'un plus grand contrôle des travailleurs sur les moyens de production ».

Que de chemin parcouru depuis l'époque toute récente où les trois grandes centrales syndicales du Québec voulaient « abolir le système capitaliste » ! Maintenant, elles se contentent d'essayer de survivre à la crise économique et de refaire leur image auprès d'une opinion publique exaspérée par les longs conflits des dernières années dans les services publics.

S. L. G.



LE GROUPE VIDÉOTRON

En 1534 Jacques Cartier allait au-delà du connu...

Aujourd'hui, avec la même détermination, Le Groupe Vidéotron toujours à la fine pointe de la recherche et du développement dans le domaine de la câblodistribution depuis plus de 20 ans, poursuit son rôle de leadership sur le plan international.

Le Groupe Vidéotron, qui dessert plus de 600 000 foyers abonnés, a développé une expertise unique dans les domaines suivants :

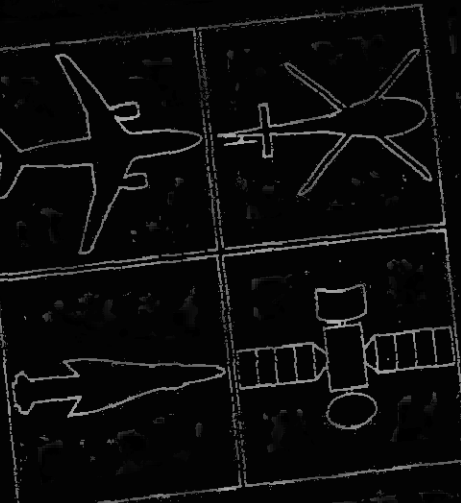
- La gestion des abonnés.
- La mise en marché.
- La programmation.
- La conception de réseaux.

LE GROUPE VIDÉOTRON Division internationale, 2000, rue Berri, Montréal, Québec, Canada H2L 4V7

aérospatiale

AERONAUTIQUE ET ESPACE : LA GAMME LA PLUS COMPLETE DE MATERIELS CIVILS ET MILITAIRES

Avions
Helicoptères
Engins tactiques
Systèmes balistiques et spatiaux



C'EST PLUS



aérospatiale

37, bd de Montmorency - 75761 Paris Cedex 13 - France

à choix
ME

C'EST
ERIQUE
ada 450 ans
rtier en vol
Vol - Circuit
accompagnement
8 jours / 7 nuits
7200\$



M. Jean Drapeau, seul maître à bord

« *Je parlerai au peuple, et il me comprendra.* » Depuis trente ans, M. Jean Drapeau parle au peuple, qui fait preuve d'une constance étonnante en le ramenant au pouvoir tous les quatre ans.

Inamovible comme le massif rocheux du Mont-Royal qui domine la cité fluviale, M. Drapeau a établi une relation très particulière avec ses administrés. Il a créé un style et un système qui l'ont rendu irremplaçable. Il a fait de Montréal « sa » chose. Seul maître à bord depuis trente ans, sauf au cours d'une brève période entre 1957 et 1960, il a transformé la ville de fond en comble avec une seule idée en tête : « Mettre Montréal sur la carte », la faire connaître du monde entier par des réalisations prestigieuses comme l'Exposition universelle de 1967 et les Jeux olympiques de 1976. Quel qu'en soit le prix.

A soixante-huit ans, cet homme d'action, qui se flatte de diriger la « deuxième ville française du monde » et qui est un fervent admirateur du général de Gaulle, est convaincu qu'il a su exprimer mieux que quiconque les aspirations du peuple québécois. La meilleure preuve, dit-il souvent, en est sa longévité à la tête de la mairie, même s'il a obtenu un moins bon score aux dernières élections, en novembre 1982.

Les critiques pourtant ne manquent pas, et la presse s'en fait souvent l'écho. Lors du dernier scrutin, auquel M. Drapeau faillit ne pas se présenter à la suite d'une attaque cardiaque, la presse mena une virulente campagne contre les méthodes « dictatoriales » du maire. M. Drapeau soutint le vent du boulet, mais il

fut réélu, confirmant la prévision d'un éditeurialiste qui avait parfaitement analysé le « système Drapeau ». Le maire « sera plébiscité », écrivait-il, parce que le peuple de Montréal se reconnaît en lui, admire l'entrepreneur, envie le téméraire. Ses excès sont connus et coûteux. On connaît aussi ses manières et ses idées fixes qui heurtent parfois la démocratie, bousculent l'opposition, écartent la presse. Mais, à cette métropole, il a insufflé un esprit : il a donné un panache. Il a suscité et entretenu dans une bonne partie du peuple un sentiment d'appartenance à la ville. Il a créé un orgueil montréalais.

Réponse à tout

Populiste, démagogue à l'occasion, le maire rejette du revers de la main les critiques, pourtant étayées par des faits. « Ne pensez jamais que le peuple pense comme les journaux », dit-il. Lorsque ça arrive, c'est une pure coïncidence. C'est pour quoi il fuit les journalistes comme la peste.

Il ne dédaigne pas, en revanche, les émissions radiophoniques au cours desquelles il peut répondre directement aux questions du public. C'est un genre qu'il maîtrise parfaitement. Il a répondu à tout, et retourne à son avantage les questions des auditeurs qui dénoncent l'augmentation des impôts locaux ou l'absence de plan d'urbanisme cohérent. Comment ne pas admirer un tel homme, qui a su faire de la démocratie directe son image de marque, même s'il ne tient finalement pas compte des besoins réels de ses administrés, et préfère s'en tenir aux conseils de « ses » experts.

Quand on lui demande pourquoi il a cru bon d'investir plus d'un milliard de dollars dans les Jeux olympiques, ce fin renard, ce politicien « ratonneux », comme disent les Québécois, répond : « Montréal n'a jamais eu de politique de grandeur. Nous n'avons fait que réaliser des choses essentielles de manière prestigieuse. »

Que Montréal et surtout les Montréalais aient souffert de cette politique, cela ne fait aucun doute. Des milliers de logements ont été rasés pour construire des autoroutes urbaines, sans considération des familles à faibles revenus qui vivaient tant bien que mal dans des quartiers où les loyers étaient bas et où il existait des relations de solidarité.

Dans les années 70, les promoteurs et les spéculateurs immobiliers font ce qu'ils veulent. Il faut se débarrasser de tout ce qui gêne le « progrès ». Vue d'en haut, en particulier depuis le belvédère du Mont-Royal, la ville semble avoir été bombardée : entre les gratte-ciels, dont certains ont belle allure, d'affreux parkings à ciel ouvert ont remplacé les beaux édifices de style victorien qui constituaient le centre-ville jusqu'à la fin des années 40.

Certains groupes de citoyens s'organisent pour dénoncer cette rage de destruction. Ils parviennent à faire entendre leurs voix, mais c'est un peu tard, d'autant plus qu'ils doivent se battre sur plusieurs fronts. C'est à ce moment-là, en effet, que commence la construction des installations olympiques qui, selon le maire, ne devaient pas coûter un sou aux Montréalais, et qui à finalement mené la ville au bord de la faillite.

Comment se fait-il qu'un seul homme ait pu engager des sommes aussi colossales et prendre des décisions qui affectent profondément une agglomération de près de trois millions d'habitants (la municipalité de Montréal proprement dite n'a qu'un million d'habitants) ? Tout simplement parce qu'il n'existait pas jusqu'à tout récemment de véritable opposition au conseil municipal, ce qui facilitait bien sûr la tâche de M. Drapeau.

La création, en 1974, du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) allait brouiller les cartes. L'opposition a aujourd'hui dix-huit conseillers municipaux sur cinquante-sept. Elle a mis fin au monopole absolu qu'exerçait le Parti civique dont M. Drapeau choisit personnellement tous les membres. Ces derniers sont dévoués corps et âme à leur chef, qui leur demande d'entériner sans discussion les décisions du conseil exécutif, c'est-à-dire ses propres oukases.

Pour l'instant, l'opposition n'a guère les moyens de modifier en profondeur la gestion municipale, mais elle joue la mouche du coche, ce qui agace profondément le maire, déjà en butte aux empiétements du gouvernement provincial depuis son intervention pour sauver les Jeux olympiques. Devant ces nouveaux obstacles, l'imagination débordante de M. Drapeau ne s'arrête pas. Il a lancé l'idée d'un TGV entre Montréal et New-York, et le projet est à l'étude. Mais il sait maintenant qu'il ne pourra plus prendre la décision seul avec « ses » experts. Les temps ont changé, et le tout-puissant maire ne s'y fait pas.

B. L.G.

L'impôt olympique

« *Les Jeux olympiques n'ont pas plus de chances de se solder par un déficit qu'un homme d'avoir un enfant.* » Le ton du maire était sans réplique, et les mauvais esprits qui, au début des années 70, osaient mettre en question le choix du projet de l'architecte français Roger Taillibert pour les installations olympiques étaient priés d'apprendre à compter.

Huit ans après les Jeux, les Montréalais ont appris à compter. A leurs dépens. Ils continuent en effet de payer la facture qui, selon M. Drapeau, devait être « modeste ». Et, si tout va bien — en particulier si on n'assiste pas à une nouvelle flambée des taux d'intérêts, — ils auront fini de payer dans... sept ans.

Dans son devis initial, la ville de Montréal avait indiqué que les JO s'autofinanceraient. Les dépenses et les recettes avaient été évaluées à 300 millions de dollars. Le bon maire offrait à ses administrés, gratuitement, une superbe fête. De plus, la vocation internationale de Montréal allait être confirmée par cet événement et les retombées économiques devaient être substantielles.

Les l'infirmité, les syndicats et la presse s'étaient alors réunis pour protester contre la fête avant même qu'elle ait lieu. Les syndicats sont accusés de

profiter de l'échéancier très serré des travaux pour exiger des salaires faramineux — ce qui est effectivement le cas. Quant à la presse, elle aurait largement contribué à dégrader le climat entourant la préparation des Jeux.

M. Drapeau refuse obstinément de reconnaître qu'il a peut-être vu trop grand en choisissant l'ambitieux projet de M. Taillibert, le concepteur du Parc des Princes. La montée prodigieuse des coûts et le retard dans les travaux obligent finalement le gouvernement québécois à intervenir. Pour sauver les Jeux, il faut payer le prix : plus de 1,3 milliard de dollars. Quatre fois plus que prévu. Et encore, ce chiffre ne tient-il pas compte des intérêts sur les emprunts qu'il a fallu contracter pour financer toute l'opération.

Le gouvernement québécois a pris à sa charge les deux tiers de la dette en créant un Fonds spécial olympique qui est alimenté pour l'essentiel par une taxe sur le tabac. Quant à la ville de Montréal, elle a imposé une « taxe olympique » aux propriétaires. Tout ça pour un stade inachevé — il manque encore le toit et une tour, qui ne seront peut-être jamais installés.

B. L.G.

Les frères Dubois, mafiosi

UN bien joli scénario, l'horrible histoire des frères Dubois, enfants du quartier Saint-Henri. Ces neuf fils de Paulo Dubois ont terrifié pendant des années Montréal, le Montréal de la nuit et de la violence.

L'ascension des fils Dubois commence dans les années 55-60, dans les rues de ce quartier Saint-Henri, au sud-ouest de Montréal, un quartier pauvre, francophone. Ils sont un peu spéciaux, ces neuf jeunes gens, si l'on en croit le témoignage d'un rédacteur en chef de la *Voix populaire*, M. Jean-Jacques Mercier. Très spéciaux même. Il est vrai que le père lui-même n'était pas mal. Paulo avait un grand jeu, rapporte M. Mercier, c'était de faire une « gambette », au vieux Napoléon, le grand père unijambiste, qui du

coup, se retrouvait à terre. La plaisanterie faisait la joie de la famille, y compris de maman Dubois. Celle-ci entre tous ses fils avait son préféré, Norman, « son petit ange ». Le petit ange, devenu grand, arrachera l'œil d'un gérant d'hôtel qui lui déplaisait.

C'est donc dans la rue que les neuf fils Dubois, conduits par Claude et Adrien, firent l'apprentissage de l'ultra-violence. Un jour, beaucoup plus tard, ils s'en expliquent : « Il n'y a pas de loi pour nous. On a été élevés dans la misère avec des beurrées de monnaie et de mélasse. » Une façon de voir. D'autres moins complaisants diront qu'ils étaient tout simplement « un peu crackpots », les frères Dubois.

C'est-à-dire un peu cinglés. Et très violents. Le premier grand ex-

plotit que la chronique leur attribue fit quelque bruit dans la paroisse : un dimanche devant l'église Sainte-Zélie, une jeune fille de quinze ans fut retrouvée attachée nue sur un banc. Elle avait été rasée, des croix peintes sur les seins, un point d'interrogation au-dessus du pubis.

Simple enfantillage. Les charmants bambins vont devenir grands, c'est-à-dire, peu à peu, décréter la loi, leur loi. Sur le quartier, puis sur tout l'ouest, puis sur « la Main », la rue principale de Montréal, la très chaude rue Sainte-Catherine. Une carrière-folles qui commence dans la grivèlerie au contenu, pas d'addition ou une entaille sur le museau du chef, pour se finir dans le racket systématique. Une promotion qui s'élabore dans le trafic de photos pornos pour s'achever par le contrôle de la

prostitution. Une évolution qui se situe entre l'argent volé des débuts et l'argent prêt à des taux usuraires. « J'ai vu, raconte M. Mercier, des frères qui devaient verser 125 dollars par semaine aux Dubois pour 500 prêts dix ans auparavant ».

La guerre des gangs

Prostitution, racket, terreur, violence et autres peccadilles. Les petits Dubois ont grandi. Mais avant cela, avant d'établir leur quartier général dans un snack-bar, au 157 Catherine-Six, Claude et les siens ont dû batailler ferme. C'est que la place était prise à Montréal, depuis les années 20, par une famille de Saint-Léonard, les Cotroni. Une famille au sens sicilien du terme, directement affiliée à la famille Bonanno de la mafia new-yorkaise et qui tenait ses assises dans un bar joliment appelé le Faisan doré.

La guerre était inévitable. Elle eut lieu et tourna au désavantage de Frank Cotroni et des siens, dont la chronique montréalaise, vaguement insultante, murmura que même eux, comme la police d'ailleurs, avaient

eu peur des Dubois. Elle eut lieu, sanglante — sur la centaine de meurtres commis annuellement à Montréal, une bonne moitié fut mise à son compte — et aboutit à deux résultats : les Dubois étaient devenus les patrons et une commission d'enquête sur le crime organisé, avec show télévisé, fit les délices de la presse dans les années 75.

Tout empire suscite convoitise. Une autre guerre allait opposer les Dubois et leurs alliés, notamment la famille Provencal, très intéressée par les transports routiers, à des jeunes gens, irlandais cette fois, et plein d'appétit, les Mac Sween, considérés comme des « généraux ». Guerre tout aussi sanglante et qui tourna encore à l'avantage des Dubois.

L'empire en apparence tenait bon. En apparence seulement. Il suffira d'une trahison pour le faire tomber. Il y a deux ans, un membre du gang — laissez-le à l'anonymat — se livre à la police. Autisme inespéré. Il confesse avoir commis une trentaine de meurtres ou tentatives de meurtres sur ordre des Dubois. Et il parle, parle même encore aujourd'hui, gardé depuis deux ans, comme un trésor précieux au qu-

atrième étage du Parthenon, Q.G. de la sécurité générale.

Aujourd'hui, Jean-Guy et Claude Dubois sont en prison. Adrien, dit-on, vient d'en sortir. Frank Cotroni est sous les verrous et la justice des États-Unis a demandé son extradition pour trafic de drogue. Et la vie montréalaise parallèle a repris son opacité. Oh est-il ce temps des situations claires, où, selon un interlocuteur, un restaurateur de Montréal n'avait d'autres questions à se poser que celle-ci : « On je paye aux Cotroni, ou je paye aux Dubois. Ou je paye à la police » ?

PIERRE GEORGES.

Demain

III. — Le vent tourne



L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

Au Québec comme partout en Occident, la société a subi de profondes mutations qui ont bouleversé les valeurs, les structures, les institutions depuis quelques décennies.

Héritiers d'une tradition française en TERRE D'AMÉRIQUE, les Québécois sont confrontés à un défi quotidien : celui d'inventer, comme individus et comme collectivité, leurs propres manières d'être, de faire, de dire, de vivre.

La recherche sur la culture est l'une des multiples façons de contribuer au renouvellement et au progrès de la culture québécoise et de concourir au développement du Québec.

LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE MERLIN GERIN CANADA LTEE

1375 GRAHAM BELL
BOUCHERVILLE QUÉBEC CANADA J4B 6A1
TEL: 514-6411340 TELEX: 05-268734

- 25 ANS D'EXPERIENCE SUR LE MARCHÉ CANADIEN.
- UN DES LEADERS MONDIAL D'EQUIPEMENTS DE BASSE TENSION (COUPURE DANS L'AIR) ET MOYENNE TENSION (COUPURE DANS LE SF6).
- UNE PRESENCE INTERNATIONALE GRACE A LA PARTICIPATION AUX GRANDS PROJETS INDUSTRIELS PAR L'INTERMEDIAIRE DES GRANDS CONSULTANTS.
- FABRICATION CANADIENNE (AU QUÉBEC) D'EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES BASSE ET MOYENNE TENSION.
- COMMERCIALISATION DES GAMMES DE MATÉRIELS DU GROUPE MERLIN GERIN JUSQU'À 735 000V Y COMPRIS LES AUTOMATES PROGRAMMABLES.

1534
Jacques
Cartier
quitte la
France pour
prendre
possession
du nouveau
monde.

1534 من الامم

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Déterminés selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE D'AFFAIRES
QUARTIER TRINITE
recherche pour service étranger
ADJOINT
CHEF DE SERVICE
CADRE
CLASSE V
BONNES CONNAISSANCES :
R.E.M.D.O.C.S.
C.R.E.D.O.C.S.
CHANGE

TOUTES OPERATIONS
AVEC ETRANGER
Réglementation des changes
EXPERIENCE 10 ANS MINIMUM
Ad. CV et photo récente
n° 25 725 PUBLIMARK, 21, rue
Feytaud (21), qui transmettra.

Recherche, PROFESSEURS DE
Piano et de Violon
Env. C.V. et photo
sous n° 7 045 887 M
REGIE PRESSE
7, rue de Montreuil, Paris-75.

Société de Formation
recherche
TITULAIRE
DUT ELECTRONIQUE
ou EQUIVALENT
pour assurer T.P. d'atelier et
cours en entreprise
904-04-48, ap. 19 h.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
DE TRANSPORT
QUARTIER DEFENSE
recherche

AUDITEUR INTERNE
(thème maîtrise)
50 ans minimum
pour contrôle
succursales FRANCE
Expérience d'un poste
similaire indispensable.

Adresse C.V. et photographies
sous n° 22.009, réf.
à porter sur enveloppe à
La Poste France
22-27, avenue de Neuilly
75116 PARIS, qui transmettra.

Organisme professionnel
Porte Dauphine
recherche
RESPONSABLE
DE SON SERVICE
DOCUMENTATION
Formation de pharmacien
suppléant.
Expérience de la fonction
nécessaire.
Anglais et Allemand
indispensables.
Adresse candidature à :
M. MO 75.945 Bleu, 17, rue
Label, 94307 Vincennes.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
RECHERCHE
COMPTABLE
Pour son service comptabilité
général. Envoyer C.V. à
L'ESPARINE DE FRANCE,
65, rue Joffroy, PARIS-17.

BANQUE D'AFFAIRES
QUARTIER TRINITE
recherche pour service étranger
ADJOINT
CHEF DE SERVICE
CADRE
CLASSE 5
BONNES CONNAISSANCES :
R.E.M.D.O.C.S.
C.R.E.D.O.C.S.
CHANGE

Toutes opérations avec étranger,
réglementation des changes.
EXPERIENCE 10 ANS MINIMUM.
Ad. C.V. et photo récente
n° 28.725 PUBLIMARK,
21, rue Feytaud (21), qui transmettra.

VILLE DE COURCOURONNES (91)
RECRUTE
POUR LE 1^{er} SEPTEMBRE
1 Académicien
Candidature avec C.V. à
adresser à Monsieur le Maire.



emplois régionaux



CRÉDIT AGRICOLE

LA C.R.C.A.M. SUD-EST
(2.400 employés et cadres, 240 agences bancaires
sur la région Rhône-Alpes)
recherche pour son
DÉPARTEMENT LOGISTIQUE
DES TECHNICIENS :
MAINTENANCE
INSTALLATION
d'un parc important de matériel informatique (automates
bancaires, terminaux de gestion, terminaux point de
vente, etc.).
Vous avez une formation électronique supérieure (D.U.T.
etc.) et vous souhaitez évoluer dans un environnement
technologique de pointe.
Votre candidature nous intéresse, nous vous proposons un
travail varié nécessitant des qualités techniques,
d'initiatives et d'études, mais également de dialogue et
d'organisation (sous-traitant, service utilisateurs et
clients).
Adressez-nous votre lettre, C.V., photo,
sous références 16.17
C.R.C.A.M. DU SUD-EST, service recrutement,
Boîte Postale 9.156, 69263 LYON CEDEX 01.

NICE, école de français p.
adultes étrangers, recherche
PROFESSEUR
exp. pratique VUE et DVD
enseign. pendant bien anglais,
plein temps, poste permanent.
Ecr. av. CV, etc. n° 46 902 M.
REGIE PRESSE
7, rue de Montreuil, 75007 Paris.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82



emplois internationaux

BEICIP
SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS PÉTROLIERS
recherche d'urgence
pour son DÉPARTEMENT GÉOTHERMIE
INGÉNIEUR
PRODUCTEUR EN
HAUTE ÉNERGIE
2-5 ans d'expérience.
Le poste est à pourvoir à JAKARTA (Indonésie)
pour un an
Anglais indispensable.
Les candidats intéressés sont invités à
prendre contact avec M. AMAR
Tél. 749-71-71 POUR ENTRETIEN.

L'immobilier

appartements vente

2^e arrdt
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, 2 p.,
48 m², 5^e ét., sans asc., sol.
pierre, cheminée, 450 000 F.
T. : 354-02-80 ou 222-48-22.

4^e arrdt
CŒUR MARAIS
DANS HOTEL PARTICULIER
Notables surfaces
à rénover. 238-63-82.

5^e arrdt
LUXEMBOURG
studio,
cuis., salle d'eau à moderniser
Prix : 140 000 F. 225-97-16.

CENSIER 3 P.
récent cuis., équipée tout
confort, parking. 336-17-36

PANTHÉON
BEAUCOUP DE CHARMES
APPT 75 m², 4 pièces aménag.
récent, idéal pour couple ou ois.
bataille. Triple exposition. Vue
panoramique. 272-33-25.

NEUF
IMMEUBLES TRÈS
GRAND LUXE
RESTE 3 P. 72 m²
de 3, 4 et 5 P. C. et us
DUPLEX-TERRASSES
Livraison immédiate

JARDIN PLANTES
1 et 2. RUE POLYVAU
A partir de 18.000 F. le m²
Permis et délimité

APPARTEMENT TENDON
Tous les jours 14 h à 19 h
Sauf mercredi et dimanche
A.W.I. Tél. : 267-37-37.

MONGE BEAU STUDIO
11 off., ascens., calme.
31 000 F. Tél. : 323-97-18.

6^e arrdt
3 P. ASC., TERRASSE
Pr. Bon Marché, 703-32-44

7^e arrdt
VIR. CHOE-MARE, 567-47-47,
loc. de 50 m², 2 p., 1 s.
sol., veranda.

10^e arrdt
GARE DE L'EST
Prop. vd beau 2 p., cuis., s. de
b. Crédit possible. 273-14-33.

capitaux
propositions
commerciales
Une organisation
internationale de vacances
vous propose : VOUS QUI
CONNAISSEZ la région
touristique, près plage ou pla-
jeux, écoles, commerces, etc.,
dans lequel nous pourrions
louer au moins une vingtaine
d'appartements.
S'AGISSE-LE NOUS !
Nous pouvons vous offrir soit
une commission d'indication
soit un poste de responsable
d'implantation.
Nous espérons que vous serez
un LOYER GAGNANT
pour la saison d'été
ou à l'année : quelle que soit
l'occupation réelle de
l'appartement.
Ecrire à S.803 ANEPRA
réf. MON, 37, rue du Général-
Roy, 75008 PARIS.

formation
professionnelle
TROUVER
UN NOUVEL EMPLOI
Stage intensif de 3 jours.
Tél. (1) 225-53-33.

propositions
diverses
Pr. dev. expert conseil, inter-
nationale, Ecr. Benoit P.-E.,
16, r. Prévoist, 34500 Béziers.

DEMANDES
D'EMPLOIS
CNAM, bilingue, 35 ans
Etat diplo 13 a. en RFA, exp.
équipements et automatisés en al-
lément Allemagne et Suisse.
Offre au service des marchés.
Ecr. n° 7 852 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
B. rue des Italiens, 75008 Paris.

automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.
VO OPEL BERLINA 1300 S.
7 ch., couleur bordeaux,
5 portes avec nomb. options :
sièges rabats, et sous-voilure, et
vie de sécurité, etc. Prix argus
41 700 F. Prix à débattre.
MERCER. Tél. : 010-72-75.

appartements
achats
JEAN FEUILLADE, 54, av. de
La Motte-Picquet, 15, 566-00-75.
recherche pour clients sérieux
APPT 200 m², 15^e, 7^e arrdt.

locations non meublées offres

Paris
LES PARTICULIERS ont des
LOGEMENTS A LOUER.
Nombreuses LOCATIONS
garanties disponibles.
OFFRES DE LOCATAIRES.
Téléphone : 295-58-48.

Région parisienne
A LOUER TRIAS F4, 110 m²,
balcon, 3 chambres, Libre
1^{er} juillet. 3 400 F/mois.
Tél. 552-59-51, après 19 h.

locations non meublées
demandes
Paris
Pour louer cadres direction et
employés IMPORTANTE
BANQUE FRANÇAISE not.
tant à Paris qu'en banlieue
APPT 2 à 10 p. ou VILLAS.
Tél. 504-01-34, poste 12.

Université (professeur) rech.
sept 3 p. de prêt. 14^e, 7^e, 5^e.
Tél. : 589-88-84, ap. 19 h.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES,
villes très banl., loyer garantis.
Tél. 589-88-84 - 255-57-02.

locations meublées
demandes
Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de standing
à Paris et banl. 255-11-08.

immobilier
information
ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
PRIMA de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS - 227-44-44.

PAVILLON centre, sur 850 m²,
super pavillon, récent, piscine,
meublé, 240 m² hab.
2 100 000 F. T. : 644-48-83.

immeubles
CHAMONIX. Vend immeuble
chauffé, restaurant, bar,
appartement à l'étage.
Tél. : 338-25-83, h. bureau.

maisons
individuelles
ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAIS. BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux
Surface habitable 130 m² envi-
ron + grand jardin aménagé
10 m² environ.
Unité en terrain ou
en 2^e appartement
avec entrées séparées.
Espace libre, Jardin. Arbre.
Convientrait plus particulière-
ment à artisan, prof. Bénéfice,
société commerciale
+ LOCAL PROFESSIONNEL.
Prix : 550 000 F.
Tél. : (16 5) 922-25-63
ou 951-12-77.

villas
A SAISIR
GOLFE JUAN
MAISON A RESTAURER
VUE MER, EXCEPTIONNEL
550 000 F. T. : 602-13-43.

EXCEPTIONNEL
RÉGION ARPAJON
Très belle villa neuve sur
sous-sol, 62 m², 7 p., 1 s.
de bain + douche, gd confort.
Jardin 2 100 m², BELLE VUE.
Prix : 1.150 000 F.
Frais réduits.

SOUFRICE, 490-18-15.
COTE D'AZUR - MENTON
App. 4-5 p., gd hall, 1^{er} étage,
eau, sud-est, vue sur mer, im-
m. p. de l. site classé, plan cen-
tre, 50 mètres mer. Tél. : voir
(16-81) 72-74.

ACHÈTE PROPRIÉTÉ DE
CHASSE SOLOGNE ou
RÉGION LIMOUSINE.
Ecr. ORLET n° 202.637,
128, avenue Charles-de-Gaulle,
92822 NEUILLY-SUR-SEINE.

terrains
Part. vend
St-Rémy-lès-Chevreuses,
10^e pers. terrain à bât. 510 m²,
facile 10,50 m.
T. 905-58-89 ou 959-25-66.

maisons de campagne

Réfaite à neuf (près des
Andelys 27) 100 km Paris, 30 km
Rouen.
1 800 m² - res-de-chaussée : sé-
jour double 28 m², cuisine, w.c.,
salle d'eau, lingerie, garage.
Étage : 3 chambres, cabinet tol-
lette, fourneaux, appartements sur le
terrain, chauffage central mazout
+ réfrigération cuisine, chambrée.
Terra. aménagée. Prix :
550 000 F. n. 16. Dordou :
16322 54-21-11.

A vendre maison, vallée de
l'Eure à Ezy-Eure, sur
1 800 m², 3 p., cuisine, bain,
grande terrasse, garage,
annexe, terrain aménagé.
300 000 F. Tél. : 623-23-76
(1350 000 F. si paiement rap-
peler). Tél. : 16 (90) 20-32-76.

VAUCLUSE part. vend
belle maison
de village ancienne 16 pces,
31 conf., carrelage, jardin, vue
admirable sur colline non
habitées. 1 450 000 F.
(1350 000 F. si paiement rap-
peler). Tél. : 16 (90) 20-32-76.

propriétés
Région ABLES, 70 km de Paris,
belle propriété, grande mai-
son d'artiste 65 m² + dép. 71
m², jardin planté de 1 200 m²
de fleurs, 200 m² de terrain
800 000 F. T. (37) 31-13-59.

INDRE
15 km de Châteauneuf
PROPRIÉTÉ
AGRICOLE
de 109 hectares
traversée par rivière

BÂTIMENTS
D'ABRICATION
et D'EXPLOITATION
LIBRE A LA VENTE.
S'adr. à M. JACQUET.
Tél. : 16-54-36-53.

viagers
88/91 ANS
3 p., 4^e étage, sol., coupl.,
pr. M^e République,
150 000 + 2 000 F. CRUZ,
6, rue La Boétie, 75008 P.
F. CRUZ - 266-19-00

8, RUE LA BORTIE, 6^e
Prix réduits, indicateurs, confor-
table, cuisine équipée.

SEMASEP
ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
PRIMA de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS - 227-44-44.

PAVILLON centre, sur 850 m²,
super pavillon, récent, piscine,
meublé, 240 m² hab.
2 100 000 F. T. : 644-48-83.

immeubles
CHAMONIX. Vend immeuble
chauffé, restaurant, bar,
appartement à l'étage.
Tél. : 338-25-83, h. bureau.

maisons
individuelles
ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAIS. BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux
Surface habitable 130 m² envi-
ron + grand jardin aménagé
10 m² environ.
Unité en terrain ou
en 2^e appartement
avec entrées séparées.
Espace libre, Jardin. Arbre.
Convientrait plus particulière-
ment à artisan, prof. Bénéfice,
société commerciale
+ LOCAL PROFESSIONNEL.
Prix : 550 000 F.
Tél. : (16 5) 922-25-63
ou 951-12-77.

villas
A SAISIR
GOLFE JUAN
MAISON A RESTAURER
VUE MER, EXCEPTIONNEL
550 000 F. T. : 602-13-43.

EXCEPTIONNEL
RÉGION ARPAJON
Très belle villa neuve sur
sous-sol, 62 m², 7 p., 1 s.
de bain + douche, gd confort.
Jardin 2 100 m², BELLE VUE.
Prix : 1.150 000 F.
Frais réduits.

SOUFRICE, 490-18-15.
COTE D'AZUR - MENTON
App. 4-5 p., gd hall, 1^{er} étage,
eau, sud-est, vue sur mer, im-
m. p. de l. site classé, plan cen-
tre, 50 mètres mer. Tél. : voir
(16-81) 72-74.

ACHÈTE PROPRIÉTÉ DE
CHASSE SOLOGNE ou
RÉGION LIMOUSINE.
Ecr. ORLET n° 202.637,
128, avenue Charles-de-Gaulle,
92822 NEUILLY-SUR-SEINE.

terrains
Part. vend
St-Rémy-lès-Chevreuses,
10^e pers. terrain à bât. 510 m²,
facile 10,50 m.
T. 905-58-89 ou 959-25-66.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

LOCATIONS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constructions de Sociétés
et tous services. 335-17-50.

BOURG-LA-REINE RER
bureaux mod. 80 à 200 m² à partir
4.000 F/mois. 660-44-82.

locaux commerciaux
Ventes
1^{er} ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaire
léger, calme, clair, direct
propriétaire. Tél. : 323-58-84.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE !
Sièges sociaux
à bureaux commercialisés
CONSTITUTIONS STES
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 283.60.50+

BONIFICATION
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 240 F PAR MOIS
GIDES - 723-82-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
RC 160 F. S.A.R.L. 150 F.
Constitution rapide de Sté
GSMF. 4, rue des Deux-
Avenues, 19^e, 585-55-11, 54,
r. de Crémieux, 19^e, 607-62-00.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services
ou votre siège social. Tél.
Téléc. secrétariat, salles de
réunion av. vidéo, bar, etc.
Loc. courte ou longue durée.
ACTE, 562-68-00.

terrains
VILLEUR-VAZON LA ZONE D'ACTIVITÉS DE
L'ÉPI D'OR, ÇA MARCHE
SEMASEP
ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
PRIMA de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS - 227-44-44.

PAVILLON centre, sur 850 m²,
super pavillon, récent, piscine,
meublé, 240 m² hab.
2 100 000 F. T. : 644-48-83.

immeubles
CHAMONIX. Vend immeuble
chauffé, restaurant, bar,
appartement à l'étage.
Tél. : 338-25-83, h. bureau.

maisons
individuelles
ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAIS. BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux
Surface habitable 130 m² envi-
ron + grand jardin aménagé
10 m² environ.
Unité en terrain ou
en 2^e appartement
avec entrées séparées.
Espace libre, Jardin. Arbre.
Convientrait plus particulière-
ment à artisan, prof. Bénéfice,
société commerciale
+ LOCAL PROFESSIONNEL.
Prix : 550 000 F.
Tél. : (16 5) 922-25-63
ou 951-12-77.

villas
A SAISIR
GOLFE JUAN
MAISON A RESTAURER
VUE MER, EXCEPTIONNEL
550 000 F. T. : 602-13-43.

EXCEPTIONNEL
RÉGION ARPAJON
Très belle villa neuve sur
sous-sol, 62 m², 7 p., 1 s.
de bain + douche, gd confort.
Jardin 2 100 m², BELLE VUE.
Prix : 1.150 000 F.
Frais réduits.

SOUFRICE, 490-18-15.
COTE D'AZUR - MENTON
App. 4-5 p., gd hall, 1^{er} étage,
eau, sud-est, vue sur mer, im-
m. p. de l. site classé, plan cen-
tre, 50 mètres mer. Tél. : voir
(16-81) 72-74.

ACHÈTE PROPRIÉTÉ DE
CHASSE SOLOGNE ou
RÉGION LIMOUSINE.
Ecr. ORLET n° 202.637,
128, avenue Charles-de-Gaulle,
92822 NEUILLY-SUR-SEINE.

terrains
Part. vend
St-Rémy-lès-Chevreuses,
10^e pers. terrain à bât. 510 m²,
facile 10,50 m.
T. 905-58-89 ou 959-25-66.

SEMASEP
ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
PRIMA de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS - 227-44-44.

PAVILLON centre, sur 850 m²,
super pavillon, récent, piscine,
meublé, 240 m² hab.
2 100 000 F. T. : 644-48-83.

immeubles
CHAMONIX. Vend immeuble
chauffé, restaurant, bar,
appartement à l'étage.
Tél. : 338-25-83, h. bureau.

maisons
individuelles
ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAIS. BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux

LE CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} André Annot, M. et M^{me} Nicolas Villay, Demessiers et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Monod et leurs enfants, M. et M^{me} Charles Peraldi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

capitaine de l'Armée de l'Air Pierre ANNOT,

né au Liban le 6 juin 1904, l'inhumation aura lieu à Regennes (Vr), le 9 juin 1984.

8, rue de la Gaieté, 83000 Toulon.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Emile BAAS, professeur de philosophie,

survenu le 4 juin 1984, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 juin, à 14 heures, 14, rue Fichet, 67000 Strasbourg.

Neuilly. Béthard. Bécon-les-Grands.

On nous prie d'annoncer le décès de

Françoise de MEAULNE, journaliste,

décédée le 5 juin 1984, victime des attentats de l'Église.

De la part de ses frères et sœurs :

M. et M^{me} Robert Dupont Lherminier, Le baron et la baronne Michel Néron-Néron.

M. et M^{me} Henri de Charost, M. et M^{me} Philippe Turly-Joubert, De ses neveux et nièces Et de ses filles.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Bécon-les-Grands (Seine-et-Marne) le vendredi 8 juin, à 15 heures, suivie de l'inhumation.

Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Pierre de Neuilly, le vendredi 15 juin, à 18 h 30, ainsi qu'à Béthard (Seine-et-Marne), le samedi 23 juin, à 17 h 30.

M. M. Jocelyne Farnaud, a la douleur de faire part du décès de

Louis Armand FAUCONNEAU, son grand-père,

survenu le 13 mai 1984 dans sa quatre-vingt-cinquième année, et pris ses amis d'avoir une pensée pour la fin sereine d'une amitié sincère qui illumina toutes les années de sa vie quotidienne.

Porto (Portugal). Tel-Aviv (Israël). Montevideo (Uruguay).

M. Jacques LÉCOUVE, et sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques LÉCOUVE, née Dumas Wolenski,

survenue le dimanche 27 mai dans sa soixante-troisième année.

Suivant son désir, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière des Longs Réages, à Mondon-Bellevue.

3, rue Georges-Vogt, 92190 Mondon-Bellevue.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Lyon le 23 mai 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M. Jean LICHTENBERGER,

ingénieur chimiste ESPCI, directeur honoraire de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier de l'Instruction publique, commandeur de l'Ordre pour la recherche et l'invention.

De la part de

M^{me} Jean Lichtenberger, son épouse,

M. et M^{me} R. Lichtenberger, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} P. Marcom, leurs enfants et petits-enfants.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale.

Nous apprenons la mort de notre confrère

Jacques NOSARI, grand reporter au Figaro,

décédé mercredi 6 juin, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Entré au « Figaro » en 1968 dans le service des informations générales, Jacques Nosari devint le collaborateur direct de Philippe Bouvard, directeur de la rubrique des « points ». Depuis 1978, il était grand reporter.

Geneva.

La Crise de prévision des interprètes de conférences (CPI) a le regret d'annoncer le décès survenu subitement, le 4 juin 1984, de

M^{me} Helga FELICHT, membre de son conseil d'administration, en son domicile elle laisse un grand vide.

Le conseil d'administration exprime ses sincères condoléances à son mari et à ses enfants.

M^{me} Marcel Garand, Le professeur et M^{me} Henri Perret, M. et M^{me} Bertrand Perret, Marie-Fleur et Charlotte, M. Denis Perret, M. Dominique Perret,

sa grand-mère, ses parents, ses frères, belle-sœur et nièces,

Les familles Perret, Garand, Irigoin, Watrin, Ribemont, Noyer, Poyer, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Antoine PERRET,

docteur en droit, notaire associé,

survenu accidentellement le 5 juin 1984, dans sa vingt-neuvième année.

Ses obsèques seront célébrées en l'église paroissiale de Bidache (Pyrénées-Atlantiques), le vendredi 8 juin, à 15 h 30, et seront suivies de l'inhumation dans la sépulture familiale.

12, rue Pasteur, 33110 Le Bouscat, Fanchika-Bida, Fanchika-Bida, 64210 Bidart.

M^{me} Simone Rosenwald, son épouse,

Danielle, Marianne et André Rosenwald, ses filles, Simone et Claire Sallant, ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean ROSENWALD,

premier président honoraire de la Cour des comptes, président de la Commission nationale de l'information et des libertés, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 6 juin.

(Le Monde du 6 juin.)

Le premier vice-président, Le vice-président délégué, Les membres de la Commission nationale de l'information et des libertés, Ainsi que son personnel,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur président,

M. Jean ROSENWALD,

survenu le 2 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière du Père-Lachaise.

Rendant hommage à la tâche qu'il a accomplie à la tête de la Commission, ils adressent à sa femme, à ses enfants et à toute sa famille, leurs plus sincères condoléances et témoignages de sympathie pour le deuil cruel qui les frappe.

Conseil. L'Hay-les-Roses. Limoges.

M^{me} Henri Rouberol, son épouse,

M. et M^{me} Jean Rouberol, leurs enfants, Florence, Isabelle, Jacques Rouberol, ses petits-enfants,

Ainsi que toute la famille,

font part du décès de

M. Henri ROUBEROL,

inspecteur départemental honoraire de l'éducation nationale, ancien directeur d'école normale, chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques, médaille d'argent de la Ville de Paris, médaille d'argent de la ville de Levallois-Perret, membre de la Société d'histoire de France,

survenu le 14 mai 1984, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées, le mercredi 16 mai 1984, en la cathédrale de Tarbes, à 10 heures, 10, rue Nicolas-Poussin, 65000 Tarbes.

M^{me} Pierre Viches, M. et M^{me} Vladimir Viches, Et toute leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre VITCHES, officier de la Légion d'honneur, industriel,

survenu, à Lagny-sur-Marne, à l'âge de soixante-douze ans.

Aix-en-Provence. Marseille. Merges.

M^{me} Norbert Saïd et ses enfants,

M. et M^{me} Guy Siboni, Les familles Saïd, Obedia, Nadjar, About, Hallakou, Lelouch, Anzoua, Lakou,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Norbert SAÏD,

survenu à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques auront lieu vendredi 8 juin 1984, à 14 h 15, au cimetière des Milles (13).

Tarbes. Paris. Toulouse. M^{me} Roland Victor, son épouse,

M. J.-Cl. Sergeant, M^{me} née Monique Victor, et leurs fils, Docteur Gérard Victor et ses enfants,

Docteurs Jean-François, Michèle Millet, née Victor, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Odile Victor, sa sœur aînée,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Roland VICTOR,

professeur honoraire, poète et romancier, lauréat de l'Académie française (1960), sociétaire des Gens de lettres de France, prix Eugène-Leroy (1964), membre du conseil d'administration de la Société académique des Hautes-Pyrénées,

survenu le 14 mai 1984, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées, le mercredi 16 mai 1984, en la cathédrale de Tarbes, à 10 heures, 10, rue Nicolas-Poussin, 65000 Tarbes.

M^{me} Pierre Viches, M. et M^{me} Vladimir Viches, Et toute leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre VITCHES, officier de la Légion d'honneur, industriel,

survenu, à Lagny-sur-Marne, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques civiles auront lieu, le samedi 9 juin 1984, à 11 heures, au cimetière de Lagny-sur-Marne, où l'on se réunira.

17, rue Parmentier, 77400 Lagny-sur-Marne.

Remerciements

M. et M^{me} Robert BAROKAS et leurs enfants, prient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie, à l'occasion du décès de

Bernard,

de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

Services religieux

On nous prie d'annoncer que les prières du mois à la mémoire du

professeur Pierre-Maxime SCHUHL, membre de l'Institut,

auront lieu le mercredi 13 juin 1984, à 18 h 30, à la synagogue, 14, rue Champeau-Laubert, Paris-15.

De la part de l'Alliance israélite universelle.

Souvenir

On nous prie de rappeler le souvenir de

Bernard Joubert des OUCHES, pilote de la RAF,

disparu le 6 juin 1944, et de ses parents

le général et M^{me} Jean JOUBERT des OUCHES.

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 8, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 642280

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu à la salle des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières.

VENREDI 8 JUIN

8. 10. - Art nouveau, art déco (Chausson), Extrême-Orient, céramiques, mon. mod. et de style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MARDI 12 JUIN

8. 1. - Antiquités. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Bodin expert.

MERCREDI 13 JUIN

8. 2. - Tabac mod. et mod. B&B, céramiques, mon. mod. Sculptures mod. - M^{me} BROCCE, GODRAU.

8. 7. - Import. via d'horlogerie de collect., catalogues sur demande. - M^{me} CHAYETTE, M. Sahier expert.

8. 9. - Collection d'un amateur et appartenant à divers. Dessins du 19^e s. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. de Beyer expert.

8. 12. - Antiquités, livres, gravures. - M^{me} OGER, DUMONT.

8. 16. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 14 JUIN

8. 1. - Import. tabac mod., dessins, tabac mod., sièges et mon. du 19^e s. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

8. 14. - Bons mod. et obj. d'art 18^e, 19^e. - M^{me} MILLON, JUTHIAU.

VENREDI 15 JUIN

8. 2. - Obj. d'Extr-Orient, lre carac. - M^{me} COUTURIER, NICOLAY, MM. Bourdely et Roudillon.

8. 3. - B&B. - M^{me} GROS, DELETTREZ.

8. 4-6. - Objets d'art et de très bel aménagement. Importants tableaux anciens. Bolla, Cotta, Chaux, Desportes, Gassel, Groux, Woverman. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dille, Levy-Lacaze, Harthobent et Latreille, Ryan experts.

8. 7. - Dessins, tabac mod. et mod., sculpt., très bel art d'ameub. 18^e, 19^e s. - M^{me} MILLON, JUTHIAU.

8. 9. - Archéologie. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Shins expert.

8. 13. - Bons papiers, verres. - M^{me} BOISGIRARD, de HEECKEREN.

8. 16. - Armes, souvenirs historiques. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Pavot (75009), 261-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.

J.-Cl. BROCCE, Ant. GODEAU, 5, rue la Botte (75008), 742-78-01.

BOISGIRARD, de HEECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.

CHAYETTE, 12, rue Ronsini (75009), 770-38-89.

COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.

GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 770-43-04.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement Rhéna-Lambert), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.

MILLON, JUTHIAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Banlière (75009), 770-88-38.

“Mais qui va payer mon ordinateur personnel IBM?”



INFORMATIONS « SERVICES »

PENTECOTE

Les services ouverts ou fermés

PRESSE : les quotidiens parisiens paraissent normalement.
BANQUES : elles seront fermées lundi 11 juin.
BUREAUX DE POSTE : fermés lundi 11.
SNCF, RATP, AUTOBUS : service des dimanches.
GRANDS MAGASINS : fermés lundi 11.
SÉCURITÉ SOCIALE : fermée vendredi 8 à 15 heures et lundi 11.
ALLOCATIONS FAMILIALES : fermées vendredi 8 à 12 heures et lundi 11.
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : fermée dimanche 10 et lundi 11.
ARCHIVES NATIONALES : fermées samedi 9, dimanche 10 et lundi 11.

de l'hôtellerie, les invalides et le musée Rodin.
 Seront ouverts dimanche 10 et fermés lundi 11 : le Musée d'art moderne, le Musée d'histoire naturelle, le Musée Marmottan et le Palais de la découverte.
 EN ILE-DE-FRANCE seront ouverts dimanche 10 et lundi 11 : Chantilly, Compiègne, Fontainebleau, La Malmaison, Rambouillet et Vaux-le-Vicomte.
 Port-Royal sera ouvert dimanche 10 et fermé lundi 11.

Fontainebleau

Musées
 A PARIS seront ouverts dimanche 10 et lundi 11 : Beaubourg, le Grand Palais, le Musée

Fermeture temporaire. - En raison de la tenue du sommet européen, le Musée national du château de Fontainebleau sera fermé du mardi 12 juin au mardi 3 juillet, et le parc du domaine du 22 au 29 juin.



Vive le stretching !

LE SPORT QUOTIDIEN

UN N° HORS SÉRIE SCIENCE & VIE



NOUS RECHERCHONS DES ETUDIANTS QUI VEULENT DEVENIR PILOTES PROFESSIONNELS !

Les cours pour la préparation du brevet de pilote commercial débuteront en décembre 1984 au N.A.L.A., école nationale agréée, en Caroline du Sud.
 Qualifications minimum requises : être âgé de dix-huit ans, titulaire du baccalauréat ou équivalent ; avoir une bonne santé et réussir les tests d'admission qui auront lieu à Paris en août 1984.
 Les pilotes brevetés du N.A.L.A. volent sur les lignes du monde entier :
 AIR BRIDGE FINNAIR SAS
 AER LINGUS GARUDA SWEDAIR
 AVIACO MARTINAIR SWISSAIR
 et beaucoup d'autres.
 Autres formations possibles : qualifications d'instructeurs, pilote toutes catégories, pilote de ligne, qualifications pour vols sur hélicoptères.

La New Airframe and Power plant technology school ouvrira en septembre 1984.

Ecole agréée par la Federal Aviation Administration PS-709-S autorisée à accueillir des étudiants de toutes nationalités. Programme d'échange n° P-4-4759.

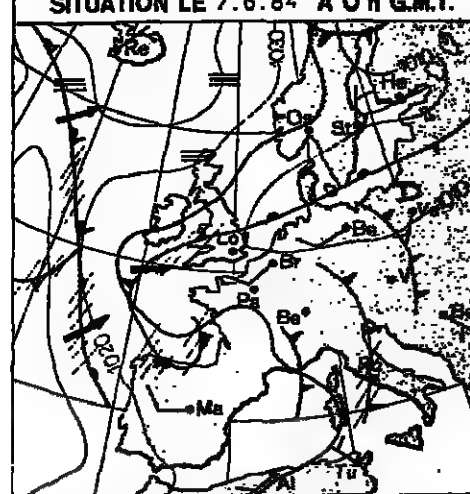
VOUS RÉPONDEZ À CES EXIGENCES ?

Ecrivez-nous pour plus amples informations :
 North American Institute of Aviation
 6, rue Ferdinand-Seurat
 91100 Corbeil, France.

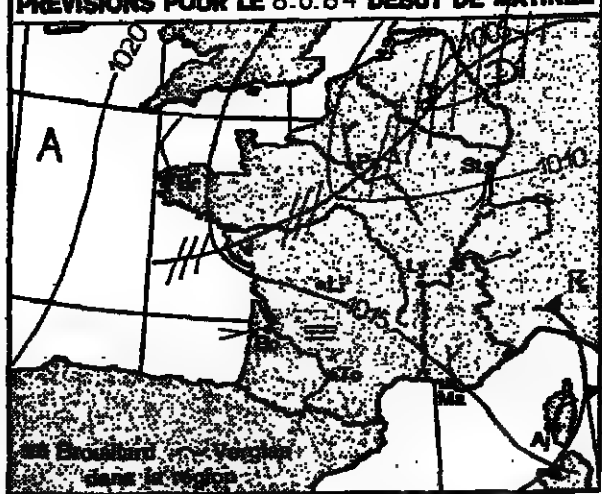


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7.6.84 A 0h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 8.6.84 DÉBUT DE MATINÉE

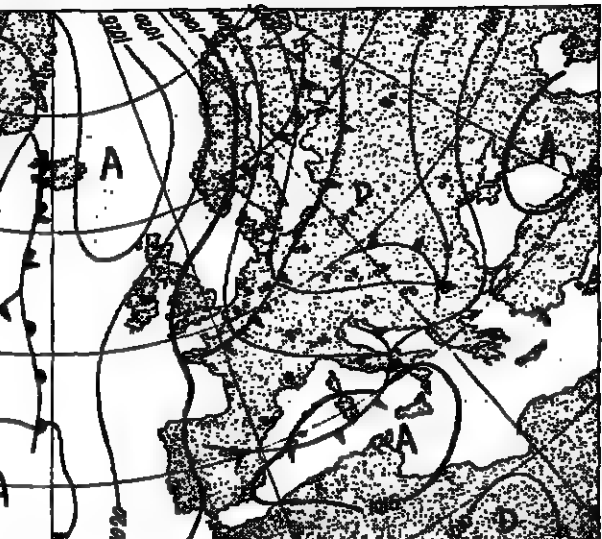


Evolution probable du temps en France entre le jeudi 7 juin à 0 heure et le vendredi 8 juin à 24 heures.

La perturbation du sud des îles Britanniques et de la mer du Nord s'enfoncera à travers la France en perdant de son activité dans sa partie occidentale.
 Vendredi matin, sur la moitié est de la France, le temps sera couvert, avec pluviex et parfois même orageux près du relief. Ce temps maussade tendra à se localiser sur les régions à l'est du Rhône et de la Saône. Les ondées orageuses seront parfois marquées du sud des Alpes à la Corse.
 Sur les autres régions, pas de pluie mais beaucoup de nuages en début de journée, avec même parfois des bancs de brume ou de brouillard sur le Sud-Ouest. En cours de journée, établissement d'un temps nuageux avec éclaircies. Les périodes ensoleillées seront plus larges au voisinage de l'Atlantique. Les vents de nord-est seront sensibles sur le nord de la France.

Dans l'ensemble, les températures seront toujours trop basses pour la saison : 15 à 18 degrés l'après-midi, souvent moins de 14 degrés près de la Manche et de la mer du Nord.
 La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 7 juin, à 8 heures, de 1 011,6 millibars, soit 758,8 millimètres de mercure.
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juin ; le second, le minimum de la nuit du 6 juin à 7 juin) : Ajaccio, 18 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 16 et 7 ; Bourges, 16 et 5 ; Brest, 16 et 7 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 8 JUIN A 0 HEURE (GMT)



Fernand, 16 et 4 ; Dijon, 15 et 3 ; Grenoble, 19 et 7 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 16 et 6 ; Marseille-Marianne, 19 et 11 ; Nancy, 17 et 9 ; Nantes, 16 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 12 ; Paris-Le Bourget, 17 et 10 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 17 et 7 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 16 et 7 ; Toulouse, 17 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 22.
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 12 degrés ; Amsterdam, 16 et 11 ; Athènes, 28 et 17 ; Berlin, 13 et 11 ; Bonn, 16 et 10 ; Bruxelles, 16 et 8 ;

Le Caire, 34 et 18 ; Las Canaries, 23 et 18 ; Coppenhague, 16 et 12 ; Dakar, 29 et 24 ; Djibouti, 28 et 18 ; Gao, 29 et 23 ; Jérusalem, 28 et 18 ; Lisbonne, 19 et 13 ; Londres, 18 et 12 ; Luxembourg, 15 et 7 ; Madrid, 17 et 9 ; Moscou, 29 et 14 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 29 et 20 ; Palma-de-Majorque, 21 et 6 ; Rome, 21 et 15 ; Stockholm, 22 et 10 ; Tanger, 33 et 20 ; Tunis, 22 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CIRCULATION

PENTECOTE : LE WEEK-END LE PLUS LONG. - Le ministère des transports s'attend à une circulation très difficile sur les routes de France à l'occasion du week-end de Pentecôte. Selon la direction de la sécurité et de la circulation routière, 1,3 million de personnes risquent de prendre la route au départ de l'île-de-France, vendredi et samedi, soit 30 % de plus que pour l'Ascension. Il est conseillé de partir vendredi 8 juin en tout début d'après-midi ou samedi 9 très tôt le matin, et de rentrer lundi 11 juin avant 15 heures ou tard dans la nuit.

VOYAGE-PHOTO

JÉRUSALEM. - L'Arche, manuel du judaïsme français, organise, du 2 au 9 septembre, un voyage-photo à Jérusalem à l'intention de jeunes photographes amateurs de dix-huit à trente-cinq ans. Des photographes professionnels accompagneront les participants.
 * L'Arche, 14, rue Georges-Berges, 75017 Paris, tél. : (1) 766-03-35.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 7 juin

DES LOIS

● Portant ratification des ordonnances prises en application de la loi du 22 avril 1983 autorisant le gouvernement à prendre, par application

PARIS EN VISITES - SAMEDI 9 JUIN

« Dans les pas de François d'Assise », 15 heures, devant Saint-Gervais, M^{lle} Lemaire.
 « Le jardin des Tuileries », 15 heures, métro Tuileries, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
 « La Cour de cassation », 15 heures, métro Cité (Commissariat de la loi et d'ailleurs).
 « Les ponts », 15 heures, place du Châtelet (Paris autrefois).
 « La butte Montmartre », 15 heures, métro Blanche (Paris et son histoire).
 « Trésor de Saint-Marc de Venise », 11 à 15, Grand Palais (Visages de Paris).

DES DÉCRETS

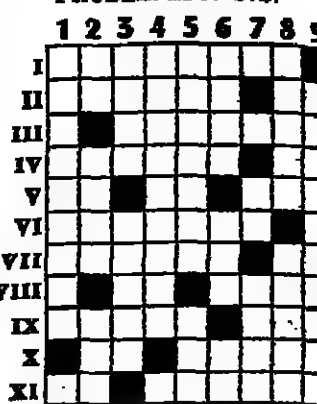
● Relatif à la réglementation de la garantie du titre des matières et ouvrages en platine, en or et en argent.
 ● Relative aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'État.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'application de la loi portant modification du code de travail et du code pénal pour ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3727



HORIZONTALEMENT

I. Champion incontesté des jeux de l'amour et du hasard. - II. Surt à s'envoyer beaucoup avec ceux qui n'en ont pas. Participe passé. - III. Iles britanniques. - IV. Liquide que l'on peut prendre avec une coupe. Participe passé. - V. Doubles dans une double. Départ en vitesse. Cellules de base de l'engorgement supérieur. - VI. Coupable, on la condamne. - VII. Donner une représentation en technicolor. Article. - VIII. Bienvenue, en automne. Reprend habilement de la main droite ce qu'il donne péniblement de la main gauche. - IX. Meurt en amour de Laval. Modeste place au soleil. - X. Ouvrent l'œil. Achète ou donne. - XI. Engagement à l'époque des renaissance. En arriver au dernier acte.

VERTICALEMENT

1. Matière soumise à la foute. - 2. Figure quadruple dans un carré. Façon d'entendre qu'on n'entend plus guère. Dur en descendant, doux en montant. - 3. Fait toute la lumière sur bien des étoiles. Prend rang après l'Ain et avant tous les autres. - 4. Préfère au vice dont il profite qu'une vertu qui ne lui servirait à rien. - 5. Fille de la Côte. Fille de la côte. - 6. Traité renversé par les Français que les Américains lisent à l'envers. Dans la cassette d'Henriek. Préposition. - 7. Article premier. Peut précéder le mieux, jamais le meilleur. - 8. Cepte des émissions clandestines. Prépare une pièce allant au four ou en démolit une qui en a subi une. - 9. Devenu directeur alors qu'il n'était même pas fondé de pouvoir.

Solutions du problème n° 3726

Horizontalement

I. Marnage. - II. Oricle. - III. Népotisme. - IV. Tuer, Ar. - V. Paella. - VI. Eté Cra. - VII. Pentotal. - VIII. Gals. II. - IX. Luciole. - X. Tour. Open. - XI. Enée. Ness.

Verticalement

1. Mont-de-piété. - 2. Area 11. On. - 3. Râpe. Englis. - 4. A. comp. Tuer. - 5. Ultra-chic. - 6. Del. Erosion. - 7. Salut. Ope. - 8. Mal. Ailes. - 9. Rura. Liens.

GUY BROUTY.

SCRABBLE

● Festival de Vichy (3 juin, quatre cent cinquante jours). - Résultats finals : 1. Duguet ; 2. Labbé ; 3. Bloch ; 4. Lavigne (Belgique) ; 5. Vieux ; 6. Delol ; 7. Levart ; 8. Castelet (B) et Hamann ; 10. Leroy ; 11. Faur ; 12. Pouyann ; 13. Zengers (B) ; 14. Bonnet ; 15. Vigroux.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TERMI- NATION	FINALES NUMÉROS	SIGNES ZODIAC	SOMMES GAGNÉES	TERMI- NATION	FINALES NUMÉROS	SIGNES ZODIAC	SOMMES GAGNÉES
1	1 431	capricorne	10 000	7	2 687	taureau	10 000
	26 391	scorpion	10 000		3 037	scorpion	10 000
	31 361	scorpion	10 000		9 037	scorpion	10 000
2	172	taureau	10 000	7	11 607	scorpion	10 000
	3 443	scorpion	10 000		16 487	scorpion	10 000
	6 702	scorpion	10 000		17 487	scorpion	10 000
	7 882	scorpion	10 000				
	9 882	scorpion	10 000				
	9 382	scorpion	10 000				
3	03	capricorne	10 000	8	078	scorpion	10 000
	0 207	capricorne	10 000		8 738	scorpion	10 000
	8 823	scorpion	10 000		4 238	scorpion	10 000
	8 234	capricorne	10 000		16 818	scorpion	10 000
	8 004	scorpion	10 000		16 488	scorpion	10 000
	9 704	scorpion	10 000				
4	255	scorpion	10 000	9	6 828	scorpion	10 000
	2 555	scorpion	10 000		11 818	scorpion	10 000
	9 555	scorpion	10 000		17 818	scorpion	10 000
	26 555	scorpion	10 000				
	26 555	scorpion	10 000				
5	03	capricorne	10 000	0	030	scorpion	10 000
	0 303	capricorne	10 000		0 303	scorpion	10 000
	0 303	capricorne	10 000		0 303	scorpion	10 000
	0 303	capricorne	10 000		0 303	scorpion	10 000
6	22 738	scorpion	10 000				

LOTTO

13 19 21 30 38 39 36

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 13 ET SAMEDI 16 JUIN 1984

VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DE JUIN DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE DU MERCREDI 6 JUIN 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier
8	Tous les billets terminés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries
4	Tous les billets terminés par 4 gagnent 100 F dans toutes les séries
06	Tous les billets terminés par 06 gagnent 400 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 06 gagnent 200 F dans toutes les séries
337	Numéros gagnants dans toutes les séries
	0237 1337 2337 3337 4337 5337 6337 7337 8337 9337 4 400 F
	0273 1373 2373 3373 4373 5373 6373 7373 8373 9373 800
	0723 1723 2723 3723 4723 5723 6723 7723 8723 9723 800
9227	Numéros gagnants
	Série 33 Autres séries
	2279 10 000 F 1 000 F 7229 10 000 F 1 000 F
	2297 10 000 F 1 000 F 7297 10 000 F 1 000 F
	2729 10 000 F 1 000 F 7729 10 000 F 1 000 F
	2797 10 000 F 1 000 F 7797 10 000 F 1 000 F
	2927 10 000 F 1 000 F 7927 10 000 F 1 000 F
	2972 10 000 F 1 000 F 7972 10 000 F 1 000 F
9320	Numéros gagnants
	Série 25 Autres séries
	0239 10 000 F 1 000 F 3029 10 000 F 1 000 F
	0299 10 000 F 1 000 F 3099 10 000 F 1 000 F
	0329 10 000 F 1 000 F 3129 10 000 F 1 000 F
	0399 10 000 F 1 000 F 3199 10 000 F 1 000 F
	0429 10 000 F 1 000 F 3229 10 000 F 1 000 F
	0499 10 000 F 1 000 F 3299 10 000 F 1 000 F
	0529 10 000 F 1 000 F 3329 10 000 F 1 000 F
	0599 10 000 F 1 000 F 3399 10 000 F 1 000 F
	0629 10 000 F 1 000 F 3429 10 000 F 1 000 F
	0699 10 000 F 1 000 F 3499 10 000 F 1 000 F
	0729 10 000 F 1 000 F 3529 10 000 F 1 000 F
	0799 10 000 F 1 000 F 3599 10 000 F 1 000 F
	0829 10 000 F 1 000 F 3629 10 000 F 1 000 F
	0899 10 000 F 1 000 F 3699 10 000 F 1 000 F
	0929 10 000 F 1 000 F 3729 10 000 F 1 000 F
	0999 10 000 F 1 000 F 3799 10 000 F 1 000 F
	1029 10 000 F 1 000 F 3829 10 000 F 1 000 F
	1099 10 000 F 1 000 F 3899 10 000 F 1 000 F
	1129 10 000 F 1 000 F 3929 10 000 F 1 000 F
	1199 10 000 F 1 000 F 3999 10 000 F 1 000 F
	1229 10 000 F 1 000 F 4029 10 000 F 1 000 F
	1299 10 000 F 1 000 F 4099 10 000 F 1 000 F
	1329 10 000 F 1 000 F 4129 10 000 F 1 000 F
	1399 10 000 F 1 000 F 4199 10 000 F 1 000 F
	1429 10 000 F 1 000 F 4229 10 000 F 1 000 F
	1499 10 000 F 1 000 F 4299 10 000 F 1 000 F
	1529 10 000 F 1 000 F 4329 10 000 F 1 000 F
	1599 10 000 F 1 000 F 4399 10 000 F 1 000 F
	1629 10 000 F 1 000 F 4429 10 000 F 1 000 F
	1699 10 000 F 1 000 F 4499 10 000 F 1 000 F
	1729 10 000 F 1 000 F 4529 10 000 F 1 000 F
	1799 10 000 F 1 000 F 4599 10 000 F 1 000 F
	1829 10 000 F 1 000 F 4629 10 000 F 1 000 F
	1899 10 000 F 1 000 F 4699 10 000 F 1 000 F
	1929 10 000 F 1 000 F 4729 10 000 F 1 000 F
	1999 10 000 F 1 000 F 4799 10 000 F 1 000 F
	2029 10 000 F 1 000 F 4829 10 000 F 1 000 F
	2099 10 000 F 1 000 F 4899 10 000 F 1 000 F
	2129 10 000 F 1 000 F 4929 10 000 F 1 000 F
	2199 10 000 F 1 000 F 4999 10 000 F 1 000 F
	2229 10 000 F 1 000 F 5029 10 000 F 1 000 F
	2299 10 000 F 1 000 F 5099 10 000 F 1 000 F
	2329 10 000 F 1 000 F 5129 10 000 F 1 000 F
	2399 10 000 F 1 000 F 5199 10 000 F 1 000 F
	2429 10 000 F 1 000 F 5229 10 000 F 1 000 F
	2499 10 000 F 1 000 F 5299 10 000 F 1 000 F
	2529 10 000 F 1 000 F 5329 10 000 F 1 000 F
	2599 10 000 F 1 000 F 5399 10 000 F 1 000 F
	2629 10 000 F 1 000 F 5429 10 000 F 1 000 F
	2699 10 000 F 1 000 F 5499 10 000 F 1 000 F
	2729 10 000 F 1 000 F 5529 10 000 F 1 000 F
	2799 10 000 F 1 000 F 5599 10 000 F 1 000 F
	2829 10 000 F 1 000 F 5629 10 000 F 1 000 F
	2899 10 000 F 1 000 F 5699 10 000 F 1 000 F
	2929 10 000 F 1 000 F 5729 10 000 F 1 000 F
	2999 10 000 F 1 000 F 5799 10 000 F 1 000 F
	3029 10 000 F 1 000 F 5829 10 000 F 1 000 F
	3099 10 000 F 1 000 F 5899 10 000 F 1 000 F
	3129 10 000 F 1 000 F 5929 10 000 F 1 000 F
	3199 10 000 F 1 000 F 5999 10 000 F 1 000 F
	3229 10 000 F 1 000 F 6029 10 000 F 1 000 F
	3299 10 000 F 1 000 F 6099 10 000 F 1 000 F
	3329 10 000 F 1 000 F 6129 10 000 F 1 000 F
	3399 10 000 F 1 000 F 6199 10 000 F 1 000 F
	3429 10 000 F 1 000 F 6229 10 000 F 1 000 F
	3499 10 000 F 1 000 F 6299 10 000 F 1 000

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Espagne

Le gouvernement demande la levée du secret bancaire pour lutter contre la fraude fiscale

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste espagnol part en guerre contre la fraude fiscale. Rami le 6 juin en conseil des ministres, il a décidé l'envoi au Parlement d'une série de dispositions visant à mettre fin au laxisme traditionnellement de mise en la matière en Espagne.

La mesure la plus spectaculaire prévoit la levée du secret bancaire, au profit des inspecteurs des finances. Par ailleurs, une modification du code pénal permettra de poursuivre plus efficacement la fraude fiscale. L'actuelle définition juridique de ce délit rend en effet très difficile l'action de la justice, puisque, depuis son adoption en 1977, seules quatre personnes ont été traduites devant les tribunaux pour ce motif, trois d'entre elles ayant d'ailleurs été acquittées.

Il est prévu également une multiplication par dix des sanctions relatives à l'évasion fiscale. Lorsque celle-ci se produit avec « circonstances aggravées », elle pourra donner lieu désormais à des peines de prison légitimes. Parmi les autres pénalités applicables aux fraudeurs figurent la suspension temporaire de l'exercice de la profession (pour les notaires et les agents de change notamment) et l'interdiction de bénéficier de crédits officiels ou de subventions publiques. Enfin, en cas de litige entre l'inspecteur des finances et le contribuable, la charge de la preuve incombera désormais à ce dernier, qui devra démontrer son innocence.

Le gouvernement espère, grâce à ces mesures, tenir sa promesse de

lutter contre le déficit du budget de l'Etat, qui dépasse toutes les prévisions (il a augmenté de 75 % durant les quatre premiers mois de 1984 par rapport à la même période de 1983), sans pour autant renforcer les pressions fiscales. L'augmentation des ressources de l'Etat devrait provenir de l'accroissement du nombre de contribuables, et non de l'élévation du taux de l'impôt.

Le « paquet » fiscal annoncé par le gouvernement a été mal reçu par le patronat et l'opposition de droite, qui sont pourtant les premiers à reprocher aux socialistes de ne pas lutter suffisamment contre le déficit du budget. Ils affirment que ces nouvelles mesures auront pour effet de décourager à la fois l'épargne et l'investissement, tandis que la presse conservatrice voit dans le décret de contrôle fiscal exprimé par le gouvernement le premier pas vers « l'Etat policier » que les socialistes, à ses yeux, n'ont pas renoncé à établir.

Ces arguments ne semblent toutefois pas devoir résister à l'écho au sein de la grande masse des salariés, les seuls à ne pas pouvoir dissimuler l'importance de leurs revenus dans ce pays où l'évasion fiscale reste parmi les travailleurs indépendants la plus élevée d'Europe occidentale. Le secrétaire général aux finances, M. Juan Francisco Martín Soto, apportait il y a peu des précisions étonnantes à ce sujet : 84 % des revenus déclarés au fisc en Espagne sont le fait des salariés.

Les rentes du capital effectuellement imposées ne représentent actuellement que 8 % du total des revenus soumis à l'impôt. Le revenu moyen déclaré en Espagne par les professions libérales et le patronat est de 400 000 pesetas par an (21 500 F), soit... environ le salaire minimum. Enfin, toujours selon le secrétaire aux finances, un travailleur indépendant sur quatre seulement remplit aujourd'hui sa déclaration d'impôt. Nul doute que, dans ce contexte, les mesures annoncées par le gouvernement appartiennent davantage au domaine de l'équité qu'à celui de l'idéologie.

THIERRY MALBIAK

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
SE-IL	6,3250	6,2550	+ 65	+ 30
DM	6,3457	6,3495	+ 6	+ 32
Yen (100)	3,5777	3,5806	+ 170	+ 100
FR	16,708	16,707	+ 165	+ 175
Fluor	2,7285	2,7285	+ 135	+ 145
FR (100)	15,0629	15,0735	+ 19	+ 77
FR	3,6222	3,6222	+ 255	+ 267
FR (100)	4,6222	4,6222	+ 181	+ 120
FR	11,5322	11,5421	+ 281	+ 310

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 11/16	10 12/16	10 13/16	10 14/16	10 15/16	10 1 1/16	10 1 1/8	10 1 1/4	10 1 1/2	10 1 3/4	10 2
SE-IL	5 3/16	5 3/16	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4	6 1/16	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4
DM	5 3/4	5 3/4	5 7/8	6	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8
FR (100)	10	11	11 1/16	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4
FR	2 1/8	2 1/8	2 1/4	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
FR (100)	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
FR	9	9	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
FR (100)	12 1/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8

L'administration

Administration portes ouvertes
La bureaucratie en question

60F

ADMINISTRATION PORTES OUVERTES
Le comité rendu d'une expertise décentralisée qui ouvre la voie à une nouvelle manière d'être de l'administration, une nouvelle approche des relations entre l'administration et les usagers. Des chiffres inédits sur la répartition géographique des agents de l'Etat.

Vente en librairie. Vente par correspondance
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124 rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Le Pérou obtient du Club de Paris un rééchelonnement de sa dette publique

Le Pérou a obtenu un rééchelonnement de sa dette extérieure publique auprès des pays industrialisés portant sur les 1 046 millions de dollars venant à échéance entre le 1^{er} mai 1984 et le 31 juillet 1985. A l'issue de la réunion, les 4 et 5 juin, du Club de Paris, le premier ministre péruvien, M. Sandro Mariategui, a fait état du « soulagement » de son pays, et précise que son gouvernement entendait mener une politique d'« austerité sans récession ». « Nous sommes satisfaits », a-t-il dit, « des résultats de cette réunion, avons obtenu, pour la première fois, un traitement exceptionnel ».

Au titre de cet accord, le Pérou effectuera les remboursements sur une période de neuf ans comportant une période de grâce de cinq ans, annonce le communiqué officiel publié par le ministère français de l'économie et des finances. Selon le calendrier établi à Paris, les autorités de Lima régleront d'ici le 31 juillet 1985 seulement 5 % du service de la dette due. Une autre tranche de 5 % devra être remboursée d'ici au 31 décembre 1985, et les 90 % restants le seront en huit versements semestriels à partir du 15 juin 1990.

« Sensibles aux efforts de redressement » entrepris par le Pérou, les pays créanciers ont, indique le communiqué final, « mis en œuvre satisfaisant » la mise en œuvre d'un programme économique et financier

qui bénéficie de l'appui d'un accord de confirmation du Fonds monétaire international en date du 26 avril 1984. Les dix-huit pays créanciers du Pérou réunis à Paris sont l'Afrique du Sud, l'Allemagne fédérale, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, Israël, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

Le Pérou, dont la dette extérieure totale est chiffrée officiellement à 12 milliards de dollars, espère en outre obtenir un allègement de ses remboursements auprès des sociétés privées. Le comité représentatif des banques créancières, présidé par M. William Rhodes, de la Citibank, a demandé le 6 juin aux banques d'approuver un rééchelonnement des règlements venant à échéance en 1984 et en 1985 et représentant 2,6 milliards de dollars, a-on appris à New-York.

« Forte dévaluation du peso philippin. — Aux Philippines, le peso a été dévalué de 22 % en ce qui concerne les importations de marchandises, et de 30 % pour les autres transactions. Le nouveau cours officiel a été fixé à 18 pesos pour 1 dollar contre 14 depuis le mois d'octobre 1983 (11 pesos auparavant). Selon le président Marcos, le peso se stabiliserait entre 19 et 20 unités pour 1 dollar, mais des experts estiment que le cours tombera à 24 ou 25. — (AP-UPI).

AGRICULTURE

La municipalité d'Amiens privatise les abattoirs de la ville

De notre correspondant

Amiens. — Le conseil municipal a voté à l'unanimité la privatisation des abattoirs municipaux. Les négociations ont été menées par M. René Anger, adjoint socialiste au maire communiste, M. René Lamps. Cette privatisation, décidée par une municipalité à majorité de gauche, a été rendue nécessaire non pas à cause d'une mauvaise gestion des abattoirs, dont le bilan est positif, mais parce que le plus gros client, la société SICADA (65 % du tonnage), qui se trouve être parmi les cinq grands français du marché de la viande, sous la direction de M. Jean-Pierre Heuzé, a mis tout son poids dans la balance pour acquiescer les abattoirs.

Cette société, en effet, menacé de faire faillite, notamment à Arras, une partie de sa viande. Le prix de la vente des abattoirs n'a pas encore été révisé. La SICADA s'engage, affirme M. Anger, à maintenir les emplois existants et les activités dites « périphériques », comme la boyaillerie et le traitement des cuirs. Le négociateur socialiste a même précisé que ces activités seront mieux garanties dans le statut privé, car elles forment l'objet d'un bail.

La SICADA a l'intention, par ailleurs, de créer une centaine d'emplois en trois ans, en développant le secteur de découpe et de conditionnement de la viande.

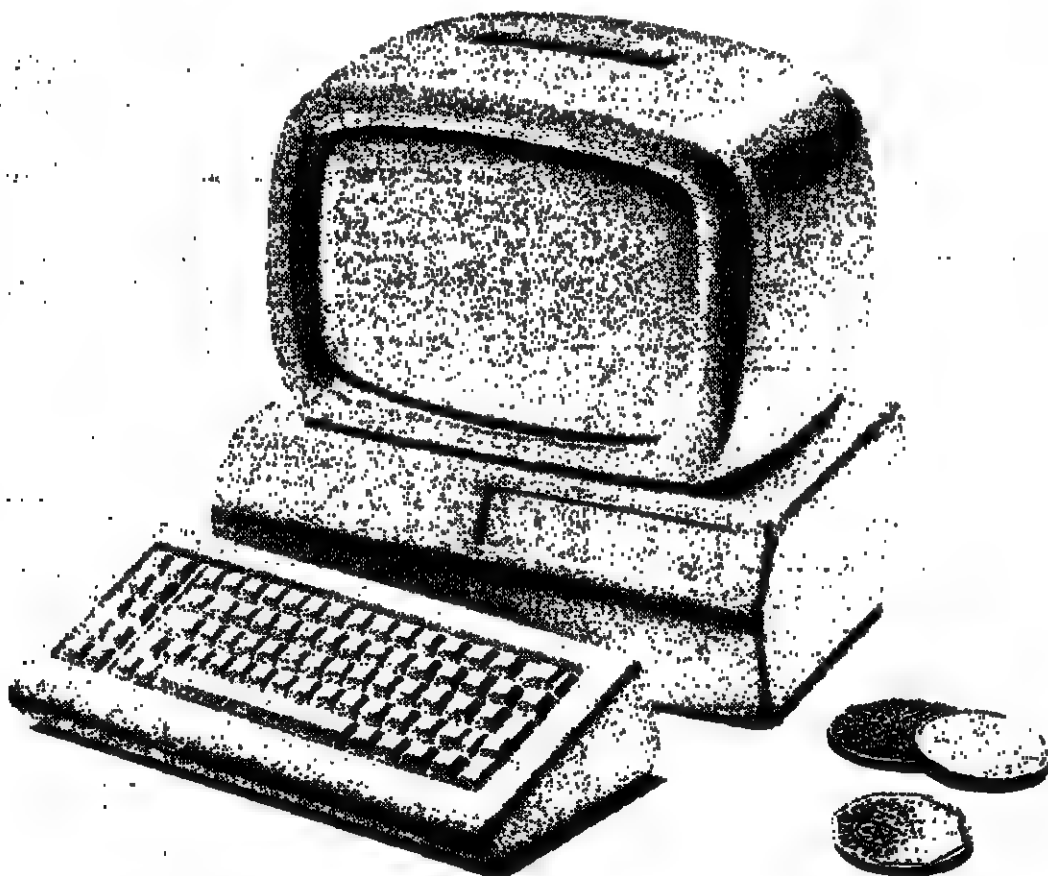
Notant le projet de privatisation, la droite n'a pas manqué d'ironiser. Ainsi M. Roger Méria (RPR) a parlé de « jonglerie historique », et il a ajouté : « Cette volonté de re-

courir au privé est le signe que les idées libérales avancées par l'opposition gagnent du terrain, la gauche prenant enfin conscience des impératifs économiques ». Ce à quoi M. François Cussaut, premier adjoint communiste, a répliqué : « Nous n'avons jamais dit que nous étions partisans à cent pour cent des régies ».

M. C.

« Charente-Maritime : manifestation des ostréiculteurs. — Près d'un millier d'ostréiculteurs du bassin de Marennes-Oléron et de l'île de Ré ont bloqué, mercredi, le port de La Rochelle (Charente-Maritime) avec leur bateau pour « protester contre le nouveau calcul de la redevance domaniale ». Les ostréiculteurs charentais réclament l'uniformité des calculs de cette taxe, dont l'augmentation récente est « calculée différemment selon les bassins ostréicoles ». Les responsables de la section ostréicole indiquent que, « alors que la taxe domaniale est augmentée de 30 % dans tous les autres bassins, pour Marennes-Oléron et l'île de Ré cette même taxe est doublée, sans explication ».

Du côté de l'administration, on indique que cette redevance n'avait pas été augmentée depuis cinq ans. Pour un ostréiculteur qui exploite deux hectares de bons parcs et qui fait environ 100 000 F de bénéfices annuels, elle représente environ 4 000 F. L'administration a, d'autre part, décidé de repousser au 30 juin au 30 septembre la date de paiement de la redevance.



Très probablement, l'ordinateur personnel IBM lui-même.

Tout d'abord, il coûte moins cher que vous ne le pensez : avec 128 000 caractères de mémoire, deux unités de disquettes, un clavier de 128 signes et fonctions, un écran monochrome, une imprimante travaillant à 80 caractères par seconde et un choix de logiciels de base (traitement de texte, calcul et tableur), il est proposé à moins de 40 000 francs* dans les boutiques IBM.

Ensuite, il vous fera gagner du temps. En réduisant vos tâches fastidieuses et répétitives - re-cal-

culer, ré-éditer, re-frapper, ré-évaluer, re-vérifier, re-chercher - il vous fera économiser des heures et des heures de travail chaque semaine. (A propos, à combien évaluez-vous une heure de votre temps ? Si vous ne l'avez jamais calculé, prenez donc un ordinateur personnel IBM et faites-le).

Enfin, l'ordinateur personnel IBM vous permettra de prendre des décisions plus efficaces pour accroître votre compétitivité en contrôlant mieux : stocks, prix de revient, tarification, dépenses, investissements, prévisions... Et chacune de ces décisions devrait se

traduire par de nouvelles économies.

Vous le voyez, l'ordinateur personnel IBM est un équipement professionnel, un outil de base de votre entreprise. Il vous permet des économies, il se paiera lui-même, chaque jour, chaque semaine, chaque mois, à longueur d'année.

Appelez le (1) 722.22.22, à votre disposition 7 jours sur 7, de 7 à 22 heures, pour avoir la liste des points de vente où vous pourrez voir et essayer l'ordinateur personnel IBM.

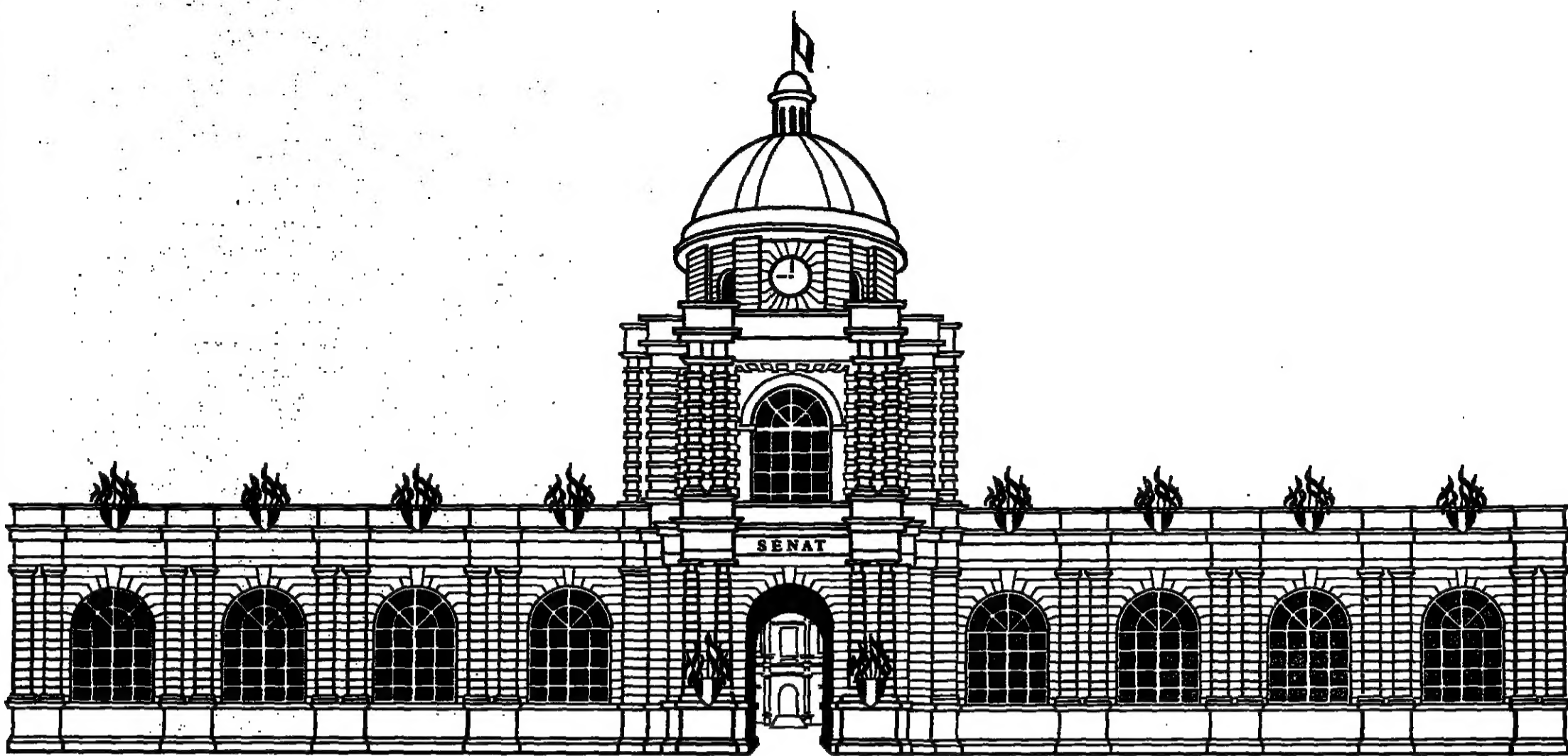
* Sur la base des prix toutes taxes au 15 mai 1984.

L'ordinateur personnel IBM : la plus simple des décisions.

IBM
IBM FRANCE DIFFUSION

27/11/84

Le 21 Juin de 9 heures à 20 heures



LE SENAT OUVRE SES PORTES AUX RESPONSABLES D'ENTREPRISES

"L'entreprise face aux Pouvoirs Publics": ce thème sera abordé à l'attention de 150 responsables d'entreprises dans le cadre d'un séminaire exceptionnel organisé à l'initiative de DECIDER'S, avec le concours effectif de Monsieur Alain Poher, Président du Sénat. Il aura lieu pendant la journée du 21 juin, au Palais du Luxembourg. Au cours de quatre tables rondes et d'un déjeuner-débat, des sujets essentiels pour la vie des entreprises seront examinés par des personnalités qualifiées de haut niveau, pour la première fois réunies, pour traiter de ces problèmes, appartenant à tous les grands courants politiques de ce pays. Des experts étrangers seront également présents.

Les intervenants se répartiront selon les quatre tables rondes programmées dans cette journée. Celles-ci seront animées par des journalistes du Monde, du Quotidien de Paris, du Nouvel Observateur et de Paris-Match. Ces débats seront élargis à la salle. Parmi les personnalités qualifiées inscrites à ce séminaire figurent:

Edmond Alphandery
Député - Membre de la Commission des Finances à l'Assemblée

Gustave Ansart
Député - Président de la Commission Production et Echanges à l'Assemblée
Membre du bureau politique du PCF

Albin Chalandon
Ancien Ministre - Ancien Président d'Elf-Erap

Raymond Forni
Député - Président de la Commission des Lois Constitutionnelles à l'Assemblée

Jean-Pierre Fourcade
Sénateur - Président de la Commission des Affaires Sociales au Sénat

Jean Le Garrec
Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Plan

Philippe Herzog
Membre du bureau politique du PCF

Alain Juppé
Adjoint au Maire de Paris - Membre de la Commission exécutive du RPR

René Monory
Ancien Ministre - Sénateur

Jacques Pelletier
Ancien Ministre - Président du Groupe Gauche Démocratique au Sénat

Christian Pierret
Député - Rapporteur général de la Commission des Finances à l'Assemblée

Alain Poher
Président du Sénat

Mayer Rashish
Ancien Sous-Secrétaire d'Etat du Président Reagan

Pierre-Christian Taittinger
Ancien Ministre - Vice-Président du Sénat

Chikao Tsukuda
Directeur Général au Jetro - Ancien Conseiller au Mini (Japon)

Jean-Marc Vernes
Président de Beghin-Say

Cette liste est non exhaustive. Elle est susceptible d'être modifiée en fonction de l'actualité.

PROGRAMME

9 H - 11 H
Le diagnostic français: la relation pouvoirs publics - entreprises est-elle aujourd'hui satisfaisante?
Table ronde réunissant chefs d'entreprises, responsables politiques et représentants des pouvoirs publics. Débat animé par Philippe Labarde, Chef du service économie et finance du Monde.

11 H - 13 H
Japon, Etats-Unis, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale: examen comparatif de différents modèles.
Table ronde réunissant des spécialistes internationaux américains, japonais, anglais et allemands. Débat animé par Marc Ullmann, spécialiste économique à Paris-Match et RTL.

13 H - 14 H 30
Déjeuner-débat.

15 H - 17 H
L'analyse politique du système français au niveau des grandes formations.
Table ronde réunissant des experts du RPR, de l'UDF, du PS et du PC. Débat animé par

Stéphane Denis, rédacteur en chef du Quotidien de Paris.

17 H - 19 H
Comment réformer un système trop centralisé?
Table ronde réunissant chefs d'entreprises, députés et sénateurs. Débat animé par Franz-Olivier Giesbert, chef du service politique du Nouvel Observateur.

19 H
Cocktail en présence des représentants du monde politique et économique.

• Un dossier complet sur ce séminaire exceptionnel vous sera adressé après votre inscription. Attention: le nombre des participants est strictement limité. Aussi, nous vous engageons à vous inscrire très rapidement. Deux participants d'une même société peuvent alternativement assister à ce séminaire.

• Les frais de participation sont fixés à 4.151 F TTC (3.500 F HT). Règlement par chèque bancaire à l'ordre de Decider's. Une facture sera adressée par retour sur demande.

• Pour vous inscrire, ou obtenir tout renseignement complémentaire, écrivez ou téléphonez à:

Pierre Homsy ou Bernard Rideau, Decider's
216, boulevard Saint-Germain 75007 Paris.
Téléphone: 544.38.67.

Une initiative de

Decider's
Groupe Homsy Delafosse & Associés

SOCIAL

La CGT conserve la majorité absolue aux élections au conseil d'administration d'EDF

Electricité de France a publié le 6 juin au matin les résultats provisoires des élections des représentants des salariés au conseil d'administration qui ont eu lieu le 5 juin. Les résultats définitifs ne seront publiés que le 8 juin. Sur 154 506 inscrits (dont 20 100 cadres), il y a eu une bonne participation puisque le taux de votants est d'environ 87 %. La CGT a obtenu 51,5 % des suffrages exprimés, soit 3 sièges, la CFDT 20,8 % (1 siège), FO 15,2 % (1 siège), l'UNCM-CGC 8,3 % (1 siège) et la CFTC 4,2 %. Chez les cadres, l'UNCM-CGC a obtenu 40,2 %, la CGT 22,5 %, la CFDT 19 %, FO 14,2 % et la CFTC 4,1 %. Chez les autres salariés, la CGT obtient 55,7 %.

Ces résultats révèlent une certaine stabilité du corps électoral à EDF malgré un effritement de la CGT et de la CFDT et une progression de FO, de l'UNCM-CGC et, dans une moindre mesure, de la CFTC par rapport aux élections de « représentation syndicale » du 4 novembre 1982. La CGT avait alors obtenu 53,4 %, la CFDT 22,9 %, FO 13,8 %, l'UNCM-CGC 6,3 % et la CFTC 3,6 %.

Les élections qui ont eu lieu le 29 mai pour l'Union et ses 29 filiales de plus de 1 000 salariés ont donné les résultats suivants : sur 51 491

inscrits et 32 571 votants (63 %), la CGT a obtenu 44,1 % (3 sièges), la CFDT 22,8 % (2 sièges), FO 11,3 % et la CFTC 5,1 %. La CGC présentait deux listes, qui ont obtenu 7,9 % et 8,6 % (chez les employés, techniciens et agents de maîtrise) : ayant recueilli le plus de suffrages chez les cadres, la CGC a 1 siège.

Aux Houillères du bassin de Lorraine, où les élections au conseil d'administration se sont déroulées le 6 juin, les résultats sont les suivants : sur 24 879 inscrits, il y a eu 15 367 votants et 14 473 exprimés. La CFDT a obtenu 25,9 % des suffrages exprimés (2 sièges), devant la CGT 25,6 % (2 sièges), la CGT 21,8 % (1 siège), FO 17,8 % (1 siège), la CGT-ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise), 5,9 %, et la CGC ingénieurs 3 %. La liste de la CGC ingénieurs a cependant obtenu 79,20 % chez les ingénieurs et cadres (433 inscrits, 292 votants et 289 exprimés), ce qui lui permet d'avoir 1 siège au conseil d'administration.

■ M. Bergeron invite le gouvernement à réfléchir sur l'opportunité d'une relance. — Intervenant le 6 juin à Lille, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a estimé qu'il n'est pas scandaleux de s'interroger pour savoir s'il ne faut pas atténuer la politique de rigueur actuelle. Il y a une question de mesure qu'on est, à mon avis, en train de dépasser.

M. Bergeron a invité le gouvernement à « réfléchir très sérieusement à l'opportunité d'une certaine relance économique ». — (Corresp.)

DES SOUS-TRAITANTS DE CREUSOT-LOIRE MANIFESTENT

Interrogé à l'Assemblée nationale, le 6 juin, sur la situation du groupe Creusot-Loire, M. Laurent Fabius, ministre de la recherche, a déclaré que, « si davantage de fonds propres sont nécessaires, les actionnaires ne doivent pas subordonner le respect de leurs engagements à un apport supplémentaire des banques et de l'Etat. Le groupe doit rechercher en lui-même, et d'abord chez ses actionnaires, les fonds propres dont il a besoin ». Cette position des pouvoirs publics n'est pas sans inquiéter les six cents PMI sous-traitants de Creusot-Loire auxquelles la firme doit 800 millions de francs. Onze mille emplois seraient en jeu en Saône-et-Loire, principale région d'implantation, avec le Jura et la Côte-d'Or, de ces sous-traitants. A l'appel de la SNPMI, quatre cents chefs d'entreprise ont bloqué six TGV le 6 juin sur la ligne Paris-Lyon, dénonçant le « laxisme des pouvoirs publics qui profite aux grands groupes ». Les manifestants ont demandé à être reçus par M. Fabius.

ÉNERGIE

HAUSSE DE LA PART DU NUCLÉAIRE DANS LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La production d'électricité en France au cours des quatre premières années de 1984 a été assurée à 62 % par les centrales nucléaires, soit 48 % de plus qu'en 1983 à la même période. De nouveaux réacteurs ayant été mis en service, le taux de disponibilité du parc des centrales a atteint près de 87 %, contre 72 % en 1983.

AFFAIRES

TROIS CHANGEMENTS A LA TÊTE DES BANQUES DU GROUPE CIC

Des changements sont intervenus à la tête de trois banques du groupe CIC. M. Bernard Yoncourt, directeur à la Société lyonnaise des dépôts et de crédit, a été remplacé par M. Jacques Schor à la Société marseillaise de crédit industriel. M. Hugues Maizy, trésorier-payeur général de la région Champagne-Ardenne, remplace M. Robert Fossaert à la banque Scalbert-Dupont. M. Claude Pietra, commissaire du gouvernement auprès des banques, prend la présidence de la Banque régionale de l'Ain, succédant à M. Corson, atteint par la limite d'âge.

D'autre part, M. Dominique Seglio quitte la Société centrale de banque pour la banque La Hénin.

Sont confirmés dans leurs fonctions de président de banques nationales : MM. René Thomas, à la BNP; Jean Deflassieux, au Crédit lyonnais; Jacques Mayoux, à la Société générale; David Dautremes, au Crédit du Nord; Jean Peytelevade, à la Compagnie financière de Suez; M^{me} Christiane Doré, à la banque Sofinco; MM. Jean-Paul Trepozz, à la Banque du bâtiment et des travaux publics; Daniel Houré, à la Banque du bâtiment et des travaux publics; Jean Matouk, à la banque Chaix; Gilbert Lasfargues, à la banque Vernes; Georges Dumas, au Crédit industriel et commercial (CIC); Jean Boyer, à la Séquanaise de banque; M^{me} Lisette Mayret, à la banque Hervet; M^{me} Michel Vuillaume, à la Société générale alsacienne de banque; Lucien Pfeiffer, à l'Union de banque à Paris; M^{me} Hélène Ploix, à la Banque industrielle et mobilière privée; MM. Jean Carrière, à la Lyonnaise de dépôts; Jean-Paul Escande, à la Marseillaise de crédit; Pierre-Louis Blanc, à la Bordelaise de crédit; Jean Durame, au Crédit industriel de Normandie.

Des décisions sont attendues en ce qui concerne la Société centrale de banque, que quitte M. Dominique Seglio, et la Banque de Bretagne, dont le PDG est M. Gilbert Moch.

■ L'imagerie Pellerin, à Epinal, a déposé son bilan. — Le gérant, M. Jean-Charles Dumont, descendant du fondateur de la célèbre entreprise, sollicite le 7 juin un règlement judiciaire et l'autorisation de poursuivre l'activité de la société malgré l'impasse financière monumentale pour la fabrication d'images, créée en 1935, dont le chiffre d'affaires en 1983 atteignait 2,6 millions de francs, et celui prévu en 1984, 6 millions.

TECHNIP VA AUGMENTER SON CAPITAL DE 250 MILLIONS DE FRANCS

Les pertes de Technip en 1983 se sont montées, après audit approfondi, à 224 millions de francs. C'est dire que la première firme française d'ingénierie a dépensé plus que ses fonds propres et se trouve en actif net négatif. Aussi le conseil d'administration, le 5 juin, après avoir décidé de proposer la poursuite de l'activité — procédure normale lorsqu'une entreprise a perdu plus de la moitié de ses fonds propres, — a-t-il proposé une augmentation de capital de 250 millions de francs; une première augmentation de 170 millions de francs devant intervenir « au plus tard le 1^{er} novembre 1984 » (le Monde du 25 mai).

Ce délai devrait permettre à l'Institut français du pétrole, principal actionnaire (40,95 %) de Technip par sa filiale ISIP, de trouver, par la cession d'une partie de celle-ci à des intérêts étrangers, les fonds nécessaires à une telle augmentation de capital. Même s'il ne conserve pas sa participation à son niveau actuel (ELF pourrait, en revanche, accroître légèrement la sienne).

Technip, qui a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de quelque 4 milliards de francs, emploie 2 800 salariés, dont 1 900 à Paris, 450 à Lyon et 450 à Saint-Nazaire. La COT s'est récemment inquiétée des menaces que font peser sur le personnel les mesures de rigueur que les pouvoirs publics décideraient en contrepartie d'un accroissement des fonds propres.

POUR UNE ELITE ACTIVE ET RAFFINEE

11 rue Tronchet - 75008 Paris
concessionnaires Paris et province

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

groupe Carnaud

CARNAUD S.A.
Droit de vote double
et dividende en actions

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 29 février 1984 a accordé un droit de vote double aux actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. Elle a précisé que ce droit de vote double sera exercé dans les assemblées générales réunies postérieurement au 1^{er} mai 1984.

Il est rappelé également que la détermination des titres de la Société (actions et obligations) entrera en vigueur le 3 novembre 1984.

Les actionnaires et les porteurs d'obligations sont invités à prendre contact, dès maintenant, avec les banques ou leur agent de change pour effectuer les formalités nécessaires.

L'assemblée générale ordinaire qui se réunira le 26 juin 1984 aura à approuver le *rapport de gestion et de comptes*. Dans l'hypothèse probable où l'Assemblée voterait un tel paiement, les actionnaires seraient aussitôt informés par un communiqué à la Cote officielle. Chaque actionnaire non inscrit recevra de plus une lettre personnelle lui indiquant les modalités de l'opération.



Le conseil d'administration de la Société Lyonnaise des Eaux, réuni le 30 mai, a examiné les comptes consolidés du groupe pour 1983.

Le principe de consolidation a été modifié en 1983 par l'intégration d'Unitel et de sa filiale Forclum et les comptes de 1983 comprennent tous les entités d'activité de la filiale américaine General WaterWorks, contre deux mois et demi en 1982.

Le chiffre d'affaires du groupe en 1983, y compris les produits financiers, a atteint 12 913 millions de francs, en augmentation de 20,4 % sur l'exercice précédent.

La part du groupe dans le résultat net consolidé augmente légèrement pour s'établir à 164,3 millions de francs contre 162,8 millions de francs en 1982, le résultat net total s'établissant à 201,3 millions de francs contre 236,6 millions de francs. D'importantes provisions ont été constituées, notamment pour faire face aux difficultés rencontrées par certaines filiales du groupe et déjà annoncées. La marge brute d'autofinancement progresse de 24 % et atteint 899 millions de francs (724 en 1982).

La situation nette se monte à 1 884,9 millions de francs à fin 1983 (contre 1 509 à fin 1982). Cette progression de 276 millions est imputable pour 208 millions de francs à l'augmentation de capital réalisée au début de 1983.

BAC-SCIENCES PO

Donnez-vous les meilleurs atouts !
de la seconde aux terminales.
Institut Privé APOLLINAIRE
45, rue du Fbg Montparnasse
75008 PARIS - Tél. 770 83 12

LAETAL

PENARROYA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les actionnaires de Penarroya, réunis le 6 juin 1984 sous la présidence de M. Bernard de Villeneuve, ont approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par une perte de 176 644 074 F et affecte celle-ci au report à nouveau qui s'établit, en conséquence, à un montant négatif de 210 millions de francs. L'Assemblée a nommé administrateur M. Marcel Gouffroy et renouvelé le mandat des autres administrateurs pour la durée statutaire d'un an.

Après avoir rappelé les diverses mesures mises en œuvre par la société en 1983 : concentration des moyens de production, réduction des investissements et des effectifs, cessions d'actifs, obtention d'un prêt participatif, M. de Villeneuve a souligné que les deux années consécutives de perte avaient affecté le bilan de l'entreprise, dont l'endettement est devenu important par rapport aux concurrents, et qu'il serait souhaitable de conforter progressivement le tableau de la société. Les deux années consécutives de perte avaient affecté le bilan de l'entreprise, dont l'endettement est devenu important par rapport aux concurrents, et qu'il serait souhaitable de conforter progressivement le tableau de la société.

Comparant les premiers mois de 1984 à ceux de l'année précédente, le président de Villeneuve a précisé que le marché et les cours du zinc, en hausse d'environ 30 %, étaient en nette amélioration, que la consommation de plomb avait progressé de 10 %, mais que les prix, bien qu'en légère augmentation, demeuraient à un niveau trop bas pour assurer une rentabilité réelle aux producteurs.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de la société pour les quatre premiers mois de 1984 a atteint 1 130 MF, enregistrant une hausse de l'ordre de 35 %. Le président a constaté que, dans ces conditions, le résultat du premier semestre de la société devrait s'approcher de l'équilibre et que le résultat consolidé du même semestre serait positif.

cedis

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 26 MAI 1984

M. Charles Urbain, président du directoire, a présenté le rapport d'activité 1983 à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires et proposé l'affectation des résultats de l'exercice — précédemment soumis au conseil de surveillance — avec mise en paiement d'un dividende de 34 F assorti d'un crédit d'impôt de 17 F, à partir du 5 juin.

M. Urbain a précisé dans son allocution qu'un projet de fusion avec les Economiques troyennes et Dockers réunis, filiale à 96 %, était à l'étude.

L'Assemblée des résolutions présentées par M. Gabriel Mathey, président du conseil de surveillance, a été approuvée à l'unanimité, dont la nomination au conseil de M. Pierre Mathey.

L'Assemblée générale extraordinaire qui a immédiatement suivi a approuvé les résolutions qui portaient sur l'harmonisation des statuts de la société avec la loi du 3 janvier 1983 relative à l'investissement et à la protection de l'épargne et la loi du 30 avril 1983 apportant modification au code de commerce. Par ailleurs, une modification a accompagné les statuts de la composition du conseil de surveillance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This advertisement is for Postipankki ECU 35,000,000 Zero Coupon Bonds Due 1992. It includes details about the bonds, such as the date of issue (May 23, 1984), the issue price (100%), and the yield to maturity (10.57%). It also lists the banks involved, including Banque Indosuez, Abu Dhabi Investment Company, and others.

Postipankki

ECU 35,000,000

Zero Coupon Bonds Due 1992

Date of Issue : May 23, 1984
Bonds Due : February 23, 1992
Issue Price : 100 %
Redemption Price : 218 %
Yield to Maturity : 10.57 %

Banque Indosuez
Abu Dhabi Investment Company
Daiva Europe Limited
Kreditbank S.A. Luxembourg
Postipankki

Algemeine Bank Nederland N.V.
Bank Gutzwiller, Kurz, Burgener (Oversee) Limited
Caisse des Dépôts et Consignations
Credit Suisse First Boston Limited
Den norske Creditbank (Luxembourg) S.A.
IBJ International Limited
Mitsubishi Finance International Limited
Nippon European Bank S.A./LTCS Group
PK Christiania Bank (UK) Limited
Sparinvest SDS

Al-Mal Group
Berliner Handels- und Fremdenbank
Credit Lyonnais
Den Danske Bank International S.A.
Fuji International Finance Limited
Istituto Bancario San Paolo di Torino
Morgan Stanley International
Orion Royal Bank Limited
Sparinvest Oslo Alandus
S.G. Warburg & Co Ltd.
Yamaichi International (Europe) Limited

1983

Credito Italiano

L'Assemblée générale ordinaire réunie à Gênes sous la présidence de M. Alberto Boyer a approuvé les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 1983. Le bénéfice d'exploitation a été de 891,3 milliards de lire, en augmentation de 25,1 % par rapport à 1982. Après déduction de l'impôt sur les revenus pour un montant de 161,4 milliards de lire et des amortissements et provisions pour un montant de 387,5 milliards de lire, le bénéfice net s'établit à 424 milliards de lire dont 15 milliards de lire ont été affectés à réserve et 27,2 milliards de lire ont été distribués aux actionnaires, sous forme de dividende, en mesure de 85 lire par action.

La même assemblée, réunie également en session extraordinaire, a délibéré une augmentation de capital de 160 à 320 milliards de lire, à effectuer pour un montant de 110 milliards de lire à titre gratuit et pour un montant de 50 milliards de lire à titre onéreux. A la suite de l'augmentation de capital les fonds propres s'établissent à 1.807 milliards de lire (1 milliard de dollars environ).

MARCHÉS

PARIS

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

PRODIGES

BOURSE DE PARIS Comptant

6 JUIN

LEURS	Cours préc.	Dernier cours
-------	----------------	------------------

OTA...	1600	1600
grasse...	790	790
mobiler...	1680	1680

176	90	170
252	40	250
1000	
250		225
455		459
567		583
465		461
1330		1350
265		250
1 10		1 08
214		215
506		511
1175		1202

-cots		
201		210 d
10	
116		116
630		567
13	

Exclusion Frans incl.	Rechnat net
110230 61	10230 61
526 46	550 56
301 72	262 55
134 96	128 87
102002 74	102899 84
194 14	185 34
801 25	660 36
11789 05	11789 06
51680 84	51148 45
486 28	462 71
331 14	316 08
28037 62	28037 62
440 48	420 48
106 26	101 46
23825 69	23877 63
12651 50	11832 16
822 40	861 64
436 52	417 12
58883 21	58883 21
462 69	470 26
10658 74	1062 30
156 06	148 66
296 78	376 79

11943 46	11798 27
514 47	491 14
1191 05	1157 08
229 17	228 03
423 82	404 60 40
25377 45	25377 45
272 50	280 14
11118 04	11062 72
386 47	370 80
11210 38	11128 87
318 02	310 28
169 34	167 05
183 58	184 77
1105 86	1104 67
447 32	427 04
498 58	476 27
217 88	207 82
554 77	538 68
310 26	286 21
308 87	189 40
335 76	320 65
536 17	682 76
723 63	681 03
1000 97	895 58
421 28	402 13
329 48	334 25
329 40	791 78
1657 40	1079 50
389 74	389 74
1008 08	961 03
323 77	308 09
108 09	108 09
282 86	280 83
886 24	885 12
817 97	588 86
1117 07	1088 42
821 61	1452 81
1680 41	1634 83
136 76	136 76
1082 51	1017 90
560 12	549 77
1152 11	1152 08
124897 76	124893 39

Dernier cours		% + -
78 90	- 0 86	
348 80	- 0 05	
74 20	- 0 68	
880	+ 0 11	
748	+ 0 40	
289	- 2 16	
22400	- 0 87	
876	+ 1 38	
1229	+ 2 41	
623	+ 2 86	
147 70	+ 1 56	
470 50	+ 1 15	
568	- 4 53	
1115	- 0 44	
1640	- 0 64	
513	+ 0 19	
87	+ 2 36	
359	
483 50	+ 0 31	
95	+ 3 82	
6448	+ 0 48	
138 50	- 1 70	
214 80	- 1 24	
17 15	+ 0 87	
807	+ 0 87	
637	
3334	+ 0 86	
632	
636	- 0 74	
377	+ 0 33	
2 41	- 0 41	

DE L'OR	
COURS n/c	COURS g/g
10400	104200
10450	104100
638	644
636
630	636
615	614
765	764
100 -	4160
912 50	2005
800
800	4146
946	844

Cote (en francs)

231,30

231,30

des droits de vote.

Règlement mensuel

Dans le quartier concerné, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Coupe-vent

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

% + -

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

% + -

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

% + -

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

% + -

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

% + -

Comptation

a : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : décaissé; e : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL

COURS

COURS

COURS

COURS

préc.

6/6

6/6

6/6

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS

COURS

COURS

COURS

préc.

6/6

6/6

6/6

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Acteur

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Un faux débat sur la politique d'immigration », par Tony Grijalva.
11. « La Libération moderne », de Serge Christophe Kohn.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
4. EUROPE
- 4.5. DIPLOMATIE
6. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

7. Au Luxembourg : la vocation européenne ne provoque aucune mobilisation.
8. Un entretien avec M^{me} Arlette Laguiller.
9. Un entretien avec M. Jean-Marie Le Pen.

POLITIQUE

10. Le communiqué du conseil des ministres.
11. ANNIVERSAIRE

SOCIÉTÉ

12. ÉDUCATION : un entretien avec M. Alain Savary.
14. DÉFENSE
- SPORTS : les Internationaux de France à Roland-Garros.

LE MONDE DES LIVRES

15. La légende de Mohammed Khaddad ; LE FEUILLETON : Jean-Claude Van Damme, Correspondance Chardonne-Nikier.
16. LA VIE LITTÉRAIRE
17. AU FIL DES LECTURES
18. HISTOIRE LITTÉRAIRE
19. ÉCRITS INTIMES
- 20-21. VOYAGES EN LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Taiwan.
22. ENQUÊTE : la vente de livres par correspondance.
23. ROMANS : Antoinette Paské ; José-Alain Provençal.

CULTURE

24. THÉÂTRE : Frédéric, prince de Hambourg ; à l'Odéon.
26. COMMUNICATION

SUPPLÉMENT

- 27 à 31. Québec, 460 ans après : « Des atouts contre la crise » (II).

ÉCONOMIE

35. ÉTRANGER
36. AUTOMOBILE
38. SOCIAL
40. AFFAIRES

RADIO-TÉLÉVISION (26)

- INFORMATIONS
- SERVICES : (34) : Pentecôte, les services ouverts ou fermés ; Journal officiel ; Loterie nationale ; Arlequin ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (32) ; Carnet (33) ; Programmes des spectacles (25) ; Marchés financiers (39).

Mocassins homme en cuir : 189 francs !

Sandales en cuir pour femme : 129 F ; bottines cuir pour bébé : 109 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt H.E.T. est relié financièrement à plusieurs dizaines de fabricants de chaussures de qualité. Deux points de vente : 19, rue J.-Louvet-Tessier (10^e), M^{re} Goussier, Et 6, rue Haxo (20^e), M^{re} Saint-Fargeau. Lundi au samedi, 11 h à 18 h 30. Tél. : 238.10.01.

R. REAUDIN SES CHAMPAGNES DE NOBLESSE



BRUT RESERVE

DOMAINE DES CONARDINS MOUSSEY PRES EPERNAY TEL. : (26) 54.03.41

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1984 a été tiré à 451 059 exemplaires

A B C D F G H

Le CNPF propose de transformer 15 milliards de francs d'aides aux entreprises en crédits d'impôts

L'administration et le CNPF ont décidé de transformer 15 milliards de francs d'aides aux entreprises en crédits d'impôts. Une première commission commune d'évaluation des charges des entreprises avait achevé ses travaux en juin 1983 sur un montant de 15 milliards de francs de différence dans les évaluations. Une seconde commission, créée en août 1983, pour « proposer des simplifications des aides et leur transformation en allégement de charges chaque fois que cela sera possible » ne se termine pas mieux.

Le CNPF a décidé de rendre publiques ses propres propositions, le 7 juin, « car l'administration - du fait de la préparation du budget 1985 - a reporté à l'automne sa prise de position ».

Pour être unilatéral le texte du CNPF exposé par M. Brousse, président de la commission économique, n'est pas moins intéressant. Ne serait-ce que parce que les aides aux entreprises - ce que certains appellent « les cadeaux aux patrons » - n'ont jamais fait l'objet d'évaluation précise.

Les experts ont d'abord exclu du champ de leurs travaux les aides aux huit grandes entreprises nationales monopolistiques (EDF, SNCF, etc.) qui mériteraient pourtant, elles aussi, d'être simplifiées. Elles-ci s'élèvent à 30 milliards de francs en 1983, se répartissant en 4,5 milliards de concours en capital et 45,5 milliards de contribution à l'exploitation (dont 18,7 milliards de charges de retraite).

Il est aussi écarté les dotations en capital des entreprises nationales du secteur concurrentiel, qui ne correspondent pas à une aide mais au rôle d'actionnaire de l'Etat (6,8 milliards de francs en 1983).

Le CNPF comme l'administration ont refusé de prendre en compte les aides sectorielles (8,8 milliards de francs) en ce qu'elles ne vont qu'à sept secteurs (les deux tiers d'entre elles étant concentrées sur l'aéronautique, la construction navale et la sidérurgie) choisies par la puissance publique en fonction de ses options à long terme (politique industrielle).

Les prêts bonifiés ont suscité entre les experts un débat, les représentants du CNPF n'acceptant de prendre en compte que la bonification proprement dite (différence entre les taux offerts et les taux du marché), soit 1,5 milliard de francs.

LES DOUANIERS ITALIENS DÉPOSENT UN PRÉAVIS DE GRÈVE À PARTIR DU 11 JUIN

Les douaniers italiens ont déposé un préavis de grève, et pour une durée illimitée, à partir du lundi 11 juin, 14 heures.

Les fonctionnaires transalpins refusent à nouveau d'effectuer des heures supplémentaires et ne procéderont aux opérations de contrôle des passages et de dédouanement que de 8 heures à 14 heures chaque jour.

Le mouvement, ajoute-t-on à Chamonix, est prévu pour durer le temps des négociations qui doivent s'ouvrir la semaine prochaine à Rome, destinées précisément à régler le problème des heures supplémentaires des douaniers italiens.

Ce contentieux, déjà ancien dans l'administration italienne, est en partie à l'origine des manifestations massives des transporteurs routiers au mois de février. (AFP.)

● Préavis de grève des salariés de la Cofirooute pour le 11 juin. - L'intersyndicale des salariés de la société d'autoroute Cofirooute a déposé un préavis de grève pour le lundi 11 juin dès cinq heures du matin.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, SGPA-Autonomes) demande notamment une clause de sauvegarde quant au rattrapage des salaires.

La société Cofirooute, qui emploie 1100 personnes, exploite les tronçons Paris-Rennes, Paris-Le Mans, Paris-Poitiers et Angers-Nantes. Des négociations doivent avoir lieu le 8 juin.

LATREILLE

COSTUMES D'ÉTÉ MON DOUBLES

LANA BLEUE MACHINE depuis 800 F

ROBES D'ÉTÉ LANA BLEUE MACHINE depuis 485 F

62, rue St André-des-Arts 6° 329.44.10 - Parking privé Catalogue sur demande

Le sort de M. Robert Schwab

M. GASTON DEFFERRE DÉPLACÉ D'OFFICE UN DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES POLICES URBAINES

M. Robert Schwab, contrôleur général de la police nationale et directeur départemental des polices urbaines des Hauts-de-Seine, est déplacé d'office. Toute la décision prise par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, après que le conseil de discipline devant lequel avait comparu, le 9 mai, ce haut fonctionnaire policier eut proposé sa mise à la retraite d'office. L'administration reprochait à M. Schwab ses réponses contradictoires et confuses lors de l'enquête de l'Inspection générale des services (IGS) provoquée par la publication, dans l'hebdomadaire *Le Point* du 19 mars, d'un rapport du préfet de police de Paris. L'exemplaire utilisé par l'hebdomadaire s'était avéré, après expertise, être une photocopie de celui confié personnellement à M. Schwab.

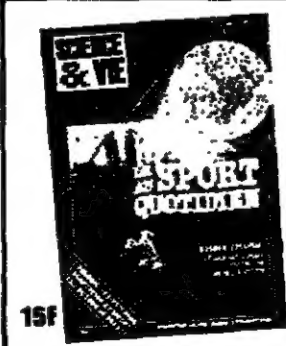
M. Schwab n'est finalement pas chassé de la police nationale, sanction radicale envisagée « pour l'exemple » dans un premier temps. Déplacé d'office, il est nommé à la sous-direction de l'équipement du ministère de l'Intérieur, qui appartient à la nouvelle direction de la formation et de l'équipement confiée à M. Jean-Marie Erba. Plusieurs raisons fondent cette décision jugée modérée au ministère de l'Intérieur par rapport aux premières intentions de M. Defferre. D'une part, l'enquête de l'IGS n'a pu établir formellement que M. Schwab, malgré ses réponses contradictoires, était l'auteur de la fuite incriminée. D'autre part, après les événements de l'affaire Genthial - le « patron » de la brigade criminelle brutalement tué, dans un climat de « chasse aux fuites », puis publiquement réhabilité par le président de la République - il n'a sans doute pas semblé opportun de créer, par une décision excessive, un nouveau conflit dans la police nationale.

Enfin, au-delà de son implication éventuelle dans la « fuite » d'un rapport portant sur l'état des effectifs policiers parisiens, M. Schwab est un haut fonctionnaire apprécié, qui domine toute satisfaction comme directeur départemental des polices urbaines des Hauts-de-Seine.

BRUNO DETHOMAS.

EDWY PLENEL.

(Publicité)
pour un oui, pour un non...
un quart KRITER Brut de Brut
Ça fait chanter la vie!



Le sport fait-il maigrir ?

LE SPORT QUOTIDIEN

UN N° NOUS SÉRIE SCIENCE & VIE

(Publicité)
à Beaune, une visite exceptionnelle
PATRIARCHE PÈRE ET FILS
les plus grands vins dans les plus grandes caves

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaines sessions de recrutement : 29 juin 1984



Nom
Age
Diplôme
Adresse

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management Avance

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

Les sommaires de juin

● LE MONDE DIPLOMATIQUE : Une Europe désuète

Malgré ses progrès, la Communauté européenne ne cesse de prendre du retard - scientifique et économique - sur ses concurrents américains et japonais. « C'est une Europe désuète », écrit Claude Julien, qui suggère ce qui pourrait être une Europe moderne.

Au moment où le Vatican s'en prend aux théologiens de la libération, François Houtart discute cette « peur de la contagion marxiste » qui semble envahir Rome, pendant que Guy Pétitdunange va au cœur de la pensée qui inquiète tant de hiérarques ; Michel Piron décrit les communautés de base d'où surgit ce renouveau de la réflexion chrétienne.

★ Le numéro : 11 F.

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Le français au bac

Dans trois semaines, le bac de français. Sans tambour ni trompette, l'épreuve, cette année, a été profondément modifiée. Un nouveau bac, en somme. Mal informés, les professeurs, comme les élèves, abordent l'examen avec inquiétude. Le *Monde de l'éducation* donne la parole aux inspecteurs généraux de français responsables de ces changements, et publie les directives de l'inspection aux correcteurs du bac.

Quels auteurs et quels thèmes reviennent le plus souvent ? Y a-t-il des best-sellers ? Claude Lemaire a analysé cinq années de sujets. Champions toutes catégories : Victor Hugo, Zola, Paul Valéry, Jean-Jacques Rousseau. Sa conclusion : l'épreuve de français est un super-jeu. Pour s'en sortir au mieux, il faut en connaître les règles. Et les respecter. Pour conclure, le *Monde de l'éducation* publie un texte surprenant sur le « crâne » du français : elle ne date pas d'aujourd'hui !

Le même numéro présente deux dossiers : l'un fait le bilan des politiques gouvernementales d'aide à l'emploi des jeunes. Le second est consacré à la mise en œuvre de la réforme Legrand dans les collèges : des journalistes du *Monde de l'éducation* se sont rendus dans trois collèges « en rénovation », désignés par le ministère. Ils racontent ce qu'ils ont vu, et le cabinet de M. Savary commente.

★ Le numéro : 11 F.

● DOSSIERS ET DOCUMENTS : La puissance des banques Le sport en France

Beaucoup l'ignorent : le réseau bancaire français est le deuxième du monde derrière celui des États-Unis. Les mesures de nationalisation de février 1982 n'ont en rien effacé son effacement et sa puissance. En une période de crise économique, la gauche au pouvoir s'est gardée de tout bouleversement dans le fonctionnement d'un système qui a fait ses preuves et qui doit affronter aujourd'hui d'importantes mutations. Le dossier rassemble par François Chateigner, professeur de sciences économiques et sociales, et présenté par François Renard fait le point et évoque les perspectives ouvertes par la généralisation des moyens de paiement électroniques.

★ Le numéro : 5,50 F.

● LE MONDE DE LA MUSIQUE : Londres, Bombay, Moscou

Londres, printemps 1984 : Michael Tippett débute de Boston où il a assisté, en compagnie de l'envoyé du *Monde de la musique*, à la création de *The Book of Time*, sommet de son œuvre, grandiose et chorale. Les experts s'attachent les cheveux.

C'est de Moscou, enfin, que viennent, depuis cent ans, les pianistes les plus audacieux et les plus indociles. De Rachmaninov et Scriabine jusqu'à leur petit-fils Michael Rudy, qui a choisi de vivre en France, leur portrait ou leur interview se trouvent dans le numéro de juin du *Monde de la musique*.

★ Le numéro : 18 F.

● LE MONDE DES PHILATÉLISTES : Hommage à la Belgique

Avec ce numéro spécial de cent pages, le *Monde des Philatélistes* fait pas mal de choses : il présente un dossier abondamment illustré à la philatélie belge. Juste hommage rendu à un pays qui organise à Anvers, en 1987, la première exposition philatélique internationale et qui joue aujourd'hui encore dans le commerce du timbre un rôle de tout premier plan.

Les collections thématiques sont à la mode et attirent particulièrement les jeunes. En publiant un dossier haut en couleurs sur les champions, le *Monde des Philatélistes* a choisi un sujet original qui a inspiré des artistes dans le monde entier, des Belges Fijl à la Pologne et de la Mongolie au Botswana.

Le *Monde des Philatélistes* présente aussi à ses lecteurs son confrère... chinois « Jiyous », un mensuel qui tire à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Il est vrai que les collectionneurs se comptent à des millions. Un monde à une autre échelle que nous fait découvrir Pierre Julien.

★ Le numéro : 15 F.

ملكا من الاملا